

STATE LIBRARY OF PENNSYLVANIA



3 0144 00618238 0

CLASS 940.9 Book V 975

VOLUME



PENNSYLVANIA
STATE LIBRARY

DEC 10 1920



Louis Brandeis

L'Affaire Raemaekers

COMPTE-RENDU DU PROCÈS

INTENTÉ A

M^e CHARLES VUILLE

Avocat au Barreau de Genève, ancien Bâtonnier,
Ancien Député

DEVANT LA

HAUTE COUR PÉNALE FÉDÉRALE

Audiences des 30 et 31 janvier et 1^{er} février 1918

AVEC DEUX PORTRAITS
ET LA REPRODUCTION DES PLANCHES SAISIES

INTRODUCTION

Les plaidoiries que nous publions, avec les documents annexes, donnant un aperçu très complet de cette affaire, le soussigné se bornera à rappeler, en quelques mots, les origines du procès qui lui a été fait devant la Cour Pénale Fédérale.

Ainsi qu'il l'a dit, au cours de son interrogatoire, il avait acquis, lors d'un voyage à Grenoble, une collection de cent estampes de Raemaekers, en vue d'organiser en Suisse une série d'expositions de celles-ci.

Il poursuivait un double but : Révéler à ses concitoyens une partie importante de l'œuvre gravée de l'artiste hollandais, encore trop peu connu en Suisse, et, d'autre part, augmenter par une vision graphique, toujours plus impression-

nante que tous les écrits du monde, l'horreur et la réprobation qu'appellent les crimes allemands.

Ainsi qu'on le sait, le jour même de l'ouverture de cette exposition à Genève, le Consul d'Allemagne Gessler, estimant que celle-ci constituait une offense à l'Empire et à Guillaume II, sollicita de la Police genevoise des mesures de répression. Neuf planches furent saisies une première fois, puis quarante-six la veille de la fermeture.

Une instruction fut ouverte, et la prévention d'outrages à une nation et à un souverain étrangers étant retenue en ce qui concerne seize des gravures confisquées, M^e Ch. Vuille fut traduit à la requête du Procureur Général de la Confédération devant la Cour Pénale Fédérale ; les débats qui eurent lieu à Genève les 30, 31 janvier et 1^{er} février 1918, se terminèrent par l'acquittement de l'accusé, et à la grande confusion des instigateurs germains de la poursuite, lesquels pourraient bien aujourd'hui regretter leur malencontreuse intervention.

Dans sa plaidoirie, étayée sur des documents

que M. le Juge d'Instruction Calame lui-même qualifia « d'impressionnants », le bâtonnier F. Raisin, défenseur de Ch. Vuille, établit, de la façon la plus irréfutable, que l'abominable guerre actuelle a été voulue et déclenchée exclusivement par l'Allemagne, dont l'hypocrisie cherche à en rejeter sur d'autres la responsabilité.

Singulière coïncidence ! Quelque temps plus tard, deux témoignages allemands des plus importants, à savoir le rapport de l'ancien ambassadeur à Londres Prince Lichnowski et les déclarations de M. Muehlton, ancien directeur des Usines Krupp, confirmant les conclusions du célèbre auteur de l'accuse, consacraient à nouveau d'une façon éclatante cette démonstration.

M^e F. Raisin fit ensuite le tableau lamentable, avec des preuves irrécusables à l'appui, de toutes les violations du droit des gens, de tous les crimes commis par les envahisseurs dans les territoires occupés, justifiant ainsi de la parfaite réalité des faits stigmatisés par le crayon de Raemaekers.

A son tour l'accusé eut la parole.

Son discours constitua moins une défense « pro domo », qu'un véritable réquisitoire contre l'Allemagne casquée et ses gouvernants.

On l'a accusé d'avoir été trop violent ! Il ne peut que maintenir intégralement tout ce qu'il a dit.

Son plaidoyer n'a été que le cri d'une conscience profondément blessée dans son respect du droit, son amour de la justice et son immense pitié pour les misères endurées par tant d'innocentes victimes.

Il est des forfaits tellement épouvantables qu'ils excusent pleinement un honnête homme d'oublier pour quelques instants, la mesure qu'il apporte habituellement dans l'expression de ses opinions.

Inlassablement d'ailleurs et jusqu'à la fin de l'horrible cataclysme, l'auteur de ces lignes saisira toutes les occasions de clamer son indignation, ainsi que son ferme espoir dans le triomphe de ceux qui combattent pour la liberté du monde.

Ces sentiments, il le sait, sont partagés par une partie de plus en plus grandissante du peu-

ple suisse, et c'est là peut-être le principal intérêt de ce procès, c'est qu'il reflète l'opinion de la fraction saine d'une nation neutre applaudissant à la décision de sa plus haute juridiction qui, en absolvant l'accusé a, par cela même, reconnu le droit de s'insurger contre les actes du gouvernement étranger, instigateur de la poursuite et de les dénoncer publiquement au mépris des hommes civilisés.

Et l'inculpé d'un jour ne pourrait-il pas terminer cette préface en répondant au poète teuton qui a écrit :

*Germanen-Tag ! Und Sklaven Nacht !
Und Frankreichs Tod für immer !*

par une paraphrase du mot de Caton l'Ancien :

Et ego censeo Borussiam delendam esse !

Ch. VUILLE,
Avocat.

Depuis que cette préface a été écrite, l'Allemagne s'est livrée à un nouvel et odieux chantage vis-à-vis de

la Suisse, manœuvre déjouée par l'opportune et intelligente intervention de la France, à laquelle nous ne saurions vouer trop de reconnaissance.

Il y a lieu d'espérer que le Conseil fédéral, se sentant appuyé par une opinion publique toujours plus unanime, se montrera plus ferme que d'habitude et renoncera à sa politique d'aplatissement et d'excuses injustifiées.

Plaidoirie de M^e F. Raisin

A l'audience de relevée de la Cour du 30 janvier, le défenseur a prononcé la plaidoirie suivante :

MESSIEURS DE LA COUR PÉNALE FÉDÉRALE

Pourquoi ce procès ?

On nous avait dit que nous en devons la faveur à l'initiative de M. le Ministre d'Allemagne à Berne, qui aurait exigé cette poursuite de son propre mouvement. — Je n'en crois rien ! — M. de Romberg est, dit-on, un homme d'une rare intelligence et il me paraît difficile d'admettre qu'il se soit embarqué, spontanément, dans cette aventure judiciaire, qui, certes, ne tournera pas à

l'avantage de son Gouvernement, tout au moins dans l'opinion impartiale de ceux qui savent voir, entendre et comprendre !

Seraient-ce alors des ordres de Berlin, qui, partis de la Wilhelmstrasse, auraient obligé le Ministre à porter la plainte qui amène Ch. Vuille sur ce banc ?

Pas davantage, à ce que l'on m'a assuré, et il faut tenir pour constant que nous devons cette poursuite au Conseil fédéral et à M. le Procureur général de la Confédération. J'aurais préféré autre chose et je trouve l'inspiration regrettable.

Mais il y a l'ordonnance de 1915, cette déplorable ordonnance que l'on n'aurait jamais dû rendre et qu'il est trop tard pour retirer, cette ordonnance par laquelle le Conseil fédéral s'est mis sur les bras toute une organisation policière et judiciaire dont nous n'avions aucun besoin. Notre législation ordinaire était parfaitement suffisante pour donner satisfaction, *sur plainte de leur part*, aux lésés, lorsque la nécessité s'en serait imposée.

Pourquoi avoir commis cette sottise, de mettre notre code pénal de côté, d'écarter le droit commun, et de nous lancer dans une voie où nous laissons, chaque jour davantage, des parcelles de nos libertés !

Nous ne sommes pas les chiens de garde des souverains de l'Europe. Nous n'avons pas à faire leur police, — ils savent s'en charger, et comment ! S'ils ont une plainte à porter, nos lois leur assurent la justice ! Mais s'ils dédaignent l'injure, nous n'avons pas à la relever en leur lieu et place. En agissant comme le fait notre gouvernement fédéral, nous montrons une servilité obséquieuse qui n'auréole pas glorieusement nos têtes de vieux Suisses !

Mais encore faudrait-il, si nos autorités veulent prendre une telle initiative, qu'elles ne le fassent qu'à bon escient, avec tact, et dans des cas véritablement sérieux, ce qui ne se présente certes pas dans le procès actuel.

Encore faudrait-il aussi que l'on tînt la

balance égale entre les nations et que toutes fussent uniformément protégées !

Mais que se passerait-il alors ? Il faudrait vingt cours fédérales, siégeant sans désemparer, pour juger tous les écrits, tous les dessins touchant à la politique et à la guerre ! Et cela vous démontre l'absurdité du point de vue qui a présidé à l'enfantement de cette malencontreuse ordonnance.

Quant au Parquet fédéral, il me semble qu'il a, dans sa décision, fait preuve de peu d'impartialité et de peu de jugement.

On ne fait pas de semblables procès, et si on les voit poindre à l'horizon, on doit, dans l'intérêt des bonnes relations internationales et nationales, les éloigner de son chemin.

Le Conseil fédéral croit-il que le Gouvernement allemand lui saura gré de nous avoir obligés, pour les besoins de notre défense, d'apporter ici une documentation et des preuves, qui jettent le jour le plus fâcheux sur la façon dont ses troupes entendent et prati-

quent la guerre, et de nous avoir mis à même de protester, après tant d'autres, contre les violations du droit des gens qui ont provoqué l'indignation universelle ?

Je ne le pense pas. Les fins diplomates de Berlin verront plutôt en ceci une illustration nouvelle de la fable de La Fontaine intitulée : *L'Ours et l'amateur des Jardins*.

Une mouche se pose sur le nez de l'ami de l'ours Martin :

... Le fidèle émoucheur

Vous empoigne un pavé, le lance avec raideur,
Casse la tête à l'homme en écrasant la mouche !
Rien n'est si dangereux qu'un ignorant ami.
Mieux vaudrait un sage ennemi.

Je n'ai pas la prétention de dire que nous allons tuer l'Allemagne — le morceau est trop gros, — mais nous lui dirons des choses désagréables, très désagréables, et cela aurait pu lui être épargné.

L'Allemagne souffre, malgré sa grande force d'âme qui la met au-dessus de l'opinion, d'être attaquée dans la presse, par les paroles

et les pensées des neutres, et même par la voix de ses ennemis.

Elle veut commettre tous les actes qu'il lui plaît, diplomatiquement et militairement, renier sa parole, envahir la Belgique et la martyriser, violer les Conventions de La Haye, qui sont munies de sa signature, fouler aux pieds le droit des gens ; elle illumine lorsque ses Armées renouvellent les exploits des Huns, — mais il ne faut pas qu'on en parle ; elle veut avoir le champ libre, de toutes parts ; elle ne tolère pas qu'aucune voix de critique ou de désapprobation discordante s'élève sur les pas de ses soldats et de ses marins dévastateurs !

Et de même qu'elle impose ses volontés, par la force des armes, aux petites nations qu'elle écrase, de même elle pourchasse jusque dans leur propre pays, et par devant la Justice, ceux qui se refusent à mêler leurs voix au Cantique obligatoire du « Deutschland über Alles ! »

Mais on ne contraint pas la pensée, et les

« Impondérables » font leur chemin. Vous ne forcerez pas les Neutres à se taire.

Neutre n'est pas pleutre, a dit mon vieil ami Philippe Godet, et vous ne mettrez pas le bâillon sur nos bouches de citoyens d'un pays libre, qui avait déjà des Franchises au temps ou les ancêtres de S. M. Guillaume II, payens couverts de peaux de bêtes, adoraient encore le féroce Wothan, dans les forêts de la Germanie !

Il est une chose qui parle plus haut que la neutralité, c'est la morale, c'est le besoin des hommes justes de soulager leur conscience, de se dresser contre les actes qui déshonorent l'humanité et sont la négation même de la civilisation.

Et ce besoin-là personne ne pourra empêcher qu'il se traduise en actes ou en paroles et qu'il trouve son expression dans les œuvres des penseurs et des artistes. Mon camarade Edouard Secrétan l'a dit excellemment :

« Dans l'état actuel de l'Europe, l'impassibilité est une impossibilité. »

Ce préambule est pour vous prévenir, Messieurs les Juges, que je ferai l'usage le plus complet et le plus absolu de la liberté de la parole, à laquelle j'ai droit comme défenseur de l'accusé, et que, que le procès vienne de Berlin ou de Berne, c'est en vrais Suisses que nous entendons, Vuille et moi, nous comporter et parler.

Un procès est un combat !

Nous nous souviendrons du Morgarten. L'ennemi, bardé de fer, s'avance pour maîtriser ce misérable petit peuple de montagnards !

Mais les rochers et les troncs de sapins roulent des pâturages.

Les brillants chevaliers sont massacrés ; ce qu'il en reste prend la fuite ou se noie dans le lac.

Ce prétoire est le champ de bataille. Les blocs de granit et les pièces de bois vert vont rouler sur les assaillants.

C'est vous, Monsieur le Procureur général extraordinaire de la Confédération qui l'avez voulu.

MESSIEURS LES JUGES,

Un certain pasteur Zimmerli reçut, en 1915, du Conseil fédéral, sur la recommandation de M. von Claparède, alors notre Envoyé à Berlin, — et sans doute aussi sur celle de M. de Romberg, une introduction spéciale auprès du gouvernement français, pour visiter les camps de prisonniers en France. A son retour, cet Allemand naturalisé suisse publia un livre intitulé : *Durch Frankreich und Deutschland*, qui fut édité à Berlin, chez Curtius, et répandu en Suisse à de nombreux exemplaires.

Bien accueilli par la presse de la Suisse orientale, en général, cet ouvrage souleva de vives protestations dans la Suisse romande, en raison des injures incroyables qui y étaient répandues contre la France et, aussi, à cause des saletés impardonnables que l'auteur y racontait sur le compte de nos frères vaudois, et surtout de nous Genevois.

Pour M. Zimmerli, nous ne sommes qu'un petit peuple de Savoyards, — *Genfer-Savoyarden-Völklein* — pour lequel le mot de liberté n'a jamais été que le rideau derrière lequel nous cachons une licence effrénée — *Zügellosigkeit* — car, chacun le sait, à Berlin seulement règne la solide vertu, défendue par les chevaliers de la Table Ronde, « *recti pervicaces* » !

M. le pasteur Zimmerli, passant par Genève, se rendra-t-il au Musée Rath, pour y visiter l'« Agence des Prisonniers », créée par la Croix-Rouge ? Il n'aurait garde.

Ce *noctambule égrillard*, ainsi que l'a qualifié un journal, se rend chez *Maxim*, restaurant de nuit, où il retrouve, dit-il, l'image des villes du Midi et où dansent des demoiselles presque nues, comme à Paris. (Car à Berlin, on ne voit pas de ces choses-là ! Pfoui !)

Voici comment il s'exprime à notre sujet :

« Sales Genevois, — *Kaibe Genfer* —
« si vous ne voulez pas marcher avec nous,

« allez votre propre chemin, et voici la recette
« pour une nouvelle Confédération : Genève-
« Paris-Moscou-Tombouctou-Tokio. »

Je passe sur les 150 pages d'ordures jetées sur les Alliés, et, pour finir, je note seulement cette abracadabrante conclusion :

« La vérité est que ce n'est pas l'Alle-
« magne, mais bien la France et l'Angle-
« terre qui ont violé la neutralité belge, et
« que le droit incontestable de l'Allemagne
« était de déclarer la guerre à la Belgique. »

Mais que vient faire ici ce pasteur, me demanderez-vous ?

Ceci :

Le livre : *Durch Frankreich und Deutschland* n'a pas été saisi; son auteur n'a pas été poursuivi. En revanche, peu de temps auparavant, la Censure avait fait saisir la brochure de William Vogt, intitulée : *Impressions*, dans laquelle ce polémiste bien connu protestait contre l'esprit qui se manifestait, en Suisse allemande, d'une façon bien inattendue, et contrairement à ce qui s'était passé

en 1870, en faveur des violateurs de la Belgique.

Chose extraordinaire, le gouvernement fédéral obtint même du gouvernement français que cette brochure fût interdite en France.

Si j'oppose le traitement négatif appliqué au livre abject du pasteur Zimmerli à celui qu'a subi la brochure de William Vogt, je ne puis m'empêcher de constater, avec le plus profond regret, la différence qui les caractérise, sans d'ailleurs chercher à en découvrir la raison.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet au cours de cette plaidoirie.

Ce qu'il y a de certain, c'est que M. Zimmerli et son ignoble pamphlet courent encore.

Et ceci m'amène en plein dans mon sujet.

Pourquoi Vuille est-il ici ?

S'il eût traité ses concitoyens de *Kaibe Genfer*, ou flagellé les vices de la *nation pourrie* (c'est, en effet, ainsi que les Dryander et autres vertueux théologues des bords de

la Spree traitent la noble race française), il serait probablement, en ce moment, assis dans son cabinet, feuilletant un livre rare, ou préparant une plaidoirie. Mais il a osé toucher, bien que de seconde main, dirai-je, à l'Allemagne, et il était tel de nos gouvernants d'alors qui n'entendait pas de cette oreille.

Mais cette crainte des Forts ou cette condescendance pour les Forts peuvent mener loin, et nous en avons vu les effets ! Nous avons eu l'affaire Grimm-Hoffmann, et nous avons l'affaire Schœller. Nous avons eu l'affaire des colonels Egli et Wattenwyl, ces fonctionnaires qui communiquaient à la Légation d'Allemagne les renseignements de l'Etat-major, et qui ont été acquittés, parce que, selon la suggestion d'un chef, ils pouvaient ne pas se considérer comme *subjectivement* tenus au secret qu'ils devaient *objectivement* respecter ! Nous avons eu d'autres scandales encore dont nous ne parlerons pas, et à l'origine desquels nous trouvons toujours la main de l'Allemagne. Il est inutile de répéter ici

ce que chacun sait sur l'espionnage effréné auquel se livrent dans nos contrées des bandes organisées d'indésirables ou des isolés agissant par ordre; à quoi bon rappeler les accaparements des Falk et consorts et la corruption qui a envahi jusqu'à certains bureaux du Palais fédéral !

Ce que je veux dire, Messieurs, c'est que si nos pouvoirs n'avaient pas tremblé devant les Puissants, peut-être dans la crainte qu'un sort semblable à celui qu'ont subi de petites nations nous fût aussi infligé, — et que si nous avions, dès le début, fièrement défendu nos franchises, au lieu de tergiverser, de baisser la main et de céder, nous aurions mieux montré ce que l'on peut attendre d'un peuple républicain, jaloux jusqu'à la mort de ses libertés !

Quoi qu'il en soit, Messieurs, le procès est là « *Sub judice lis est* ».

L'accusé a à répondre de la violation de l'article 2 de l'ordonnance du Conseil fédéral du 2 juillet 1915.

(Remarquons qu'il a fallu une année de guerre et l'on ne sait quel jeu d'influences pour que le Conseil fédéral se décidât à édicter ce document si contraire à nos chartes constitutionnelles !)

Ah ! que vous eussiez été plus habile, M. de Romberg (ou M. Hoffmann), de laisser tranquillement l'exposition Raemaekers se terminer et de feindre de l'ignorer ! Avouez qu'en cette circonstance vous avez manqué de psychologie et de doigté !

Vous ne vous êtes pas demandé si ces débats ne tourneraient pas à votre confusion et si vous n'y verriez pas apparaître les preuves palpables des fautes commises politiquement, militairement et moralement, par votre gouvernement, vos diplomates et vos armées !

Vous avez cru que l'on n'oserait pas parler ici de ce que la nation allemande a laissé faire de mal, en son nom, ni flétrir les actes indignes qui ont marqué son évidente régression vers la Barbarie.

Vous vous êtes trompé !

Nous ferons tout cela, nous allons le faire.

Je l'ai déjà dit : « Un procès, c'est la guerre. » A la guerre, on ne se gêne pas. *A la guerre comme à la guerre !* Cette manière de comprendre la lutte plaira sans doute à Messieurs vos militaires.

Espérez-vous donc, Monsieur le Procureur général' extraordinaire, obtenir une condamnation contre Vuille ?

Vous ne connaissez pas nos juges. Espérez-vous que vous étoufferez la voix de la conscience universelle qui reproche à une puissante nation des actes de férocité et de cruauté sans exemple, à moins qu'on ne remonte aux hauts faits des hordes d'Attila ? Ce que vous avez entendu, ce matin, vous en a appris long à cet égard ! Et je vous renvoie à l'émouvante déposition de M. Benjamin Vallotton.

Quoi qu'il en soit, l'accusé se défendra, et nous avons bec et ongles !

MESSIEURS.

Un court historique, avant d'examiner les bases juridiques de cette surprenante poursuite.

L'œuvre de Raemaekers est connu du monde entier. Ses planches ont été publiées et reproduites de mille façons, dans tous les formats, et vulgarisées par les procédés les plus modernes de la multiplication de l'estampe. Partout elles ont obtenu un succès colossal. Des albums les ont réunies, des journaux les ont divulguées. Elles volent de pays en pays, de ville en ville, et elles décorent aussi bien la chaumière du campagnard que le cabinet du citadin et du lettré.

Elles sont imprimées, autographiées, zincogravées, phototypées...

Et l'on se figure à Berne que, parce qu'on en aura fait saisir 20 exemplaires, on aura supprimé ceux qui font le tour de la terre !

Fallacieuse illusion !

Qui est Raemaekers ? — Un Hollandais, un neutre, mais un neutre indigné.

« Indignatio facit artificem ! »

Ses dessins commentent les faits de guerre qui ont froissé sa conscience et soulevé sa réprobation. Comme le dit fort bien M. Clutton, dans la préface du « Catalogue » :

« ... Il ne parle au nom d'aucun pays,
« il n'intervient qu'en faveur du monde civilisé ; il attaque une idée, il n'attaque pas
« une nation ; et, encore qu'il se montre amer
« pour l'idée que prétend soutenir l'Allemagne, vous ne trouverez dans son œuvre aucune amertume directe contre les Allemands, non plus qu'une adhésion formelle
« à l'Angleterre ou à la France. C'est notre
« cause (c'est un Anglais qui parle) qu'il
« soutient et non pas nous-mêmes. Il exprime
« simplement le courroux d'un spectateur
« désintéressé. Le crime n'a pas été commis
« contre lui ou contre sa propre patrie ; mais
« il l'a vu commettre, et s'il proteste contre

« lui, c'est en qualité de citoyen du monde
« déshonoré par ce crime. »

Ainsi s'exprime, fort justement, M. Clutton, et comment, si l'on examine de près l'œuvre de Raemaekers, ne pas approuver entièrement ce jugement ?

Raemaekers est un sincère, un homme de haute bonne foi. Il habite la Hollande. Le sort de la Belgique écrasée l'intéresse au plus haut point, car La Haye est bien près de l'Allemagne, et il tremble pour sa patrie. Tous les jours des fugitifs arrivent qui racontent ce qu'ils ont vu, les souffrances qu'ils ont éprouvées; des faits de guerre se produisent, dont les journaux du monde entier s'occupent, révélant la triste mentalité des chefs et des soldats allemands; Raemaekers sent monter en lui un grand besoin de révolte et de protestation, et son crayon trace, alors, les admirables pages dans lesquelles il fera passer le souffle de son âme angoissée et troublée, le cri vengeur de la conscience de l'honnête homme et du chrétien ! Il ne

dessine pas pour injurier, pour outrager, pour diffamer, l'*animus injuriandi* ne le possède pas, — il dessine pour exprimer son horreur pour la honte que tout ce sang et toute cette boue vont jeter sur la pauvre humanité !

L'examen que nous ferons, tout à l'heure, des planches saisies, justifiera, nous l'espérons, ce point de vue, d'une façon éclatante.

Après vous avoir présenté Raemaekers, je vous parlerai de Vuille.

Vuille est mon ami ; il a été mon premier stagiaire, il y a, hélas ! bien longtemps !

C'est l'homme le plus libéral, le plus indépendant, le plus généreux. Sa franchise lui a valu beaucoup d'ennemis, mais sa sincérité lui a donné de profondes et solides fraternités. Il est tout d'une pièce, ne transige jamais avec sa conscience et ne sait rien retrancher de son sentiment. Quand il voit le mal, il y fonce, tête baissée ; et s'il y a une victime à défendre, un tort à réparer, le voilà parti. Et alors pleuvent les brochures, les lettres et les conférences, et la presse gémit.

Au barreau comme bâtonnier, au Grand Conseil, comme député, dans les fonctions diverses qu'il a occupées, Vuille a toujours montré, avec cet esprit d'indépendance, ce besoin du *cœur affamé de justice* qui sacrifie tout à son idéal. Et vous l'avez bien jugé, vous Monsieur le juge d'instruction Calame, lorsque, dans votre office à M. le Procureur général du 22 novembre dernier, vous avez dit : « que Vuille est un homme de bonne foi
« et d'une parfaite sincérité, avec un tempé-
« ment impulsif qui ne résiste pas à la voix
« de son âme. »

C'est bien cela !

Mon cher Vuille, vous avez l'amitié et l'estime de nous tous, car nous connaissons votre grand cœur, et si, par impossible, vous sortiez d'ici condamné, ces sentiments ne pourraient qu'en devenir plus forts.

Vuille rencontre Raemaekers, — non pas *in persona*, — mais son œuvre exposé à Grenoble, où il était allé faire une conférence, pour défendre les Suisses contre d'injustes

préventions. Il connaissait ces planches, mais, en les voyant réunies, il éprouve une sensation d'ensemble qui le séduit.

Ces estampes originales, coloriées, pour la plupart, sont fort supérieures aux reproductions qu'on en a faites, et Vuille, qui est un amateur d'art éprouvé, en fait l'acquisition. Il les apporte à Genève, et il conçoit l'idée de les montrer à ses concitoyens, non pas, mon Dieu, pour insulter l'Allemagne, il n'y a jamais songé, mais pour donner à ceux-ci la jouissance de contempler ces planches magistrales. Il voyait aussi, pourquoi ne pas le dire, il l'a reconnu, par cette exposition, l'occasion de manifester sa désapprobation des actes allemands, mais l'intention d'outrager l'Empereur, le gouvernement et le peuple allemands ne l'a jamais abordé, ne fût-ce qu'un instant.

Ayant demandé une salle du Bâtiment électoral, il y installe la collection.

L'exposition est visitée, au premier matin, par M. Perrier, Directeur de la Police centrale, accompagné de M. le brigadier Magnin.

Ces Messieurs font un choix ; ils saisissent huit estampes ; ils reviennent le lendemain et en saisissent une neuvième. L'exposition a donc l'estampille officielle. M. Perrier en a exclu les feuilles subversives, à son jugement ; le reste est bon à voir. — Vuille part pour Montreux. Si l'exposition est outrageante, l'autorité qui l'a sanctionnée participe à l'outrage ! Comment Vuille aurait-il pu voir un outrage là où la Police n'en découvrirait aucun ?

L'exposition continue sans aucun incident. Des citoyens demandent qu'on la prolonge de quelques jours, Vuille la réinstalle au 1^{er} étage. Et c'est la veille de la fermeture qu'on procède à la saisie de 46 planches.

Que s'était-il donc passé ?

De mauvaises langues ont prétendu que c'est Madame Knatschké qui, depuis la guerre, fonctionne, à Genève, comme espionne du Gouvernement allemand, qui s'est scandalisée à la vue des dessins de Raemaekers et a porté plainte en mains de « qui de droit ». On

assure l'avoir rencontrée, au Bâtiment, coiffée de son légendaire tyrolien vert (muni de sa queue de tétras), chaussée de ses classiques souliers à clous, et manifestant bruyamment contre ces images ! Si quelqu'un ici ne sait pas qui est Madame Knatschké, je le renvoie aux charmants opuscules de Hansi sur cette remarquable personnalité. On dit qu'elle sortit, menaçante, du Bâtiment, en agitant son parapluie.

Et voilà pourquoi Vuille pourrait être demain un condamné !

Mais le condamnerez-vous, Messieurs ? Cela me paraît absolument inadmissible. Pour cela, il faudrait qu'il eût sciemment et intentionnellement outragé les plaignants, — ce qui n'est pas.

Vous avez entendu, à cet égard, ses déclarations formelles, ce matin.

Et, à ce sujet, je rappelle le passage que j'ai cité, il y a un instant, de M. Clutton, qui représente, avec raison, Raemaekers comme un moraliste n'ayant rien de commun avec un

calomniateur ou un insulteur par le crayon.

Je souligne, mais en passant, le fait que Vuille n'est pas, d'ailleurs, l'auteur des dessins, ce qui atténuerait singulièrement la portée de son acte, s'il était punissable, — que ces dessins sont connus du monde entier, qu'ils étaient dans beaucoup de mains à Genève, où l'exposition n'a fait que les rassembler.

Enfin, faut-il dire, à notre honte, que l'œuvre de Raemaekers a été exposé à Madrid, sans aucune entrave et sans poursuite contre qui que ce soit ?

Sommes-nous donc moins libres que les sujets du sympathique souverain de toutes les Espagnes ? On serait vraiment tenté de le croire !

Une seconde question se pose. Les faits auxquels les estampes de Raemaekers font allusion ne peuvent être outrageants que s'ils sont mensongers, que s'ils constituent une atteinte volontaire et odieuse à la vérité, dans un but de haine et de diffamation, mais encore ici, faudrait-il tenir compte de la nécessité,

pour l'artiste, de forcer certaines expressions et d'enfoncer assez profondément la pointe de son crayon dans la chair de... son papier, pour obtenir l'effet cherché.

De la réponse que vous ferez à la question de savoir si ces faits sont vrais, ou vraisemblables, et si Vuille a été de bonne foi en faisant son exposition, dépendra la libération de l'accusé.

Devant un *Jury*, cette réponse serait : *non !* Raemaekers et Vuille ont dit la vérité, ils ne sont pas coupables ! Mais devant quel Jury plus compétent, plus impartial, plus humain que le vôtre, pourrais-je plaider, Messieurs de la Cour ; votre verdict de citoyens précédera la sentence des juges ; vous serez des *Jurés* avant d'être des *Juristes* !

Que disais-je donc ? Que votre réponse serait : *non !*

Pour que vous nous la rapportiez, j'ai le devoir de vous démontrer, — et je le ferai de la façon la plus complète, et par les arguments les plus irréfutables, que les conceptions cri-

tiques de Raemaekers sur les idées allemandes concernant le rôle de l'Allemagne dans le monde; sur le pangermanisme établi sur l'Univers par la force; sur le mépris que professe l'Allemagne pour les petits Etats dont le droit à l'existence est méconnu; sur les méthodes de guerre proclamant la dureté et la cruauté envers l'ennemi; sur la violation de tous les droits, au nom de la force qui prime tout, et qui crée le nouveau droit, aussi respectable que le précédent; etc., etc. — que toutes ces critiques sont pleinement justifiées par les écrits des savants allemands, les discours des hommes d'Etat, les articles de la presse, les vers des poètes, — prêchant la haine et la destruction; — qu'elles sont justifiées aussi par la doctrine des écrivains militaires, ainsi que par une multitude de faits concrets, conséquences directes de la mentalité théorique allemande, commis par les armées de terre et de mer.

Ces faits commis notamment en Belgique et dans la France du Nord, et dont un grand

nombre constituent des crimes de droit commun, ne sont que trop prouvés et que trop vrais, ce qui a permis à un écrivain de s'écrier, un jour, dans son indignation :

L'Allemagne a déshonoré la guerre !

Je ne veux pas entreprendre une démonstration de grande envergure, qui me forcerait à abuser de vos instants. Je me bornerai donc à prendre, l'une après l'autre, les estampes de Raemaekers qui sont à la base de la poursuite, à les analyser, les commenter, et à tirer, de cet examen, la conclusion que Raemaekers n'a dit que la vérité.

J'observe, au préalable, que ces estampes sont dépourvues de légendes, que les légendes ne se trouvent qu'au catalogue, et que le catalogue n'a été ni saisi ni poursuivi. Le délit d'outrage ne pourrait donc, éventuellement, être retenu que contre telle ou telle estampe, abstraction faite de la légende qui peut y correspondre, sans aucune adjonction. Le caractère injurieux de la planche ne pourra se dégager que d'elle-même, de sa conception



N° 2 — « *Nous ne sommes..... ne sommes pas des Barbares !* »

et de son expression graphique, en dehors de toute inscription explicative, de tout texte imprimé l'accompagnant.

Pour la clarté de notre exposé nous ferons, cependant, ce rapprochement et nous unirons les légendes aux estampes saisies. — Une autre remarque qui s'impose c'est que l'ordonnance fédérale ne relève pas le délit d'injures ou d'offense envers l'armée, les soldats ou la flotte, d'où il suit que tout ce qui les concerne a été visé à tort par l'acte d'accusation.

I. La planche n^o II représente l'Empe-
reur, — je crois du moins que c'est lui —
s'inclinant devant le Christ debout et immo-
bile, le visage couvert de larmes, — et criant :
Nous ne sommes pas des Barbares !

Qu'est-ce donc qu'un Barbare ?

Historiquement, vous me dispenserez de vous en donner la définition.

Nous pouvons la résumer en ceci que le Barbare est un destructeur de civilisation, un fléau effroyable qui se rue à la conquête des

nations, tuant, saccageant et pillant. Le prototype du Barbare, c'est Attila, roi des Huns.

De nos jours, on peut, me semble-t-il, considérer comme un peuple *barbare* celui qui, prétendant imposer son vouloir et ses appétits de conquête, par la force et la violence, anéantit les faibles, foule aux pieds le droit, déchire les contrats qu'il a scellés de sa propre main, en les traitant de *chiffons de papier* — laisse ses troupes fusiller les vieillards, les femmes et les enfants, se sert des civils comme de boucliers, martyrise les prêtres, démolit les cathédrales, coule des navires chargés de voyageurs pacifiques et les vaisseaux-hôpitaux, incendie les cités, rase les forêts, anéantit les cultures, et ne laisse, derrière ses armées en retraite, que la dévastation et la mort !

Si ce peuple-là, inventeur des gaz asphyxiants et lacrymogènes, n'est pas barbare, serait-il donc encore un peuple civilisé ?

Ces gaz me rappellent une anecdote peu connue. Le roi Louis XV reçut un jour

la visite d'un personnage qui avait inventé une sorte de feu grégeois destiné à produire sur l'ennemi des brûlures horribles et mortelles. Le roi ayant fait expérimenter cet engin, en paya largement l'inventeur, en lui ordonnant d'en détruire les formules et les modèles, et en lui interdisant, sous peine de mort, de rien révéler de sa découverte à qui que ce fût. Le roi dit que la guerre deviendrait criminelle si l'on y faisait usage de pareils moyens !

Que de chemin parcouru dès lors, que de progrès réalisés ! Pour l'honneur de l'humanité, sans doute, pour la Kultur !

Mais peut-on dire que ces doctrines d'oppression et de conquêtes soient celles de l'Allemagne, et peut-on prouver qu'elle les a appliquées par la perpétration de tant de crimes ?

On peut le dire et on peut le prouver !

Nous avons versé au dossier les cinq volumes des Rapports de la commission officielle française, rapports dressés par de hauts

magistrats avec une objectivité et une impartialité parfaites, rapports basés sur des témoignages irrécusables, sur des faits avérés, et sur des documents de tout ordre, au nombre desquels figurent les aveux des soldats allemands eux-mêmes, dans leurs carnets de guerre, et des vues photographiques de tout genre.

A côté de ces rapports, nous avons réuni et consulté un grand nombre de publications sur la guerre et sur la façon dont elle est conduite par les Allemands, dont les crimes ne sont que trop établis par toute cette documentation.

Un de Messieurs les Juges a demandé si Vuille avait lu les Rapports allemands sur les actes des armées russes.

Il va sans dire que la guerre sème partout les abominations et les crimes, et il est fort probable que les Russes en ont commis comme d'autres.

Mais les actes des Russes absolvent-ils ceux des Allemands ?

L'Allemagne mesure-t-elle la hauteur de sa civilisation à l'étiage Russe ?

J'ai lu, pour ma part, un livre, de je ne sais plus quelle couleur, publié par l'Allemagne, dans lequel on cherchait à prouver que les troupes françaises avaient envahi la Belgique avant l'entrée des Allemands.

Devant ce mensonge, je n'ai pas lu plus avant !

La guerre elle-même, tout d'abord, n'est-elle pas un crime ! Et c'est un Allemand, Hermann Fernau, qui va nous le dire, dans son livre : 'Gerade weil ich ein Deutscher bin !' Il s'écrie (p. 74) dans un généreux élan :

« La guerre est, dans le monde moderne,
« un crime ! Les instigateurs sont des criminels, au sens pénal du mot. Qu'une guerre
« de conquête impérialiste constitue, dans
« l'Europe moderne, le crime le plus gigantesque que l'imagination humaine puisse
« rêver, voilà qui n'a besoin d'aucune
« démonstration. »

Et Fernau demande la punition des cou-

pables, tout comme le noble auteur de *J'accuse* l'avait demandée déjà, dans cet admirable livre, où il a osé arracher le masque hypocrite des fauteurs de l'universel cataclysme.

Mais si la guerre est un crime en soi, elle n'est pas encore rayée des lois humaines. Et si les peuples ne sont pas encore arrivés au degré d'humanité nécessaire pour s'en débarrasser, à tout le moins faut-il qu'elle se poursuive par des méthodes admissibles et qu'elle ne transforme pas les guerriers en brutes sans nom, instruments inexorables de chefs sanguinaires et cruels !

Dans les derniers siècles, la guerre, entre civilisés, n'avait rien de la rigueur que nous voyons déployer, aujourd'hui, par les armées impériales, contre leurs ennemis, et l'on sait fort bien que le traitement infligé par Louis XIV au Palatinat, à l'instigation de Louvois, a été condamné par le monde entier. C'était là une exception blâmable; les Allemands s'en sont assez plaints, et il est

curieux de les voir dépasser au centuple le mauvais exemple qu'ils en avaient reçu.

Et je vous le demande, Messieurs, que serait-il resté de l'Autriche, de la Prusse, et d'une partie de l'Allemagne d'alors, de la Russie, de l'Espagne et de l'Italie, si Napoléon, en quinze ans de guerre, avait traité ces contrées comme Guillaume II a traité, avec l'aide de son brillant second, la Serbie, la Belgique et plusieurs départements français ?

Il n'en serait pas resté pierre sur pierre ! En ces temps-là, au contraire, on respectait les civils et leurs biens, et l'on fusillait un grenadier des régiments suisses qui avait volé, pour l'envoyer à sa fiancée, un petit mouchoir bleu ! En ce temps-là, au contraire, les armées françaises, après une rapide campagne, entraient dans les villes, au son des clairons, la population se mettait aux fenêtres et, parfois, jetait des fleurs aux soldats. L'armée française apportait avec elle la paix et non pas la terreur ! Et l'on a pu voir,

à Tilsit, après de belles batailles, l'Empereur Alexandre, le roi de Prusse et Napoléon, se donner des fêtes, pendant que leurs grenadiers fraternisaient, et il en a été de même plus tard devant Sébastopol.

Il n'y avait pas, alors, de haine entre les peuples, ni entre les armées; on se battait loyalement, on respectait les lois de la guerre; on ne massacrait, ne pillait, ni ne volait, et tout cela par ordre, comme le font les Allemands d'aujourd'hui.

Et ceci me conduit, Messieurs, à examiner quelle est la conception allemande de la guerre, comment ils entendent celle-ci et comment ils la pratiquent.

Ils créent d'abord, non pas officiellement, mais par les mille bouches de leur propagande, l'*Etat de haine*, le *Hassstand* — de façon à faire naître, chez le soldat, une mentalité qui le prépare à toutes les besognes contre l'ennemi. L'état de haine se répandra aussi chez les civils et se traduira par la célèbre formule *Gott strafe England!* car

Dieu, propriété privée et spéciale de l'Allemand, doit être, nécessairement, au service de sa cause, et châtier son ennemi !

Voulez-vous, à ce sujet, entendre quelques vers d'un poète allemand, M. le Geheimrath Heinrich Vierordt, de Karlsruhe, professeur de droit, hélas !

Il s'écrie lyriquement :

« Tous t'attaquent en même temps — (re-
« marquez que l'auteur admet que c'est son
« pays qui a été attaqué) — comme des
« vautours cherchant le pillage — (vous en-
« tendez bien : le pillage !) — ; ils t'assail-
« lent à trois (c'était au début de la guerre, il
« y en a davantage maintenant !) comme des
« brigands, ma pauvre Allemagne, le Gaulois
« phraseur, l'Anglais voleur, le Russe bar-
« bare ! Oh ! mon Allemagne, il faut graver
« dans ton âme une *haine* profonde et inef-
« façable ; étouffe, en toi, tout sentiment hu-
« main. O Allemagne, *hais* !

« Nun, Deutschland, hasse !

« Egorge tes millions d'adversaires, et édi-

« fie un monument de cadavres fumants qui
« monte jusqu'aux nuages.

« Hais ! et perce, de ta baïonnette, le cœur
« de chaque ennemi ; pas de prisonniers, rends-
« les tous muets ; transforme en déserts les
« pays voisins. Enfonce leurs crânes à coups
« de crosse et de hache. Ensuite, tu te dresse-
« ras sur les ruines du monde ! »

Voilà un assez joli programme, n'est-il pas vrai ? — M. Vierordt n'est pas un poète élégiaque, il appartient à l'espèce démoniaque des versificateurs militarifiés.

Les *Basler Nachrichten* ont dit de lui, en reproduisant ce poème d'énergumène, que c'était là une *jolie graine de monstre*.

Est-ce un produit de la Kultur ?

Je ne sais, mais ce qui est effrayant à dire et surtout à penser, c'est que la mentalité de ce rimeur féroce est en parfaite communion avec celle des écrivains militaires, des penseurs et des hommes politiques d'Outre-Rhin.

Il ne serait pas admissible, Messieurs, que

j'apportasse, ici, une accusation aussi grave, sans vous indiquer mes sources, et je m'empresse de le faire.

Voyons, en premier lieu, comment ces Messieurs comprennent la guerre au point de vue de son effet sur les masses militaires et civiles de l'ennemi.

D'un livre intitulé : *Paroles allemandes*, paru chez Payot, Lausanne 1915, et auquel je ferai de fréquents emprunts, j'extrais ce qui suit :

1. *Surtout soyez durs !* s'écrie l'historien Mommsen.

2. « La Kultur est une organisation spirituelle qui n'exclut pas la sauvagerie sanglante. Elle sublimise le Démonique. Elle est au-dessus de la morale, de la raison, de la Science. »

(Ceci est extrait d'un article de M. Thomas Mann, paru dans la *Neue Rundschau*, novembre 1914.)

Il en résulte, en retournant les termes, que les fils de la Kultur peuvent être de « sanglants sauvages », de « sublimes démons »

immoraux, privés de raison et ignares !

Admirable conception d'un moderne civilisé !

Autre citation :

3. « Lorsqu'une fois la guerre a éclaté,
« tout est en jeu; il serait aussi faible de
« garder des ménagements que misérable d'en
« attendre ! »

« L'Etat national qui réalise la plus haute
« forme de Kultur de la race, ne peut se
« constituer que par la *destruction* des au-
« tres Etats, qui ne peut logiquement s'ef-
« fectuer que par la violence. »

(Extrait du livre *La guerre et l'idéal de la culture* par le prof. Lasson, 1868.)

Autre :

4. « Il nous faut vaincre, coûte que coûte.
« Nous sommes et nous voulons être des
« Barbares, pour nous cela s'appelle être hu-
« main ! » (Prof. Théobald Ziegler.)

Autre encore :

5. « Que nous chantiez-vous donc là, pro-
« fesseurs à lunettes, et savants en pantou-

« fles ? Est-ce que le droit existe ? Un prince seul compte : la force ! La force : un poing (par un g), c'est tout ! »

« Pour la vieille Rome, les Germains, qui creusaient sa fosse, étaient des *Barbares* ! Habituez-vous, compères, à l'idée qu'en terre allemande vivent des *Barbares* qui n'ont pas le temps de conter sornettes. »

« Nous voulons soumettre à la *Barbarique* puissance Tanger, Toulon, Anvers et Calais ! »

Ainsi parla M. Maximilien Harden dans la *Zukunft*.

6. Et voici une élucubration furibonde du député catholique Erzberger, président du Centre au Reichstag, un bon chrétien, ce dont on ne se douterait pas.

« La guerre doit être *dure* et *rude* et aussi *impitoyable* que possible. Si l'on trouvait moyen d'anéantir Londres tout entier, ce serait plus humain que de laisser saigner un *seul* Allemand sur le champ de bataille ! »

Quelle mentalité, grands dieux ! Sacrifier 6.000.000 d'âmes pour sauver un seul Teuton, je trouve, tout de même, que cela serait un peu cher !

Et le digne Erzberger, chef du centre, et bon chrétien, continue :

« L'Angleterre nous a pris 400 navires
« marchands. Notre réponse doit être : pour
« chacun de ces navires, une ville ou un village
« anglais seront détruits. »

(Ici, il ne s'agit plus des os d'un Poméranien, qui, selon Bismark, valaient plus que toute la presqu'île des Balkans, — mais de simples vaisseaux !)

« Semons, à l'aide de nos dirigeables, la
« terreur et la mort parmi les populations bri-
« tanniques — (ce qui est interdit par les Con-
« ventions de La Haye, — mais : chiffons
« de papier !) Tous les moyens doivent nous
« être bons, et si même nous possédions le
« secret de déverser une pluie de feu sur le
« sol anglais, pourquoi ne nous en servirions-
« nous pas ? Mieux vaut que l'Angleterre et

« ses alliés nous appellent : des *Barbares*. »

Si les Alliés, après la victoire, appliquaient cette féroce comptabilité à l'Allemagne et détruisaient une ville ou un village pour chaque bateau coulé par ses sous-marins, que deviendraient le peuple et le pays allemands ?

Et voyez cette mentalité effroyable : Détruire une ville pour un bateau !

Cela dépasse, comme folie furieuse, tout ce que l'on peut imaginer.

Mais continuons cette édifiante lecture des aveux de la démence militariste d'une nation qui se proclame l'Elue de Dieu et le sel du Monde.

Je prends le numéro

7. dans *Walther Blæm*, qui écrivait, dans la *Kœlnische Zeitung* du 10 février 1915 ce qui suit :

« Nous avons tous adopté pour principe
« que, pour la faute *d'un seul*, la collectivité
« entière doit expier. Le village, d'où l'on
« a tiré sur nos troupes, sera incendié. Si
« le coupable n'est pas découvert, quelques

« représentants, choisis dans la population,
« seront exécutés, en vertu de la loi martiale.
« Les *innocents* doivent expier avec les cou-
« pables. La guerre n'est pas un jeu de so-
« ciété, c'est un feu d'enfer. Celui qui, sans
« y être appelé, y met le doigt, s'y brûle
« la main, l'âme et la vie. C'est le sort qui
« est échu à ce pauvre peuple belge, aveuglé
« et abusé ! »

Des Belges nous parlerons tout à l'heure !
Mais remarquez cet à priori : Lorsque l'on
tire d'un village sur les Allemands, ce sont
nécessairement des civils, des francs-tireurs
qui le font !

Or il a été prouvé, en maintes occasions,
que les coups de feu provenaient de soldats
attardés dans les villages qui voulaient en-
core se mesurer avec l'ennemi et tirer leurs
dernières cartouches.

Mais que dites-vous, Messieurs, de cette
conception : *Les innocents paient pour les*
coupables ! N'est-ce pas là la conception de
vrais *Barbares* ?

Continuons :

8. Si des poètes *démoniques* et des publicistes déments, nous passons aux écrivains *militaires*, nous pouvons nous convaincre que c'est cette caste prussienne de junkers féroces et doctrinaires qui a distillé le venin qui a empoisonné l'Allemagne autrefois douce, paisible et romantique.

C'est ainsi que *Clausevitz* « préconise l'emploi de la force, dans toute son étendue ; il « ne connaît que la destruction, les blessures, « la mort, et cet emploi de la force brutale « est de règle absolue. Quant à ce *droit des* « *gens*, dont les avocats ont la bouche pleine, « cela n'existe pas. »

Vatel, Puffendorf et Grotius, voilez-vous la face !

9. Mais voici venir *Bronsart von Schellendorf*, ancien ministre de la guerre du royaume de Prusse. Il écrit :

« Le style du vieux *Clausevitz* est bien « mou ! Ce poète trempait sa plume dans de « l'eau de rose. (Vous venez d'en juger !)

« Or, ce n'est qu'avec du *sang* qu'il faut écrire
« sur les choses de la guerre ! Elle sera, d'ail-
« leurs, *atroce*, la prochaine guerre. Entre
« l'Allemagne et la France, c'est un duel à
« mort. Nous annexerons le Danemark, la
« Hollande, la Belgique, la Livonie, Trieste
« et Venise, le Nord de la France et... la
« Suisse. (Oui, Messieurs, la Suisse !) Cet
« Empire que nous voulons fonder ne sera
« pas une utopie, nous avons, dès maintenant,
« en mains, les moyens de réalisation. »

Pas de commentaire, n'est-ce pas ? c'est plus prudent !

Je reprends les citations :

10. Le général *von Dithfurt* est l'apôtre du *Not kennt kein Gebot* :

« Nous n'avons pas à rendre compte au
« monde de nos actes, ni de ceux de nos
« troupes. Nous n'avons rien à *justifier*, rien
« à *défendre*, rien à *excuser*. Tout ce que
« font nos troupes pour abattre l'ennemi est
« *justifié* ou *tenu* pour *justifié* ! Le petit
« tertre qui recouvre le cadavre d'un de nos

« vaillants, nous est plus sacré que toutes
« les cathédrales, tous les joyaux artistiques
« du monde entier, et si l'on nous traite de
« *Barbares*, tant pis ! Nous nous en mo-
« quons, nous ne voulons plus rien entendre ! »

MESSIEURS,

Il résulte des citations que je viens de faire que les Allemands revendiquent hautement la glorieuse qualification de *Barbares*, qui leur convient, nous le verrons par les faits, à tous égards.

Pourquoi, dès lors, considérer comme une offense qu'on la leur attribue.

Vos écrivains, vos militaires, M. de Romberg, veulent être des *Barbares*; soyez logiques; on est *barbare* ou on ne l'est pas.

Ne nous poursuivez pas pour ce qualificatif qui fait votre *orgueil*.

Et voyez ce qu'en pense votre Empereur S. M. Guillaume II lui-même.

Après l'affaire des Légations de Pékin,

il fait une proclamation aux soldats partant pour la Chine, et il leur dit :

Ne faites pas de quartier ! Soyez aussi terribles que les Huns d'Attila !

(S. M. aime à rappeler le souvenir de cet horrible devastateur, il a même donné son nom à l'un de ses fils, le Prince Eitel, dont nous aurons l'occasion de reparler.)

Autre proclamation impériale :

Proclamation de Guillaume II à son armée de l'Est.

« Rappelez-vous que vous êtes le *Peuple*
« *Elu* !

« L'Esprit du Seigneur est descendu sur
« moi, parce que je suis Empereur des Ger-
« mains !

« Je suis l'*instrument* du Très-Haut !

« Je suis son *glaive*, son représentant !
« *Malheur et mort* à tous ceux qui résistent
« à ma volonté. *Malheur et mort* à ceux qui
« ne croient pas à ma mission ! »

(Alors, Messieurs, hâtons-nous de mourir !) Nous avons vu, dans la Bible, de sem-

blables élucubrations; seulement Josué, qui avait l'aide de l'Eternel, faisait tomber les murailles de Jéricho en en faisant le tour pendant sept jours, au son des trompettes, tandis que Guillaume, glaive de Dieu, et son instrument sur la terre, s'est fait tuer 500 mille hommes sous la citadelle de Verdun sans pouvoir la prendre.

Tant que l'Esprit du Seigneur ne lui donnera pas une aide plus efficace, il n'y a rien à craindre et il peut continuer.

J'ai oublié la fin de la proclamation :

« *Qu'ils périssent tous, les ennemis du*
« *peuple allemand !*

« *Dieu exige leur destruction, Dieu qui,*
« *par ma bouche, vous commande d'exécu-*
« *ter sa volonté !* »

Vous le voyez, Messieurs, Sa Majesté ordonne de tuer le monde entier, sauf les alliés qu'il a ! Cela ferait une belle hécatombe, n'est-il pas vrai ?

Au moyen âge, un souverain qui aurait proféré des paroles d'une telle férocité eût été

excommunié, lui et ses peuples. Que fait aujourd'hui la Papauté devant de pareilles menaces ? — N'en parlons pas, cela vaudra mieux.

Je suis donc arrivé, Messieurs, au terme de ma démonstration, en ce qui concerne cette première estampe, tout au moins au point de vue des déclarations théoriques de l'Allemagne, concernant le caractère que doit revêtir la guerre *allemande*.

Cette théorie est celle-ci :

Nous voulons être des *Barbares*. Nous voulons conquérir une grande partie du monde, et pour cela nous élèverons des charniers et des bûchers sur toute l'Europe; nous détruirons tout, la force et la violence victorieuses assureront la légitimité de notre droit!

Reste à examiner, maintenant, si, *en fait*, le titre glorieux et enviable de *Barbares*, théoriquement revendiqué, a bien été *conquis et mérité* par les soldats de l'Empire allemand.

Cet examen se fera, nécessairement, au fur et à mesure de notre analyse sur la

portée, la signification et la justification des planches saisies.

Et comme ce premier dessin n'a qu'une portée générale, je me contenterai de transcrire quelques témoignages émanant de soldats et d'officiers allemands, trouvés dans des carnets de guerre. Ils sont reproduits, pour la plupart avec des clichés photographiques, dans la brochure de M. *Joseph Bédier*, professeur au Collège de France, et dans cet autre opuscule du même auteur, intitulé : *Comment l'Allemagne essaie de justifier ses crimes*.

Ces documents, d'une authenticité absolue et d'une évidente autorité, ont été saisis, à titre de papiers militaires, sur des prisonniers, en conformité de l'article 4 de la Convention de La Haye de 1907.

Voici une alerte de nuit, racontée par le soldat prussien *Spielmann*, le 1^{er} septembre 1914.

« A l'appel des clairons, la garde se réveille. Les habitants ont fui par le village.
« Ce fut horrible ! Du sang est collé contre

« toutes les maisons, et quant aux visages
« des morts, ils étaient hideux. On les a
« enterrés tous aussitôt, au nombre de 60.
« Parmi eux, beaucoup de vieilles femmes,
« des vieux, et une femme enceinte, le tout
« affreux à voir, et *trois enfants*, qui s'étaient
« serrés les uns contre les autres et sont
« morts ainsi ! L'autel et les voûtes de l'é-
« glise sont effondrés. C'est qu'on avait le
« téléphone avec l'ennemi. (Quel crime !) Et,
« ce matin, tous les survivants ont été expul-
« sés. Tout est livré au pillage, et j'ai vu
« une maman, avec deux petits, et l'un avait
« une grande blessure à la tête et un œil
« crevé ! »

Et M. Bédier de remarquer très justement qu'aux termes de l'article 50 de la Convention de La Haye, aucune peine collective ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Et j'ajoute que le carnet ne mentionne au-

cune attaque par la population civile. On trouve un téléphone et on massacre tout un village.

Est-ce là, ou non, de la pure *barbarie* ?

Cette prétention des Allemands de punir des innocents est une des plus monstrueuses que l'arrogance militariste ait pu concevoir.

Voici un autre carnet :

Carnet du soldat *Hassemer* :

« Horrible carnage à Sommepey (Marne).
« Les Français jetés dans les maisons en
« flammes; les civils et tout, brûlés ensem-
« ble ! »

Le carnet de *Klemt* :

« Des soldats français sont dans les ar-
« bres. On les descend comme des écureuils
« et on les accueille à coups de crosses et
« de baïonnettes; ils n'ont pas besoin de mé-
« decins (charmante image). Ils ne sont pas
« loyaux, mais perfides, ils se cachent dans
« les buissons. (Pour des gens qui, depuis
« trois ans, se terrent dans les tranchées de

« plusieurs mètres de profondeur, l'apprécia-
« tion est amusante). Nous assommons ou
« transperçons les blessés, car nous savons
« que ces canailles, quand nous sommes pas-
« sés, nous tirent dans le dos ! Un Français
« demande quartier : on le cloue au sol ! »
(Réjouis-toi, Vierordt.)

« A côté de moi, j'entends des craque-
« ments singuliers, ce sont des coups de crosse
« qu'un soldat du 154^e assène vigoureuse-
« ment sur le crâne chenu d'un Français,
« dont il a pris le fusil, pour ne pas briser
« le sien. »

Voilà comment on traite les blessés.

Passons aux *civils*.

Un officier saxon du 178^e d'infanterie fait un récit de ce qui s'est passé à Bouvignes et au Gué d'Hossus.

« On les place sur trois rangs (sous
« prétexte qu'il y avait des francs-tireurs)
« pour qu'un même coup de fusil abatte trois
« hommes à la fois. Ma compagnie entre dans
« le village de Bouvignes. Nos hommes se

« sont comportés comme des *Vandales* ! Le
« spectacle des cadavres de tous ces habi-
« tants tués défie toute description. Il ne
« reste plus une seule maison debout. Nous
« retirons, de tous les coins, les survivants,
« les uns après les autres, et on les fusille
« en bloc, hommes, *femmes* et *enfants*. »

« Nous franchissons la frontière française,
« on cantonne à Gué d'Hossus. Cette pitto-
« resque petite commune a été incendiée, *bien*
« *qu'innocente*. Un cycliste, en tombant, avait
« fait partir son fusil ; il a prétendu qu'on
« avait tiré sur lui ; là-dessus, on a jeté tous
« les habitants dans les flammes. *De telles*
« *horreurs ne se reproduiront plus, j'espère*.
« A Leppes, on a tué 200 habitants, parmi
« lesquels il devait se trouver des *innocents*.
« A l'avenir, il faudra établir la culpabilité
« des gens avant de les fusiller ! »

(*Paroles allemandes* p. 161.)

Comment qualifier ces ignobles carnages commandés et exécutés sur de paisibles populations sans défense, uniquement dans le but

de terroriser l'ennemi, selon la formule bien connue des grands chefs prussiens ?

Carnet du soldat *Philipp* :

« A l'entrée du village gisaient 50 bour-
« geois fusillés. Au cours de la nuit, on en
« fusilla d'autres, si bien que nous en pû-
« mes compter plus de 200. » Et écoutez,
Messieurs, cette infamie :

« Des femmes et des enfants, la lampe à
« la main, furent contraints à assister à l'hor-
« rible spectacle. Nous mangeâmes notre riz
« au milieu des cadavres. »

Bon appétit, Messieurs !

Suite des hauts-faits :

A *Orchies* (Nord) une femme est fusillée pour n'avoir pas obéi au commandement de *halte* !

Sur quoi on incendie toute la localité.

Le soldat *Schlauter*, note, le 25 août 1914, en Belgique :

« Des habitants de la ville, on en fusilla
« 300. Ceux qui survécurent au feu de salve,
« employés comme fossoyeurs. Il ajoute : Il

« aurait fallu voir les femmes à ce moment. »

Cela a l'air de l'amuser !

Le 12 août, le soldat *Glæde* (v. p. 169) donne une note de désapprobation :

« On a vu des monceaux d'hommes et de
« femmes exécutés. Auprès de la colère de
« nos soldats (pourquoi ?) grandit *un pur*
« *Vandalisme*. En des villages, déjà abso-
« lument *vides*, ils dressent, à *plaisir*, l'in-
« cendie sur les maisons » (v. p. 169).

Et voilà pour les civils.

Les vieillards, les femmes, les enfants,
— ce ne sont pas des francs-tireurs, ceux-là,
— horriblement assassinés !

Je dis que ceux qui ont fait cela sont des monstres et que ceux qui ont préparé l'esprit de leurs troupes à de pareils crimes sont des assassins, qui ont mérité le mépris du monde civilisé !

Et cette conduite, c'est un sous-officier allemand du 46^e d'infanterie de réserve qui la jugera, en des termes prudents, il est vrai, mais vraiment nobles :

« Cette façon de faire la guerre, dit-il,
« le 15 octobre 1914, est purement *barbare*.
« Je m'étonne que nous reprochions aux Rus-
« ses leur conduite, car nous nous compor-
« tons, en France, de façon bien pire, et
« en toute occasion, *et sous n'importe quel*
« *prétexte*, c'est l'incendie et le pillage. Mais
« Dieu est juste et voit tout; sa meule moud
« avec lenteur et terriblement menu ! »

Cet Allemand était un brave cœur; il avait compris que la victoire ne vaut pas d'être remportée au prix de l'honneur.

On sait aussi, Messieurs, que les troupes allemandes, contrairement aux usages de la guerre, se servaient des civils et des militaires prisonniers comme *boucliers*. On les faisait marcher devant la troupe pour empêcher les Français de tirer, et l'on se rappelle le cri cornélien de ce Zouave, marchant en tête d'un détachement allemand et criant aux Français : « Mais tirez donc, nom de Dieu ! tirez donc. Et vive la France ! »

Ils faisaient aussi asseoir les civils sur des

chaises dans la rue pour les faire tuer par les balles françaises.

Maintenant, faut-il dire comment ils se comportaient avec les femmes et les fillettes qu'ils ne tuaient pas ?

Les rapports officiels relatent une série glorieuse de viols accomplis par ces forcenés.

Nous en reparlerons plus tard.

Faut-il continuer ?

Faut-il vous raconter les prêtres fusillés ; vous parler des églises profanées ?

Nous en aurions pour des semaines.

Nous aurons, d'ailleurs, à y revenir.

Je finirai sur cette phrase d'un carnet non signé (cité par Bédier, p. 15) :

« Nous avons détruit huit maisons, avec
« leurs habitants. Dans une seule d'entre el-
« les, furent passés à la baïonnette deux hom-
« mes avec leurs femmes, et une *jeune fille*
« *de 18 ans*. La petite a *failli m'attendrir*.
« Son regard était si plein d'innocence. Mais
« on ne pouvait plus maîtriser la bande

« excitée, car, en de tels moments, on n'est
« plus des hommes, on est des bêtes ! »

Ajoutons : *Et des assassins !*

En voilà assez, me semble-t-il, pour prouver que lorsque Guillaume II dit au Christ en larmes : *Nous ne sommes pas des Barbares !* il a parfaitement raison.

Vous n'êtes pas, en effet, des Barbares, vous êtes quelque chose de plus, car vous avez, comme dit l'un de vos écrivains nationaux, *sublimisé le Diabolique*, c'est-à-dire élevé tous les crimes à la hauteur d'un devoir national !

Et ici finit, Messieurs, le commentaire de la planche n° II.

II. Passons à l'estampe n° 5.

La vérité toute nue présente à M. de Bethmann-Hollweg un miroir ; il s'y regarde avec effroi.

Et cette devise : *La vérité est en marche, et rien ne l'arrêtera !*

Cette estampe, absolument anodine, ne contient aucune offense.

Un homme d'Etat doit pouvoir supporter, sans s'en froisser, une caricature de ce genre.

Et voyez, Messieurs, la différence qui existe, dans cet ordre d'idées, entre les points de vue de M. Clémenceau par exemple et ceux de l'ancien chancelier allemand.

Un préfet de police ayant essayé dernièrement, d'interdire, à certaine presse, d'attaquer le premier Français, ce dernier intervint pour protéger ses adversaires, disant qu'il n'entendait apporter aucune entrave à la liberté de la presse, qu'il savait que les journalistes se plaisent à injurier souvent le gouvernement et qu'il se garderait bien de les priver de cet amusement.

Que d'esprit et quelle largeur de vues !

C'est aussi l'un de ses prédécesseurs qui déclara, un-jour, philosophiquement, que le sort de tout homme politique était d'avaler, chaque matin, un crapaud pour son déjeuner et d'avoir le bon goût de ne pas s'en plaindre.

Mais ce sont là des conceptions d'une aisance toute latine et telles que n'en peut laisser filtrer, sous le casque, la dure-mère d'un Prussien.

Mais quelle est donc cette *Vérité qui est en marche* ?

Eh bien ! c'est, à ce que je crois, celle qui fera tomber le masque des mensonges allemands.

Et en voici quelques-uns, entre autres :

Premier mensonge : Ce sont la France et l'Angleterre qui ont déclaré la guerre à l'Allemagne.

L'auteur de *J'accuse*, un Allemand, a fait une démonstration irréfutable du contraire, pièces diplomatiques en mains¹.

D'ailleurs, personne n'ignore que ni la France ni l'Angleterre n'étaient prêtes pour la guerre; et ne parlons pas de la Russie !

Deuxième mensonge : Nous n'avons pas respecté la neutralité belge, disent les agres-

¹ Depuis plusieurs mois, de nombreux documents ont vu le jour qui ont pleinement justifié ce point de vue.

seurs, parce que la Belgique avait consenti à laisser passer sur son territoire des officiers français qui se rendaient en automobile en Allemagne.

Stupide raconter, inventé de toutes pièces : accusation fausse qui, fût-elle établie, ne comporterait qu'un acte individuel ne pouvant engager ni la France ni la Belgique.

Ce que chacun sait, c'est que pour éviter tout malentendu à cet égard, la France avait, avant le commencement des hostilités, fait reculer ses troupes de 10 kilomètres en arrière de la frontière belge.

Et comment ose-t-on soutenir une pareille contre-vérité en face des célèbres paroles du Chancelier annonçant au Reichstag :

« *Nous sommes dans la nécessité, et nécessité ne connaît point de loi !* »

« *Nos troupes ont occupé le Luxembourg*
« *et ont peut-être déjà foulé le territoire*
« *belge ! C'est contre le droit des gens. Nous*
« *avons été contraints de passer outre aux*
« *protestations fondées du Luxembourg et du*

« Gouvernement belge. Nous les *dédommage-*
« *rons* du tort que nous leur avons ainsi
« causé, quand nous aurons atteint notre but
« militaire. »

On a vu comment l'Allemagne tient cette parole !

Troisième mensonge: Quand M. de Schœn, ambassadeur d'Allemagne à Paris, vint demander ses passeports à M. Viviani, il lui déclara que toutes les chances d'apaisement du conflit étaient définitivement écartées, que tout était fini, la Russie ayant mobilisé — (ce qui était faux) — et *des aviateurs français* ayant déjà *bombardé Carlsruhe et Nuremberg* !

Comment un ambassadeur put-il s'abaisser au point de proférer un pareil mensonge ? Ce que l'on sait, c'est que, plus tard, les Allemands eux-mêmes durent reconnaître spontanément l'entière fausseté de cette dernière affirmation.

Faut-il continuer la nomenclature des contre-vérités reprochées, à juste titre, aux Al-

mands ? Elle serait vraiment trop longue.

D'ailleurs, pourquoi vous fâchez-vous, M. de Bethmann ?

Votre illustre devancier, Bismark, ne s'est-il pas vanté d'avoir *falsifié* la célèbre *dépêche d'Ems*, et n'avons-nous pas lu, quelque part, cette parole de votre éminent concitoyen, le professeur *Delbrück* :

Bénie soit la main qui a falsifié la dépêche d'Ems !

Sans cette noble falsification, en effet, la guerre de 1870 ne se déclenchait pas, et l'Allemagne ne marchait pas vers ses hautes destinées !

Et pourtant « *la vérité est en marche et rien ne l'arrêtera* ».

Que dis-je : la vérité a atteint déjà le but et il est avéré que Bismark restera un illustre faussaire et que M. de Bethmann se soucie d'être véridique comme un poisson se soucie d'une pomme. C'est la tradition du cynisme prussien depuis Frédéric II.

III. Passons à la planche n° 8 : Séduction
à la Bissing.

Devant le gouverneur allemand qui, d'une main, la menace d'un revolver et, de l'autre, lui caresse le menton, une femme bâillonnée est attachée, en chemise, au poteau. Et il lui dit : *N'est-ce pas, je sais me faire aimer !*

Cette femme, vous l'avez deviné, c'est la Belgique, la noble, la glorieuse Belgique, la pure martyre, qui expie, sur un lit de douleurs, sa fidélité à la foi jurée.

Ah ! pourquoi son sort n'a-t-il pas provoqué la protestation des neutres ; la voix du faible peut se faire entendre ; il y a autre chose, dans la vie des nations, que le matérialisme réaliste et immédiat, qui n'a de sourires que pour les puissants ; il y a un idéal qu'il faut savoir maintenir et exprimer, car la justice reprend tôt ou tard ses droits. Rendons hommage au seul homme qui a osé, chez nous, le 7 décembre 1914, à la séance d'ouverture du Conseil national, « déplorer, a-t-il dit,



Louis Roemackers

N° 8 — *Séduction... à la von Bissing.*
• N'est-ce pas? je sais me faire aimer! •

« avec une profonde douleur, l'atteinte portée
« par la guerre actuelle au principe de la
« neutralité ». Notre vénéré concitoyen, Président du Conseil d'Etat de Genève, Henry Fazy, s'est montré, en cette circonstance, le vrai fils de ceux qui marchaient jadis à la frontière du Rhin, confiants dans la justice de leur cause et ne baissaient pas leur pavillon devant le roi de Prusse. « Puissent, « a-t-il dit, en terminant son allocution, l'indépendance et la neutralité de la Belgique « et du Luxembourg, sortir victorieuses de « la douloureuse épreuve que ces deux pays « supportent avec tant d'héroïsme ! »

Ce vœu n'est pas encore exaucé, mais comme disent les Belges :

Heure viendra
Qui tout paiera !

Et que l'on ne me dise pas : à quoi bon protester ? nous sommes des faibles, de pauvres voix clamant dans le désert !

Je dis, moi : « Fais ce que dois, advienne que pourra ! »

Un jour, le soleil pourrait se lever sur nos propres malheurs, et nous nous reprocherions notre silence égoïste. Que l'on ne réponde pas : Cela ne se peut pas ! car tout arrive ! Et nous avons vu, il y a un siècle, les Autrichiens manger des chandelles dans les rues de Genève, et Dieu sait si nous avons eu de la peine à nous débarrasser de ces libérateurs qui emportèrent à Vienne les canons de la République !

Pourquoi, en somme, la Belgique a-t-elle été violée ?

Lisez donc les bons auteurs, ou plutôt écoutez :

Je cite *Clausevitz* :

« Et afin que nul n'en ignore, nous proclamons, dès à présent, que notre nation
« continentale a droit à la mer, non seulement à la mer du Nord, mais encore à
« la Méditerranée et à l'Atlantique — (qui
« les en a jamais exclus ?) — Nous absorberons donc, l'une après l'autre, toutes
« les provinces qui avoisinent la Prusse, nous

« nous annexerons, successivement, le Dane-
« mark, la Hollande, la *Belgique*, le Nord
« de la *Suisse*... etc. »

Et *Bronsart*, déjà cité :

Nous annexerons la *Belgique*, la *Suisse*,
etc.

Ah ! Messieurs ! il y a longtemps que nous savons que la Prusse a été faite d'annexions et de rapines. Marie-Thérèse, l'aïeule du brillant second, la Pologne, les duchés, la Saxe, le Hanovre, etc., etc., en ont vu quelque chose, chacun à son tour, et ce n'est pas sans raison qu'un magistrat saxon de ma connaissance disait, il y a quelque trente ans : *Wissen Sie Preussen, es ist ein zusammengestohlener Staat.* — Autrement dit : La Prusse est un Etat formé de morceaux volés de tous les côtés.

L'Allemagne convoite donc la *Belgique*. Elle la violera parce que son territoire est le plus court chemin vers la France, et parce que ce dernier pays ne s'attend pas à être attaqué de ce côté-là.

Une fois en Belgique, comment s'y comporteront-ils ? et vous voyez, Messieurs, que ceci nous ramène à la *planche n° 8*.

Vont-ils s'y conduire de façon à faire oublier à ce peuple que l'on a foulé aux pieds ses droits sacrés reconnus par les traités ?

Ah ! c'est bien mal les connaître. Ils avaient cru qu'en disant : *Nous paierons tout*, les portes s'ouvriraient devant eux ; mais ils avaient compté sans leur hôte, et ils avaient trouvé, en face d'eux, le noble souverain, le roi Albert, le chevalier sans peur et sans reproche, qui avait rejeté, comme déshonorant, cet odieux marchandage et répondu : *On ne passe pas !*

Et tout son peuple derrière lui !

Oh ! alors, c'est la ruée furieuse des hordes teutonnes qui envahissent le malheureux pays ; les villes, les villages flambent, Louvain tombe, aux trois quarts détruit, Liège est abattu, le mot d'ordre est : *tuez tout !* Les civils, nous l'avons vu, sont assassinés

en foule, tout est passé au fil de l'épée, tout est incendié, sacrifié à la férocité des soldats du Kaiser ! Et les 93 domestiques intellectuels allemands auront beau crier : *Es ist nicht wahr !* car le monde entier sait que cela est vrai, et la *Vérité est en marche !*

Après ces terribles journées de terreur et de sang, l'Allemand organise le pays occupé. Et voici venir les *von Emmich*, les *von Bulow*, *von Fassbaender*, *Knærtzer*, *Moltke*, *von der Goltz*, *Bissing*.

Autant de tourmenteurs, autant de Torquemadas, autant de vampires se repaissant d'un cadavre !

Bissing rappelle la figure sinistre du *duc d'Albe*, opprimant et ensanglantant les Flandres.

De même qu'on avait soumis naguère l'Alsace et la Lorraine, volées à la France, à un régime de terreur et d'effroi, de même les envoyés militaires de l'Empire vont terroriser, pressurer, martyriser la Belgique. Toutes les calamités, toutes les horreurs, toutes les

infamies vont fondre sur ce malheureux peuple, coupable de ne pas s'être vendu au grand Empereur ! Ce que nous avons vu des convois d'évacués, de grands blessés et de malades, si lamentables que soient ces tableaux, ne peut donner qu'une faible idée d'une pareille détresse.

Permettez-moi de vous donner quelques aperçus, seulement, du régime sous lequel vivent des centaines de milliers de Belges et de Français, dans les pays occupés.

Voici une brochure intitulée : *Les proclamations allemandes, en Belgique et en France*.

Elle contient un certain nombre de facsimilés de placards affichés sur les murs des villes et villages de la Flandre et des Départements français.

M. *Jan Malcolm*, qui les publie, s'exprime ainsi, dans la préface de ce recueil :

« Que le lecteur veuille bien, pour en
« saisir toute la douloureuse réalité, s'ima-
« giner qu'il trouve, un beau matin, l'un ou

« l'autre de ces avis affiché sur les colonnes
« publiques de sa ville natale, sur les portes
« de l'Hôtel de Ville, de l'Eglise, ou de
« sa propre maison... Il éprouvera, alors, sans
« effort, quelques-uns des sentiments auxquels
« sont en proie les malheureux qui, depuis
« 2 ans et demi — c'était en 1916) — vivent
« sous le régime de la menace et de la ter-
« reur, et attendent le retour de la liberté ! »

Voyons quelques affiches :

Le 4 août, « proclamation de von Emmich
au peuple belge ».

« Il nous faut le chemin libre ! Des des-
« tructions de ponts, de tunnels, de voies
« ferrées, devront être regardées comme des
« actions hostiles. — Vous avez à choisir.
« J'espère que l'armée allemande de la Meuse
« ne sera pas contrainte de vous combattre.
« Un chemin libre pour attaquer, c'est tout
« ce que nous désirons ! C'est de votre sa-
« gesse et d'un *patriotisme bien compris*, qu'il
« dépend d'éviter à votre pays les horreurs
« de la guerre ! »

Patriotisme bien compris ! Quel monumental cynisme ! Et que répondrions-nous, nous Suisses, si on nous demandait, en faisant appel à notre *patriotisme*, de laisser passer l'envahisseur ?

Ferions-nous autrement que les Belges ?

Je vous laisse le soin de répondre, à vous tous qui êtes ici.

Les Belges ayant refusé le passage, on va leur faire payer cher leur résistance. Le mot d'ordre est donné de se venger, par tous les moyens, et sous tous les prétextes, sur la population civile. A Warsage on fusille 3 personnes, on en pend 6, on en massacre 9 autres encore, et on brûle 25 maisons.

C'est le début.

Le 22 août « proclamation de *Bulow* ».

Il prétend que la population d'*Andenne* a attaqué ses troupes et il ajoute, avec le sang-froid d'un Junker sanguinaire : « Avec mon « autorisation, le général qui commandait ces « troupes a mis la *ville en cendres* et fait « fusiller 110 personnes. Je porte ce fait

« à la connaissance de la ville de Liège, pour
« que ses habitants sachent à quel sort ils
« peuvent s'attendre s'ils prennent une *atti-*
« *tude* semblable. »

(Le mot *attitude* est élastique comme la ligne Hindenbourg).

Or ce n'étaient pas 110 civils, mais 250, hommes, femmes et enfants, comme cela a été établi plus tard, que l'on avait massacrés à Andenne, et 50 à Seilles ; les Belges démentent, d'ailleurs, de la façon la plus absolue, l'attaque des troupes par les civils, toutes les armes ayant été apportées à la Mairie avant l'arrivée des Allemands. Mais il fallait, je l'ai dit, se venger et *terroriser* le pays !

D'ailleurs, déjà dans la nuit du 20 août, (soit 2 jours auparavant), les Allemands incendiaient, méthodiquement et avec des appareils spéciaux, 55 maisons à Liège, et faisaient périr 29 personnes.

Le 29 août, *Fassbaender* frappe Lunéville d'une formidable réquisition, puis, le 3 septem-

bre, sous un faux prétexte, on inflige à cette localité une amende de 650.000 fr., l'on assassine 18 personnes, et l'on brûle 70 maisons.

A *Lunéville*, encore, on empêche l'habitant de sortir de chez lui ; on interdit d'arracher les pommes de terre, et les sentinelles et patrouilles sont autorisées à tirer sur quiconque désobéit, ce dont elles ne se privent pas !

Le 27 août, à Saint-Dié, *Knærtzer* avertit les habitants qu'ils seront fusillés si... et si... Et cette monstruosité :

« Seront tenus responsables : le curé, le
« maire, l'adjoint, et les instituteurs. »

« Seront brûlés, les bâtiments d'où seront
« sortis des actes d'hostilité ».

« En cas de récidive, la ville entière sera
« détruite et brûlée. »

Le 5 octobre 1914, à Bruxelles, c'est le gouverneur, *von der Goltz*, qui fait afficher. (Ecoutez bien ceci) : « A l'avenir, les loca-
« lités situées près de l'endroit où a eu lieu la
« destruction des chemins de fer et lignes

« télégraphiques, seront punies sans pitié; il
« n'importe qu'elles soient coupables ou non
« de ces actes. Dans ce but, des otages ont
« été pris et, au premier attentat, ils seront
« immédiatement fusillés ! »

Et voilà : Coupables ou non !

Et quelle est juridiquement — ou pratique-
ment — je vous le demande, cette notion
d'une *localité* coupable ?

La série continue :

Le 12 octobre 1915, le Conseil de guerre
condamne à mort six personnes, dont *Edith
Cavell*, pour trahison.

Nous avons toujours cru que le traître
était celui qui trahissait ou vendait son pro-
pre pays, mais les juristes allemands ont chan-
gé cela. A leurs yeux, la *trahison* est l'acte
commis par les *habitants* d'un territoire oc-
cupé en *faveur de leur patrie* ou de leurs
compatriotes, et le Code militaire allemand
punit ce prétendu crime de la peine de mort.

Du point de vue de ce Code barbare, la
condamnation de Miss Cavell pourrait se jus-

tifier, si monstrueuses qu'en soient les dispositions, mais ce que le monde entier reproche à l'Allemagne, c'est d'avoir *prononcé* et *exécuté* une sentence de mort, contre une *femme*, dans des conditions de *secret* et de *précipitation* qui témoignent de la volonté bien arrêtée d'avance d'aboutir, à tout prix, à la *mise à mort* de la victime.

Et c'est ce qu'a déclaré froidement M. *Zimmermann*, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères :

« *La peine a été exécutée*, a-t-il dit, *pour*
« *détourner, par la terreur*, (*abzuschrecken*)
« *toutes celles qui*, se prévalant des privilèges
« *de leur sexe*, tenteraient d'en faire au-
« tant. »

On sait quel était le crime de Miss Cavell; elle avait facilité la fuite de quelques Belges qui voulaient gagner l'armée et défendre leur pays.

Je passe sur d'autres placards que la Cour aura sous les yeux.

Mais voici, en 1916, les *grandes évacua-*

tions des civils, sous prétexte qu'on ne peut les nourrir.

« Tous les habitants doivent se préparer
« pour être transportés dans une heure et
« demie ». Et l'on sépare les mères de leurs
enfants, les maris de leurs femmes, on envoie
en Allemagne, vers des lieux inconnus, des
troupeaux de jeunes filles, et l'exode com-
mence vers la misère et la honte pour beau-
coup.

Tel a été le sort douloureux des villes,
Visé, Liège, Dinant, Termonde, Louvain,
Malines, Nieuport, Ypres, Dixmude, Furnes!

La Belgique dépouillée, saccagée, ruinée,
a fait son devoir. Elle a été abattue pour
avoir défendu ses droits, et sa résistance, on
peut le dire, a sauvé l'Europe de l'Impé-
rialisme pangermanique, dont les insatiables
ambitions ne se donnaient même plus la peine
de se dissimuler. On l'a saignée aux quatre
veines, et un *prêtre catholique*, député au
Reichstag, a pu écrire, dans la *Gazette de*
Voss, ces lignes effarantes :

« Il est vrai que nos soldats ont fusillé, en
« France et en Belgique, tous les brigands,
« hommes, femmes et enfants, et qu'ils ont
« détruit leurs habitations. Mais voir là une
« contradiction avec la doctrine chrétienne,
« c'est prouver qu'on n'a pas la moindre com-
« préhension du véritable esprit du Christ. »
Que peut-on attendre d'un peuple dont les
ministres de la religion osent publier de telles
ignominies.

Je reviens, Messieurs, à la *planche n° 8*
— et je vous demande, en toute sincérité,
si cette estampe ne traduit pas, tout ensemble,
la brutalité du vainqueur et le martyr de la
victime, et si l'image évocatrice du Calvaire
de la Belgique n'est pas de celles qu'il faut
admirer et non *proscrire*.

Eh non ! c'est la vérité ! L'Allemand *ne*
sait pas se faire aimer des peuples qu'il abat
et qu'il considère comme un *gibier conquis*,
selon l'expression de l'un de ses écrivains.

Nous avons connu une autre Allemagne,
celle d'avant 1870 ; une Allemagne blonde

et romantique, et qui n'aimait guère les Prussiens, dont elle ne goûtait point l'esprit envahissant, dominateur, et la dureté militaire. Dans ce temps-là, la caste des Junkers de Berlin était exécrée partout. Et le malheur a voulu que l'esprit de cette caste et ses méthodes de cruauté et de férocité se soient, petit à petit, imposés, par l'armée, à la nation entière, tout au moins lorsqu'elle se trouve en guerre. Berlin a transformé ce peuple doux et rêveur, et l'a modelé à son image.

Non, l'Allemagne ne sait pas se faire aimer ! C'est la vérité pure. S'il en était autrement, aurait-elle un aussi grand nombre d'ennemis sur la terre, et en serait-elle réduite, pour *bluffer*, à dire, d'un ton dégagé : *Viele Feinde viele Ehre !*

Et quels ferments de haine n'aura-t-elle pas, par cette guerre, semés entre les nations ! Il faudra plus d'un siècle pour que le souvenir de l'oppression, des mauvais traitements, des violations de tout ordre du droit des gens, et des crimes de droit commun, commis par

les troupes allemandes, s'atténue dans les mémoires et dans les cœurs.

Raemaekers a donc raison. Et cette belle page restera comme une des flagellations les plus méritées du martyr imposé par l'Allemagne à la douloureuse Belgique.

Ce matin même paraît dans le *Genevois*, sur la Belgique, un article de M. Tony Roche, un homme dont j'apprécie infiniment le talent, intitulé : *Une nouvelle infamie*.

Je ne puis résister au désir de vous en donner quelques passages.

« Le Havre, 28 janvier 1918 (Havas).
« — Des renseignements de la Belgique occu-
« pée apprennent que le gouvernement alle-
« mand prépare une consultation populaire
« avec le concours du Conseil des Flandres
« lequel, usurpant les fonctions gouvernemen-
« tales, se constituerait Conseil des ministres,
« proclamerait la déchéance du cabinet de
« Broqueville, et entamerait des négociations
« avec l'Allemagne. »

« Est-il un mot qui puisse rendre l'indigna-

tion que provoquera cette abominable nouvelle ? L'Allemagne prussianisée n'a pas même ce que Barbey d'Aurevilly appelait la grandeur dans le crime. A l'accoutumée, les nations guerrières rendent hommage à la vaillance infortunée. Précisément parce qu'elles ont le culte de la force, elles marquent de l'estime à la faiblesse qui n'a pas voulu s'avouer telle et qui, assurée de succomber, a cependant tout fait pour résister, estimant que tout peut se perdre fors l'honneur. L'Allemagne d'aujourd'hui se révèle romaine en ce mauvais sens du mot; à aucun degré, la résistance de la petite Belgique ne l'émeut, ne lui inspire une juste admiration, ne lui inculque le moindre respect de cet admirable peuple qui, ne sachant que trop que, dans la rude réalité, David n'abattrait pas Goliath, se dressa cependant devant le colosse et lui dit : « Tu ne passeras que sur mon corps meurtri et pantelant... »; l'Allemagne ne sent point ces choses; et c'est par là, bien plus que par ses violences, qu'elle proclame sa

barbarie. Elle n'est qu'un cerveau ; elle n'a point de cœur. Prosternée devant la force, elle n'est pas capable de concevoir cette force suprême qui consiste, dans l'irréremédiable faiblesse, à agir exactement comme si l'on était assuré de triompher. Elle ne respecte que ce qui est efficient ; le nain qui tient tête au géant, cela ne lui apparaît que puéril et grotesque. Une malédiction pèse sur elle, car c'est être maudit que de ne pas se sentir touché par l'abnégation d'un sacrifice inutile qui s'offre en holocauste à l'accomplissement d'un suprême devoir. Ceux à qui la résistance des Belges à l'envahisseur de 1914 n'a pas arraché des larmes sont des réprouvés, des monstres à face humaine ; leurs regards ne verront jamais au delà du plus épais matérialisme. »

M. le Procureur général ! Essayez donc de poursuivre M. Tony Roche !



N° 9 — *Bernbardisme.*

Bah ! on nous trouvera bien des excuses !

IV. Nous arrivons à la planche n^o 9.

Elle est intitulée : *Bernardisme*.

Dans une chambre dont le mobilier est brisé, un soldat allemand emporte du butin et dit : *Bah ! on nous trouvera bien des excuses !* Sur le plancher, un enfant mort et la moitié du corps d'une femme.

Mais, Messieurs, c'est le mot de Frédéric-le-Grand ! *Je commence par prendre. Je trouverai ensuite, autour de moi, assez de cuistres qui prouveront que j'ai raison !*

Vous ne me permettriez pas, Messieurs, de refaire, au sujet de cette estampe, la démonstration que je vous ai déjà présentée concernant les maisons dévastées, les femmes et les enfants tués ; c'est par centaines que les témoignages et les documents existent sur ces faits, et je vous renvoie, entre autres, aux rapports et procès-verbaux de l'enquête française.

Reste le pillage.

L'article 28 de la Convention de La Haye stipule qu'il est interdit de livrer au pillage une ville ou localité, même prise d'assaut, et

l'article 47 ajoute : *En territoire occupé, le pillage est interdit !*

Voyons comment les troupes allemandes ont respecté ces prescriptions.

C'est aux soldats eux-mêmes que nous allons le demander.

Handschuhmacher, soldat de réserve (v. Bédier, p. 21), écrit, le 8 août 1914, ce qui suit :

Gouvy (Belgique). — « Nous nous mêmes
« aussitôt à *piller* la gare des marchandises.
« Quelques caisses, des œufs, des chemises,
« et tout ce qui pouvait se manger fut enlevé.
« Le coffre-fort fut éventré, et l'or distribué
« entre les hommes. Quant aux valeurs, on les
« déchira. »

D'autres furent plus habiles et les titres volés en Belgique et dans le Nord, ainsi que les billets de banque français, courent le monde, pour des millions.

Et un journal allemand constatait, avec une patriotique satisfaction, que l'on envoyait *beaucoup plus d'argent du front* à l'intérieur du

pays que *vice-versa*. — Excellente industrie, on le voit, que le pillage organisé.

Tacite n'a-t-il pas écrit : « Galli pro libertate, Germani *ad praedam* pugnanti ! »

Quelle noble hérédité ! Quelle continuité fidèle dans les traditions et les suites historiques d'une race ! *Ad praedam !*

Le soldat *Schiller* note dans son calepin :

« Le deuxième bataillon entre à *Haybes* (Ardenne) le 24 août ; on fouille les maisons, on les *pille* et on brûle celles d'où l'on avait tiré » — (toujours la légende par ordre des franc-tireurs !).

Et M. Bédier, qui a tous ces carnets entre les mains, peut s'écrier : « Ils veulent à qui mieux mieux, ils veulent n'importe quoi, et tiennent registre de leurs vols. « *Schnaps, Wein, Marmelade, Zigarren* ; et l'élégant officier du 178^e saxon, qui s'était d'abord indigné du *Vandalismus* de ses hommes, confesse qu'à son tour, à *Rethel*, il a volé, dans une maison, près de l'Hôtel moderne, un superbe imperméable et un

« *codak* pour *Félix*. — Sans distinction de
« grade ni d'arme, ni de corps, ils volent et,
« même dans les ambulances, les soldats vo-
« lent. »

Le soldat *Thode* écrit dans son carnet :

« A *Bruxelles*, 5 octobre 1914. — Une
« automobile arrive à l'Hôpital et apporte
« du butin de guerre : un *piano*, 2 *machines* à
« *coudre*, beaucoup d'*albums* et d'autres cho-
« ses ! »

Considérer un piano comme butin de guerre, n'est-ce pas le comble de l'astuce ?

Aussi un *honnête soldat*, cité par Bédier, pourra-t-il s'indigner, en parlant de certains de ses compagnons :

« Ils ne se comportent pas en soldats —
« mais bien en *voleurs de grands chemins*, en
« *bandits* et en *brigands*, et sont un *déshonneur*
« pour notre *régiment* et notre *armée*. »

« ...nicht als Soldaten, sondern als ge-
« meine *Diebe*, *Einbrecher* und *Räuber* ! »

Eh bien, Messieurs, c'est un de ceux-là que Raemaekers a rencontré et dont il nous



Louis Rémonckers

N° 10 — *Butin pour les Vainqueurs.*
Faut bien faire de la place à notre Kultur !

a transmis l'immortelle silhouette dans la planche n° 9.

A-t-il dit, ou non, la vérité ?

V. Nous allons examiner la planche n° 10.

Elle a pour titre : *Butin pour les vainqueurs*. « *Il faut bien faire de la place à notre Kultur !* »

Des soldats allemands apportent dans une tranchée des objets *pillés*. Ils ouvrent une malle sur laquelle on lit : *Belgique* et en retirent une bourse d'or.

Le mot *Belgique* précise la situation.

On sait comment les villes belges ont été pressurées et quelles contributions énormes l'on a exigées d'elles. On sait que c'est par centaines de millions que les matières premières et les marchandises en stock, ainsi que les installations des usines et manufactures ont pris le chemin de l'Allemagne !

Bruxelles a été frappée par le général *Sixtus d'Arnim* de la monstrueuse contribution de guerre de 500 millions de francs.

Un écrivain grec, M. Léon Maccas, dans son livre intitulé : *Les cruautés allemandes*, porte l'accusation que : « dans la guerre actuelle l'officier allemand a montré une âme essentiellement criminelle » (je cite ce passage d'après le livre *La Belgique héroïque et martyre*, p. 75), et il donne une liste de 56 noms, hauts et bas gradés, coupables de crimes de droit commun. « Nous donnons, dit-il, les noms des inculpés dont l'action scélérate s'est exercée sur le territoire de la Belgique seulement. » (Je suis donc en plein dans mon sujet : *la malle belge !*)

En laissant de côté, pour le moment, ce qui ne concerne pas le pillage, je note les affirmations basées sur les enquêtes sérieuses et officielles des gouvernements français et belge.

« *Le Prince Eitel-Frédéric*, à tout seigneur tout honneur, — (c'est celui qui perpétue le nom d'Attila dans la famille impériale) — a séjourné huit jours dans un château près de Liège. Le propriétaire était présent. Sous les yeux de ses hôtes, le

« Prince fit emballer toutes les robes qu'il
« put trouver dans les armoires de la maî-
« tresse de maison et de ses filles.

« Le baron de *Mirbach* participa avec le
« prince Eitel et le duc de *Brunswick* au
« pillage de ce château. »

Quand les chefs se comportent d'une pareille manière, on devine ce que peuvent faire les autres.

Aussi ne pousserai-je pas plus loin cette narration, me bornant, pour clore, à vous donner le texte d'une lettre inédite du comte *Balny d'Avricourt*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Prince de Monaco, que Vuille avait prié de paraître comme témoin, mais à l'audition duquel nous avons renoncé, pour ne pas allonger la procédure.

Voici cette lettre :

Paris, 13 octobre 1917.

« J'ai eu le triste privilège d'être parti-
« culièrement maltraité par l'ennemi. Le

« Prince Eitel-Friederich, fils de l'Empereur,
« a vécu, pendant huit mois, dans mon châ-
« teau d'Avricourt, qu'il a consciencieusement
« *campriolé* et *pillé*, pendant son séjour, et,
« lorsqu'il partit, il emporta le mobilier qu'il
« transporta au château de Frétoy, où j'en
« ai retrouvé des épaves. C'est, sans doute,
« pour cacher la trace de ses vols, que, dans
« la nuit du 13 au 14 mars, la population
« ayant été, au préalable, évacuée et déportée,
« le château, datant de 400 ans, fut détruit, à
« l'aide d'une mine, ainsi que tous les bâti-
« ments de ferme et d'exploitation. Quatre
« cents hectares de forêts, dépendant du do-
« maine, ont été rasés, sans aucune nécessité
« militaire, la retraite allemande ayant eu
« lieu sans combat. Il y a trois jours, j'ai
« encore retrouvé, dans une caisse abandon-
« née par les Allemands, parmi de nombreu-
« ses pièces d'argenterie appartenant à di-
« vers châteaux voisins, 17 pièces d'argen-
« terie m'appartenant et marquées à mes ar-
« mes. Cette caisse a été ouverte en présence

« de M. le Procureur de la République de
« Montdidier. Elle était scellée d'un cachet
« en cire rouge, portant : « Kœnigliche Preus-
« sische Feld-Intendance D. 17, etc. » Et
« une étiquette, en français : *Dépôt de Beau-
« vraines*, par l'Intendance 17. Réserve Di-
« vision. IX^e corps.

« Que pensez-vous de ces Etats-majors qui
« emportent l'argenterie ? » etc.

(Signé) : Balny d'Avricourt.

Telle est la déposition de M. d'Avricourt.
Tout commentaire serait superflu.

Voilà pour la Belgique.

Quant à la France, le traitement a été
le même, et je ne résiste pas au désir de
vous communiquer ce qui concerne le pillage
du château de Baye, dans la Marne, tel qu'il
est rapporté dans l'Enquête française. (T. I,
p. 17, s.)

Les enquêteurs consignent :

« Le lendemain, nous étant rendus au châ-
« teau de Baye, nous avons constaté les tra-
« ces du pillage qu'il a subi. D'après les

« déclarations de la gardienne, il a été dérobé
« principalement des bijoux de provenance
« russe et des médailles d'or. La chambre du
« baron de Baye était dans le plus grand
« désordre; les tiroirs étaient ouverts; un
« bureau avait été fracturé, ainsi qu'une com-
« mode, et un bureau à cylindre. Cette cham-
« bre avait dû être occupée par un person-
« nage d'un très haut rang, car, sur la porte,
« il y avait l'inscription à la craie : *I. K.*
« *Hoheit* (Son altesse royale). Un général
« qui logeait chez M. Houllier lui a dit que
« le château avait abrité le duc de Brunswick
« et l'Etat-major du X^e corps. »

Plus loin, nous voyons que le « château
« de *Beaumont*, appartenant au comte de La
« Rochefoucault, a été pillé, du 4 au 6 sep-
« tembre 1914; les secrétaires, bureaux, cof-
« fres-forts, ont été fracturés, éventrés, les
« écrins à bijoux vidés. »

Sur les portes, on lit encore :

Excellenz Major von Ledeburg

et

Graf Waldersee

On ne peut pas dire de cette noblesse, certes, qu'elle fait la guerre en dentelles !

Dernière citation :

L'officier saxon dont nous avons déjà parlé, note, le 29 août (Paroles allemandes, p. 163), dans son carnet :

« L'intérieur des maisons est charmant. Il
« y a, en France, une classe moyenne qui
« possède des meubles magnifiques. Partout
« des meubles de style, de belles soieries,
« mais dans quel état, grand Dieu ! Tout
« en morceaux ! Les *Vandales* n'auraient pas
« pu commettre plus de dégâts. Les chefs de
« colonne auraient pu empêcher le *pillage*
« et les destructions. Les dégâts se chiffrent
« par millions. Les coffres-forts ont été for-
« cés.... »

Et, là-dessus, l'officier saxon emporte un imperméable pour Félix et un Codak !... Nous l'avons déjà mentionné tout à l'heure.

Je vous ai donc, Messieurs, apporté la justification complète de la planche n^o 10.

Les Allemands ont cambriolé, volé, partout

où ils ont passé. Ils auront beau s'en défendre, les faits sont là.

VI. Nous arrivons à l'estampe n° 15.

S. S. le Pape est assis; en face de lui le roi Albert, debout, en uniforme. Il dit au Pape :

« Avec celui qui a failli à sa parole, dé-
« vasté mon pays, incendié mes villages, dé-
« truit mes villes, profané mes églises, assas-
« siné mon peuple, je ne signerai pas de paix
« avant qu'il ne soit expulsé de mon pays
« et puni de ses crimes ! »

Et c'est en Suisse que l'on ose poursuivre un aussi noble langage !

L'auguste souverain, vraiment digne de ce nom, celui qui peut s'écrier, comme François I^{er}, après Pavie : « *tout est perdu, fors l'honneur !* » celui auquel il eût été si facile de livrer passage aux armées allemandes, et qui eût dormi paisiblement, dans son palais, en y attendant les grosses indemnités qui lui étaient promises, — celui auquel, peu de



N° 15 — *Le Roi Albert au Souverain Pontife.*

Avec celui qui a failli à sa parole, dévasté mon Pays,
incendié mes villages, détruit mes villes,
profané mes Eglises, assassiné mon Peuple, je ne signerai
pas de Paix avant qu'il ne soit
expulsé de mon Pays et puni de ses crimes.

temps encore avant la guerre, on avait hypocritement déclaré que la neutralité de son royaume ne serait jamais violée, — celui qui a préféré la lutte inégale, avec toutes ses conséquences, contre un formidable adversaire, — plutôt que de manquer à la foi jurée, — celui-là n'a donc pas le droit de dire qu'il ne fera la paix que lorsque l'envahisseur de son royaume l'aura évacué et que les criminels auront été punis ?

Le roi Albert a notre admiration profonde. Il personnifie, en ces temps effroyables, le souverain loyal qui respecte et tient son serment; tout document qui porte sa signature est sacré. Il ne sait pas ce que c'est, lui, que les *chiffons de papier* ! Il est adoré de son peuple et de son armée, et son nom sera, au tableau de l'histoire, inscrit parmi les plus dignes, avec celui de la reine qui est l'idole et l'ange gardien de la nation martyrisée.

Pour nous, *Suisses*, qui voyons, maintenant, combien les traités sont peu de chose, lorsque les puissants Etats trouvent leur

intérêt à les déchirer, — nous nous sentons en communion intime, en étroite parenté, avec ce vaillant champion du droit, nous l'admirons et nous l'aimons. Je parle ici de ceux des Suisses qui ne se laissent pas éblouir par le mirage trompeur de la Kultur allemande et qui, se refusant à admirer l'école de la force brutale et de la violence, préfèrent vivre sous l'égide de leurs antiques libertés et les défendre contre les gaz empoisonnés de l'Impérialisme d'outre-Rhin!

Aussi nos espoirs et nos vœux vont-ils auprès du roi Albert, qui incarne, en ce moment, l'idée du droit en révolte contre l'injustice, et de la liberté contre l'esclavage !

Et qu'il me soit permis de reproduire, ici, la lettre que j'écrivis, le 17 octobre 1914, comme bâtonnier genevois, à M. Jules Destree, président de la Fédération des avocats belges :

« Le Barreau genevois ne saurait rester indifférent aux malheurs qui accablent votre noble pays, défendant avec honneur et vail-

lance ses libertés et ses droits. Profondément émus en voyant quel peut être le sort imposé par la violence, malgré la garantie résultant des Traités internationaux, à un peuple neutre, nous vous envoyons, avec l'espérance de jours meilleurs pour votre patrie et pour votre Auguste souverain dont la loyauté et le courage font l'admiration du monde civilisé, l'expression de notre sympathie la plus vive et la plus cordiale. »

Je ne crois pas me tromper en disant que ces vœux sont les premiers qui soient partis de notre pays à l'adresse de la Belgique mutilée, et le barreau genevois peut s'honorer de sa protestation.

Un tribunal suisse pourra-t-il jamais condamner Raemaekers ou Vuille, pour avoir publié et affiché les nobles paroles du roi Albert ?

Je réponds : *Jamais !*

Et laissez-moi placer ici, Messieurs, avant d'en finir avec le sujet qui nous occupe en ce moment, quelques pensées de notre grand

Spitteler, un des hommes qui font le plus d'honneur à notre pays.

« La Belgique en elle-même, dit-il, ne
« nous regarde pas ; son *sort*, au contraire,
« nous regarde tout particulièrement. Ses en-
« vahisseurs ont, de prime abord, reconnu eux-
« mêmes leurs torts envers ce pays. — Après
« coup, pour se blanchir, *Caïn* jugea bon de
« noircir *Abel*. Fouiller les poches de la vic-
« time pantelante, pour trouver des docu-
« ments, me paraît une aberration du sens
« moral. Egorger la victime était plus que
« suffisant. La vilipender ensuite, c'est
« trop !

« Mais si un Suisse s'avisait de s'associer
« aux injures contre la malheureuse Belgique,
« il commettrait une imprudence compliquée
« d'une idiotie. Car, soyez-en sûrs, le jour
« où l'on en voudra à votre existence, vous
« verrez aussi surgir contre vous de ces pré-
« tendues preuves de culpabilité. Le venin,
« lui aussi, fait malheureusement partie des
« munitions de guerre ! »

Ainsi a parlé le grand poète, le grand citoyen Carl Spitteler.

Méditez, Messieurs les germanophiles d'Helvétie, ces paroles si profondes et si justes d'un patriote qui voit clair et qui n'a pas hésité à sacrifier la popularité que ses œuvres lui avaient acquise en Allemagne, pour dire ce que sa loyauté et sa droiture le forçaient à dire à des concitoyens aveuglés par l'éclat du mirage allemand.

Aussi quelle fureur, quelle rage, provoquèrent outre-Rhin ces vérités si courageusement lancées à la face des agresseurs de la Belgique ! Du jour au lendemain, l'auteur de tant de poèmes fameux dont les éditeurs germains avaient tiré tant de farine, ne fut plus qu'un pauvre rimailleur rayé de la liste de la Kultur !

Spitteler ne s'en consolera jamais, c'est du moins ce que l'on dit à Sachsenhausen, près Francfort en Béotie sur le Main.

VII. Nous voici en face de la planche 19 :
Faits divers !

« Un petit garçon de Maëstricht est fouetté
« jusqu'au sang par le Major Tölle, qui l'ac-
« cusait, à tort, d'avoir fait des signaux ! »

Ici Raemaekers rapporte un fait ; il désigne un officier brutal ; il y en a tant dans l'armée allemande.

Les Allemands prétendraient-ils qu'ils ont ménagé les enfants, dans leur horrible guerre ? Ne les ont-ils pas massacrés partout !

Vous connaissez l'histoire de ce petit garçon qui avait un fusil de bois ; un gosse de huit ans ! qui, voyant arriver un détachement allemand, le mit en joue pour s'amuser. Il fut immédiatement exterminé, et le poète Zamacöis a fait sur ce crime hideux un merveilleux poème dont je vous recommande la lecture.

Et n'avons-nous pas lu, dans les enquêtes officielles, qui sont dignes de toute créance, et en de nombreux endroits, de quelle façon on traitait l'enfance, dans l'armée allemande !



N^o 19 — *Un fait divers.*

Un petit garçon de Mæstricht est fouetté
jusqu'au sang par le major Tölle qui l'accusait à tort d'avoir
fait des signaux.

Je vous ai cité des passages de carnets de soldats, au sujet des massacres de vieillards, de femmes et d'*enfants*.

Voulez-vous encore quelques faits ? Je lis au rapport français (T., p. 108) ce qui suit :

a) Y., âgée de 13 ans (on comprend pourquoi on ne donne pas son nom), à Louppy-le-Château, dépose :

« J'étais dans la cave de M. Raussin quand
« les Allemands y sont venus. L'un d'eux
« m'a frappée et violentée, ma chemise était
« pleine de sang ! »

Pauvre petite !

b) Y..., 11 ans, écolier, au même lieu.
« Je dormais, dit-il, dans la cave de M.
« Raussin; deux Allemands m'ont réveillé,
« puis ils m'ont déchiré mon pantalon. Je
« leur ai crié : « Je suis un petit garçon ! »
« Ils m'ont donné une violente fessée, et
« m'ont aussi porté des coups de poing sur
« la tête ! »

Il est vrai que, tout en violant les fillettes,

et en maltraitant les garçonnets, les soldats allemands ne se font pas faute de s'adresser aux vieilles femmes, et nous pouvons lire que, toujours à Louppy-le-Château, ils ont fait de nombreuses victimes en ce genre; des femmes de 70, 71, 74 et 83 ans y ont été frappées brutalement, bâillonnées, et violées.

C'est ce qu'on appelle la Kultur ! chez un peuple qui se dit le peuple de Dieu !

Que résulte-t-il de tout cela, sinon qu'en révélant, à propos d'un fait *spécial*, les traitements indignes subis par les populations et surtout par les enfants, Raemaekers n'a dit que la vérité. Cette planche doit donc, aussi bien que les autres, être écartée du dossier de la poursuite.

VIII. Dans la planche 36, l'on voit S. M. Guillaume II dans son lit. Il vient de se réveiller. On lui apporte son thé. Et il dit : *J'ai eu un rêve délicieux, que toute cette affaire n'existait pas !*

Cette estampe est parfaitement convenable.



N° 36 — *Le Réveil.*

« J'ai eu un rêve si délicieux que toute cette affaire
n'existait pas. »

Elle ne ridiculise l'Empereur ni dans ses traits, ni dans les détails de la composition.

Et, chose étrange, inattendue, elle attribue au souverain une pensée humaine et généreuse.

L'artiste suppose qu'il préférerait que le cataclysme mondial ne se fût pas produit !

Serait-ce donc outrager Guillaume II que de le supposer capable d'un tel sentiment ?

Le Conseil fédéral ou la censure ne veut pas que le monde puisse supposer que S. M. a rêvé que *toute cette affaire n'existait pas*, et que ce rêve était *délicieux* ! — Quels sont donc selon vous les songes agréables de ce souverain ; quels sont les spectacles qui le font sourire ?

Cette image est inattaquable. Elle ne contient aucune insulte, aucune calomnie, aucune offense.

En la contemplant, on se laisse aborder par l'idée réconfortante que, peut-être, le chef de l'Empire est encore susceptible de regretter les misères qu'il a semées sur le monde.

S'il résultait de votre verdict, Messieurs

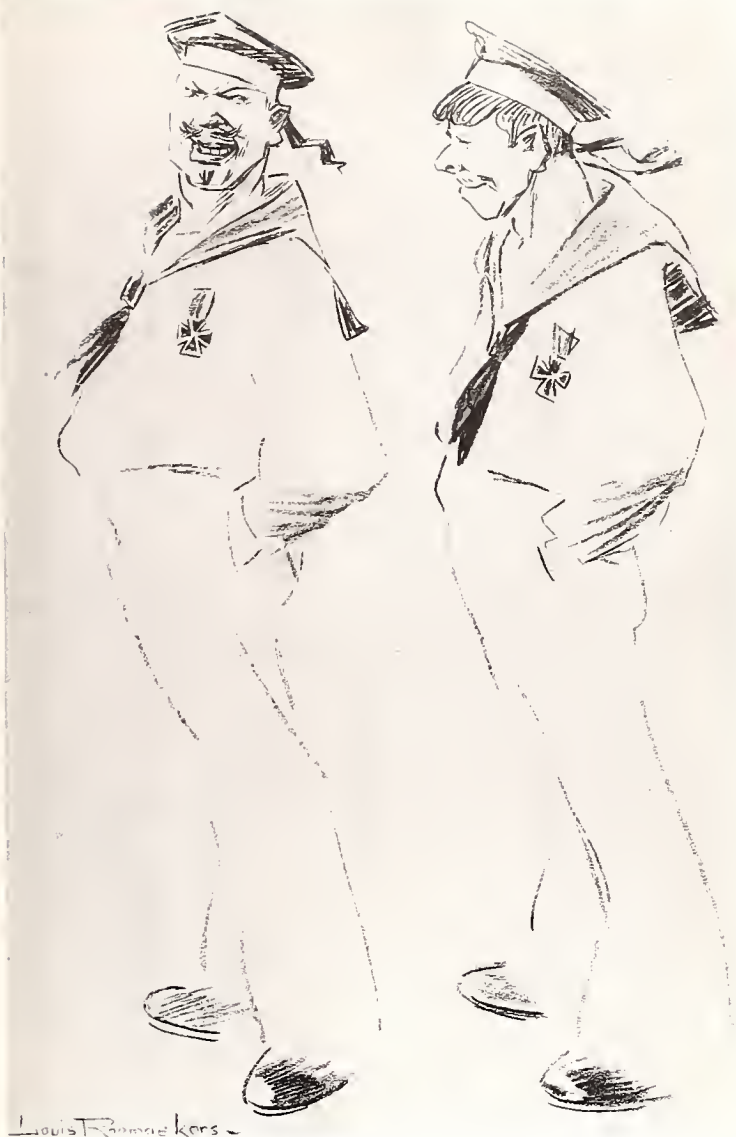
de la Cour, que vous avez une autre opinion, celle-ci ne serait pas flatteuse pour l'autocrate de toutes les Allemagnes.

IX. Mais laissons S. M. prendre son thé et faire sa toilette, et passons à la planche n° 40 : Le 'Raid.

Deux marins causent, et l'un dit à l'autre :
Te souviens-tu de la grande blonde, à Hambourg, qui a pigé 3 ans pour avoir tué un gosse ? Et nous, on nous fiche la croix de guerre pour en avoir tué 50 !

A quoi cette estampe fait-elle allusion ? C'est évidemment aux affaires du *Lusitania* et du *Falaba*, ou à celles des *vaisseaux hôpitaux* coulés contrairement à toutes les lois de la guerre.

Vous n'attendez pas de moi que je rapporte ici des faits aussi universellement connus que la destruction du *Lusitania* et les horribles scènes qui ont accompagné cet assassinat de 1500 passagers, au nombre desquels beaucoup de femmes et d'*enfants*.



N° 40 — *Le Raid.*

Te souviens-tu de la grande blonde à Hambourg
qui a pigé 3 ans pour avoir tué un gosse? Et nous, on nous fout
la croix de fer pour en avoir tué 50 (Lusitania)!

Ce torpillage est un des actes les plus hideux qu'ait commis la marine allemande. L'officier qui en est le héros a été couvert de décorations, et cet héroïque exploit a trouvé un médailleur nommé Karl Götz pour le célébrer dans une œuvre pleine de ricanements (voir *Deutsche Kriegsmedaillen* par G.-F. Hill).

Un cas moins connu est celui du *Falaba*. J'en trouve un court récit dans une conférence faite par *Maurice Donnay*, de l'Académie française, à l'*Université des Annales* :

« Les journaux (en mars 1915) sont pleins
« d'indignation, à cause du *Falaba*. Piraterie,
« assassinat en haute mer. Le *Falaba* avait
« à bord 250 personnes, passagers et marins,
« des femmes, des *enfants*, — (je vous prie
« de constater que ceci cadre bien avec le
« sujet de notre estampe). — Le sous-marin
« allemand accorde 10 minutes pour mettre
« les chaloupes à la mer, mais, avant ce court
« délai, le *Falaba*, atteint dans ses œuvres
« vives, commença à couler. Des embarcations

« se brisèrent ; tout fut précipité à la mer.
« Les Allemands ne secoururent personne,
« et ils accablaient l'agonie de ces malheu-
« reux de *sarcasmes et de rires !* »

Vous voyez, Messieurs, que l'on ne saurait outrager la marine allemande, quand on lui rappelle de tels forfaits.

Je ne vous ferai pas l'injure de croire qu'une action aussi effroyablement cruelle puisse provoquer en vous, Messieurs, autre chose que le dégoût.

X. Mais, laissons nos marins se rembarquer, pour de nouveaux exploits du même genre, et passons à l'examen de la planche n° 41 : *Le bon allié.*

L'Empereur d'Allemagne, à genoux, appuie sa carabine sur l'épaule droite de François-Joseph, également à genoux devant lui, et dit :

Voyez comme je m'arrange à tenir l'ennemi à distance !

Rien d'outrageant dans cette image, rien d'injurieux.



L'ennemi à distance.

N° 41 — *Le Bon Allié.*

Voyez comme je m'arrange à tenir « l'ennemi à distance ».



N° 44 — *Le piège à loups.*

Tu veux me faire croire que tu me rendras mon petit,
mais c'est avec mes crocs que je le reprendrai!

*(Allusion aux démarches de de Bulow et à ses promesses
pour empêcher l'Italie de partir)*

C'est une appréciation, vraie ou fausse, de la stratégie allemande et de la façon dont l'Empire utilise ses alliances.

L'Autriche, docile et domestiquée, depuis sa défaite de Sadowa, se courbe devant les volontés du Kaiser; c'est pour faciliter ses desseins et déclencher la guerre que voulait l'Allemagne, que l'Autriche a attaqué la Serbie. Tout cela est de l'histoire et de la politique.

Rien de répréhensible dans cette estampe, que l'on s'étonne de voir saisie et poursuivie.

Il en est de même, exactement, de la planche suivante :

XI. ^{*}Planche n^o 44 : *Le piège à loups.*

L'Italie y est représentée sous la forme d'une louve ; l'Empereur François-Joseph, suivi de loin par Guillaume II, offre, de la main droite, à la louve son louveteau (Trentino) qu'il lui a ravi ; mais il a tendu, sur l'étroit chemin, un piège dans lequel la louve tombera, si elle s'avance pour reprendre son petit. Et elle dit :

Tu veux me faire croire que tu me rendras mon petit. C'est avec mes crocs que je le reprendrai.

Cette estampe est d'un sens fort clair.

Elle fait allusion aux négociations bien connues, entreprises à Rome par le Prince de Bülow, pour acheter la neutralité de l'Italie, à laquelle on offrait vaguement des compensations dans le Trentin. Ces tripotages n'aboutirent pas et la guerre éclata entre l'Autriche et l'Italie.

Caricature purement politique, comme il s'en est produit des centaines en Allemagne sur les événements de la guerre actuelle.

Et n'est-ce pas ici le lieu de dire que jamais, jusqu'à présent, l'on n'a, dans aucun pays, considéré que la reproduction des traits des souverains, ou chefs d'Etat, même ridiculisés, constituât une offense à leur égard, lorsqu'on les représente mêlés aux conflits de la politique ou de la guerre. Prenez tous les journaux depuis cent ans, le *Punch*, le *Charivari*, le *Kladderadatsch*, le *Simplicissi-*

mus, *Jugend*, etc., partout, en tous temps, vous y verrez les grands de ce monde déguisés en brigands, en troubadours, en cambrioleurs, ou autrement, selon les circonstances. Et personne n'a songé à poursuivre ces feuilles, sauf dans des cas fort exceptionnellement graves.

Et laissez-moi vous lire, à ce sujet, quelques passages d'un article paru dans le *National suisse* du 25 janvier et qui est dû, je crois, à la plume de notre ancien Conseiller fédéral, M. Robert Comtesse. Il est intitulé : *L'inutile censure*.

Il déclare la *Censure* inutile et *dangereuse* parce qu'elle nous expose à des reproches et à des récriminations, de la part de l'étranger.

« Chez nous, dit-il, la liberté d'écrire ne
« doit avoir d'autres restrictions que celles qui
« résultent du Code pénal. Sans compter que
« cette Censure sévère et même brutale pour
« les uns, indulgente pour les autres, aboutit
« à diviser les citoyens et à troubler la con-
« science publique. »

Que voilà un langage bien démocratique et combien nous l'approuvons ! M. Hoffmann, inventeur pro-germain de la Censure, aurait bien dû emporter celle-ci, avec lui, dans sa retraite dorée !

« Que de fois, continue M. Comtesse, n'a-
« vons-nous pas toléré des journaux étrangers
« ou suisses, qui mettaient en scène dans des
« articles satiriques ou dans des caricatures
« souvent grossières, des hommes d'Etat, des
« *ministres* : Disraëli, Thiers, Crispi, Bis-
« marck; des *souverains* : Napoléon III, la
« reine Victoria, le roi de Hollande, Léo-
« pold II, le tsar et surtout le *Sultan rouge*,
« auquel on accolait toujours le terme d'*as-*
« *sassin*, dont l'avait flétri *Gladstone* ! Au-
« jourd'hui, l'on ne pourrait pas dire à ses
« successeurs, *les Jeunes Turcs*, qui sont allés
« plus loin que lui, dans la voie du crime,
« qu'ils sont pires que lui, sans risquer d'en-
« courir les foudres de la Censure et d'être
« conduits devant la Cour fédérale ! »

Là-dessus, l'écrivain, parlant de l'affaire

Vuille, émet l'avis, si judicieux, qu'après avoir soustrait les dessins de Raemaekers à la vue du public, on aurait pu en rester là, et ne pas superposer à la saisie une action pénale.

« Quand on saisit, dit-il, chez un libraire, « des ouvrages incriminés, et des dessins, on « ne va pas, encore, le déférer à la justice. « Il y a une mesure qu'il ne faut pas dé- « passer. Les dessins ont été exposés ail- « leurs, sans que l'on en ait pris ombrage; « il a donc fallu qu'ils viennent dans un *pays* « *neutre*, mais libre et républicain comme la « Suisse, pour être saisis, et pour que l'on « greffe sur cette saisie une poursuite pénale ! « Cette différence de traitement doit éveiller « en nous une impression de *tristesse* et d'*hu-* « *miliation* ! (Que c'est vrai !) Qui donc « osera soutenir que l'exposition Raemaekers « était de nature à faire courir un danger « à notre pays ? Personne ! Tout ce qui ré- « sultera de cet exploit de la Censure, ce « sera de faire du tort à nos institutions

« démocratiques, et à notre justice qui sortira
« de là un peu amoindrie... »

Ainsi s'exprime un des hommes les plus libéraux de la Suisse et, tous, nous applaudissons à un pareil langage.

Il n'y a qu'une seule phrase à laquelle nous n'adhérons pas, persuadés que nous sommes, Messieurs, que votre Cour saura rendre la sentence qu'il faut rendre pour mettre un terme aux fantaisies et aux partialités d'Anastasia, si c'est elle qui est coupable, ou du Conseil fédéral, si ce n'est que lui qui a voulu cette poursuite.

La Censure commet, en effet, nécessairement de profondes injustices; d'abord, elle ne voit pas tout; ensuite, *volens nolens*, elle applique une jurisprudence différente, selon ses affinités et ses tendances.

M. Comtesse constate, à cet égard, et nous le savons tous, que lorsqu'une multitude
« d'écrits, de pamphlets, se répandaient en
« Suisse, pour calomnier et *outrager* la mal-
« heureuse *Belgique*, et son souverain, au-

« cun d'eux n'a été prohibé, ni même cen-
« suré ! *La Censure est restée muette ! Elle*
« *dormait !* Et on aurait pu lui appliquer
« cette charmante définition du mandarin chi-
« nois qui disait : « La Censure n'est point
« un métier difficile, pourvu que l'on dispose
« de cinq instruments, une paire de ciseaux,
« avec deux poids et deux mesures ! »

Deux poids et deux mesures ! C'est bien cela !

J'ai ici quelques numéros, choisis au hasard, du *Simplicissimus*, journal allemand qui est abondamment répandu en Suisse allemande et que l'on trouve dans tous les kiosques, tous les cafés, tous les hôtels, même chez nous.

Mon intention n'est pas de vous décrire toutes les images que j'y ai trouvées, et qui pourraient être poursuivies, au même titre que celle de Raemaekers, mais, en les mettant sous vos yeux, je constate que l'on y voit, entre autres :

a) *John Bull* écrasant les Russes à coups de bottes.

— Ce qui, du point de vue de M. le Procureur général, devrait être une injure au peuple *anglais*.

b) *L'Angleterre*, en squelette, disant :

Je corromps celui qui ne me sert pas, celui qui me sert, je le tue.

Outrage à l'Angleterre !

c) *Le roi d'Italie*, assassinant un Grec et lui disant : *Etes-vous tout à fait épuisé ?* et lui volant ses chaussures.

Outrage au roi Victor-Emmanuel.

d) *L'Angleterre*, en squelette, conduisant des soldats français à la mort, avec la devise : *Dulce et decorum est pro Britannia mori*.

Injure à la France.

e) *Le roi de Roumanie*, dans un cercueil, disant : *Jamais je ne ferai la paix !*

Outrage au roi Ferdinand.

f) *Progrom allemand*. « En Amérique, nous faisons sauter tous les coffres-forts allemands. A défaut de plans de conspiration, nous y trouvons de l'argent. »

Accusation de vol contre le gouvernement des Etats-Unis !

g) Une autre où l'on voit le roi d'Italie sur le... Pô !

h) Caricature contre le roi *George* d'Angleterre, représenté avec une figure d'ivrogne, convulsée.

A Lloyd George, lui disant : *Nous sommes en face d'une crise grave*; il répond : *Avez-vous du blé pour mon whisky ?*

Injure contre le roi George.

Mais injure personnelle, outrage personnel, attribuant un vice spécial au souverain !

Il y a encore un Anglais volant des valeurs dans des lettres chargées, l'*Empereur* de Russie, dans son lit, entouré d'assassins anglais, etc., etc.

A-t-on saisi ces caricatures ?

Et, pour finir, voici un numéro de *Jugend* (n^o 41 de 1915).

On y voit le roi *Pierre* sur un arbre, avec la légende : *Der Serbische Galgenvogel*. Le gibier de potence serbe. Et il dit :

Je m'écorche la gorge à appeler l'aide russe ! La semaine prochaine, je ferai insérer dans la *Neue Freie Presse* :

Le nid de brigands est à vendre !

Ah ! Messieurs du Conseil fédéral, M. le Procureur général, avouez que vous ne voyez que ce que vous voulez voir. *Oculos habent et non videbunt !*

Les faits parlent assez haut. Vous possédez les cinq instruments du mandarin chinois !

Après toutes ces parenthèses, nous sommes arrivés au bout de l'examen de la planche 44, dans laquelle, j'en suis persuadé, vous ne réussirez pas à voir autre chose qu'une simple caricature politique, sans caractère outrageant.

XII. Voici venir l'image n° 71.

Elle a trait à l'assassinat de *Miss Cavell*.

L'Empereur soulève un rideau, et l'on voit le cadavre de la martyre.

Apportez-moi maintenant, dit-il, la protestation américaine.



Louis Raemaekers. —

N° 71 — *Après le meurtre de Miss Cavell.*

GUILLAUME : Apportez-moi maintenant
la protestation américaine !



N° 57 — *Le cauchemar d'Hérode.*

Où est l'injure ?

L'Allemagne a-t-elle, oui ou non, tué Miss Cavell ?

N'a-t-elle pas déclaré, nous l'avons vu, qu'elle avait voulu faire un exemple ?

L'Amérique ayant protesté contre les violations du droit des gens, et l'Allemagne ayant refusé de faire droit à ses réclamations, les Etats-Unis sont entrés en guerre.

Dans sa phrase, l'Empereur montre le peu de cas qu'il faisait de ces représentations; il a peut-être regretté, depuis, cette mésestime, et lorsque *cinq millions* d'Américains seront en Europe, il changera peut-être de point de vue.

XIII. Mais je m'aperçois que j'ai sauté la planche 57 : *Le cauchemar d'Hérode*.

L'Empereur, qu'on reconnaît à sa couronne, car il ne laisse voir qu'une faible partie de son visage, qu'il voile de son manteau, est entouré de têtes d'enfants qui se noient et appellent, avec angoisse, au secours !

J'ai cherché dans le *Nouveau Testament*, dans l'Evangile selon St-Mathieu, s'il y est fait mention d'un cauchemar d'Hérode, et je n'ai rien trouvé.

Hérode ayant appris qu'un enfant était né à Bethléem, qui devait être le roi des Juifs, voulut le prendre pour le tuer, mais un ange dit à Joseph : « Levez-vous, prenez l'enfant et sa mère, fuyez en Egypte. » Et Joseph s'enfuit avec eux. Alors Hérode entra dans une grande colère et envoya tuer tous les enfants jusqu'à l'âge de 2 ans qui étaient dans Bethléem et aux environs. Ce fut alors que s'accomplit cette parole du prophète Jérémie :

« *On a entendu un grand bruit dans Rama, des plaintes et des cris lamentables; c'est Rachel qui pleure ses enfants.* » Mais St-Mathieu ne parle nullement d'un cauchemar d'Hérode.

Les hommes qui sont capables d'ordonner de semblables massacres, de déchaîner les cataclysmes où s'effondrent, par millions, et

dans des fleuves de sang, les existences humaines, où les villes flambent, où les fertiles campagnes sont transformées en déserts, ces hommes-là, chez lesquels la cruauté est de droit divin, comme la couronne, n'ont pas de remords, et ils dorment paisiblement.

Raemaekers s'est donc trompé en parlant d'un songe qui ne s'est jamais produit.

Quant aux enfants morts partout, sur terre et sur mer, et par ordre des chefs de la nation allemande, les enfants des Flandres, les enfants de France, les enfants du *Lusitania* et du *Falaba*, leurs voix peuvent passer à travers la tempête; elles ne monteront pas jusqu'au trône des souverains insensibles qui ont créé la guerre.

Hérode est mort bien tranquille et les ombres des petits Hébreux qu'il fit tuer ne troublèrent pas plus le calme de ses nuits que celles des pauvres petits passagers du *Lusitania*, que la glorieuse marine de S. M. a noyés dans les flots, ne hantèrent celles de l'Empereur germain.

L'Empereur n'a-t-il pas dit que la guerre est *fraîche* et *joyeuse* ? Joyeuses sont les heures où les navires coulent, chargés de femmes et d'enfants, joyeuses sont les nouvelles de mort, et joyeuses les illuminations de Berlin.

Dormez donc, Sire. Mais que peut vous faire, à vous qui brandissez l'épée à la pointe acérée, et qui faites tuer tant de gens, *cette piqure de moustique*, ce petit coup de crayon hollandais ? Cette susceptibilité n'est pas digne d'une grande âme. On est Hérode ou on ne l'est pas. Soyez donc logique dans votre joie, votre fraîcheur et votre insensibilité !

XIV. Dans la planche 86, nous voyons quatre cambrioleurs.

Guillaume II, François-Joseph, le Sultan et Ferdinand de Bulgarie, armés de poignards.

L'Empereur leur dit : *Gott mit uns ! Au commandement « Gott mit uns », vous vous jetterez dessus !*



N° 86 — *Gott mit uns !*

Dieu est avec nous ! Au commandement : Dieu est avec nous,
vous vous jetterez dessus !

Si cette image qui n'est, chose étrange, poursuivie qu'à raison de l'outrage fait à Guillaume II, et non en ce qui touche ses trois compères et comparses, devait signifier que ces quatre souverains ont attendu, sur un grand chemin, un *nouveau riche* pour l'égorger, il est bien évident qu'elle serait outrageante et condamnable. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit !

Vous vous jetterez sur quoi ? sur qui ?

Evidemment sur l'ennemi, sur la Serbie qu'il faut soi-disant châtier pour le crime de Sarajevo sur les causes et les préparations duquel le dernier mot n'a pas encore été dit; sur la Belgique, coupable de loyauté et d'honneur; sur la France, à laquelle il faut voler des mines, des territoires et des milliards; sur l'ennemi, en un mot; sur tous les faibles qu'il faut écraser, et sur ceux que l'on croit faibles et qui pourtant se défendent victorieusement; sur *la misérable petite armée anglaise devenue un invincible adversaire !*

Il faut se jeter sur tout cela, et sur les

blés de la Roumanie, et sur ses pétroles, sur les usines belges, sur les bassins de Briey; enfin, sur tout ce qui peut se prendre par la violence et le droit du plus fort !

Voilà sur quoi vous vous jetterez, sans parler des coffres-forts des Etats et des particuliers.

Et, en cela, vous êtes conséquents avec vos principes ! C'est la guerre !

Mais ne vous voilez donc pas la face, ô honnêtes gens ! et ne nous poursuivez pas !

Il n'est pas indifférent de rapporter ici quelques-uns des principes dirigeants de la théorie politique germanique. Les petits et les faibles feront bien de les écouter et de s'en souvenir.

« L'Etat national, dit le professeur Las-
« son (*La guerre et l'idéal de la culture*,
« 1868), qui réalise la plus haute forme de
« culture de la race, ne peut se constituer
« que par la *destruction* des autres Etats,
« et cela ne peut, *logiquement*, s'effectuer
« que par la *violence*. »

« *La contrainte* seule assure l'exécution du
« *droit.* »

« Quand la résistance de l'adversaire a été
« brisée, le *nouvel* état de choses *sera aussi*
« *digne de respect (?) que le précédent.* »

« On observe les traités par *intérêt*, non
« *par respect du droit !* »

« Le *faible* est la *proie* du plus fort quand
« celui-ci le *veut* et le *peut.* » « C'est moral
« et *rationnel !* »

Des neutres. (Ecoutez ceci, Messieurs de
Berne !)

« Un Etat qui ne peut exister et se dé-
« fendre par ses propres moyens (par exemple
« la Suisse de 4,000,000 d'âmes contre 100
« millions d'Allemands !) est une *caricature*
« *d'Etat.* Il doit obéir au *Barbare* dont l'or-
« ganisation est supérieure ! »

Et voici pour la *Belgique* :

« Le faible se flatte volontiers de l'invio-
« labilité des traités qui lui assure sa misé-
« rable existence. Mais la guerre est juste-
« ment là pour lui montrer qu'un traité a pu

« être mauvais; il n'y a qu'une garantie :
« une force militaire suffisante. »

Et la conclusion en est que, au nom de la force, de par le droit de la force, qui permet et justifie tout, vous avez le droit de tout faire.

Donc : *Jetez-vous dessus !* comme dit Raemaekers. Prenez tout, saccagez tout, volez tout ! Quand vous aurez prouvé que vous êtes les plus forts, vous serez infiniment *respectables*, et ce sont vos victimes qui tomberont dans le mépris !

Au Congrès du parti conservateur allemand, tenu en janvier 1918 (c'est d'hier), le général *von Liebert*, après avoir déclaré que M. *Girard*, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, était le *plus grand criminel* qui soit au monde, a dit :

Pour nous, il n'existe qu'un principe, la force prime le droit ! Toute sentimentalité doit être mise de côté. Nous voulons la Courlande, la Belgique et le Nord de la France. Tant pis pour la nation française qui est

punie par la malédiction de Dieu ! Nous la saignerons à blanc !

Et le journal *Welt am Montag*, qui rapporte ce beau discours, ajoute : *Ces paroles ont été accueillies par un tonnerre d'applaudissements !*

Et allez donc, Messieurs ! Voilà au moins de la franchise. Vous voulez cambrioler le monde, le poignard à la main, et vous ne cachez pas vos pinces, monseigneur.

Mais, alors, pourquoi vous plaignez-vous de ce que Raemaekers vous représente sous le véritable uniforme qui sied à des gens de votre espèce !

Et pourquoi, Messieurs de la Censure ou du Parquet fédéral, faire, dans le cas de cette planche, usage de vos fausses balances ? Car je vais *vous mettre sous les yeux* le n^o du *Simplicissimus* du 17 juillet 1917, qui contient une caricature *absolument semblable*, comme sens, au 86, de Raemaekers.

On y voit le roi d'Italie, le général Sarraïl et un Anglais, armés de poignards et de

revolvers, pénétrer dans une maison que leur ouvre Venizelos, et où ils entrent par trahison, comme des voleurs !

Il n'y a aucune différence de conception entre cette image et celle de Raemaekers, — il n'y a que les personnages de changés, avec cette différence encore que l'accusation contre Venizelos est sans fondement.

M. le Procureur général, avez-vous saisi ce *Simplicissimus* ? Non. — Tolérance pour les uns, intolérance pour les autres !

Attitude déplorable. — Poursuivez tout, ou tolérez tout, mais pas de passe-droits !

XV. La dernière planche est le n° 100.

Guillaume II, en Juif errant, s'écrie : « J'ai péché contre le Christ — ou plutôt : *j'ai outragé le Christ et maintenant j'erre, sans cesse, à la recherche d'une paix introuvable.* »

L'injure pourrait résider dans les mots : *j'ai outragé le Christ*, mais l'auteur ne dit pas comment.



N° 100 — *Le Juif Errant.*

J'ai outragé le Christ et maintenant j'erre sans cesse
à la recherche d'une paix introuvable.

Le Christ a dit : *Paix et bienveillance entre les hommes !*

Aimez-vous les uns les autres.

Celui qui frappe avec l'épée périra par l'épée.

Rendez à César ce qui est à César.

Il a dit aussi :

Laissez venir à moi les petits enfants.

Mais vous, Sire, vous avez déchaîné la guerre et la haine entre les hommes ;

vous avez fait tuer des millions d'êtres ;

vous enlevez aux peuples ce qui leur appartient, pour vous l'approprier...

Et vous faites tout cela en invoquant votre vieux *Dieu allemand !*

Qui est donc ce vieux Dieu ?

C'est *Henri Heine* qui va nous le dire :

« Le christianisme a adouci, jusqu'à un
« certain point, cette brutale ardeur bel-
« liqueuse des Germains (on voit bien que
« le *prussien libéré*, comme il s'appelait, écri-
« vait il y a plus d'un demi-siècle !) — Mais
« il n'a pu la détruire, et quand la Croix, ce

« talisman qui l'enchaîne, viendra à se briser,
« alors débordera de nouveau la férocité des
« anciens combattants. Alors, et ce *jour-là*,
« hélas, *viendra*, les vieilles divinités guer-
« rières se lèveront de leurs tombeaux fabu-
« leux, essuieront de leurs yeux la poussière
« séculaire. *Thor* se dressera, avec son mar-
« teau gigantesque, et *démolira les cathé-
« drales gothiques !* »

Cette effroyable prophétie s'est réalisée. Les vieilles cathédrales sont en ruines, Thor les a écrasées partout ; à Reims, à Soissons, à Péronne, les temples de la foi chrétienne ont été abattus et quelques soldats s'y sont même livrés à d'ignobles profanations ! (Voir le carnet cité par Bédier).

Vous avez donc, Sire, poursuivi le Christ dans ses sanctuaires où vos reîtres ont tout saccagé !

Dans l'album intitulé *La guerre allemande et le catholicisme*, on peut voir, en photographies, les cadavres des Eglises de *Saint-Pierre* à Louvain, de *Saint-Rombault* à Ma-

lines, de celle de *Pervyse*, avec les objets du culte et l'autel profanés, celles d'*Ypres*, de *Visé*, de *Nieuport*, de *Ramscapelle*, et, en France, sans parler de Reims, outre celles que nous avons déjà nommées, les églises de *Suippes*, d'*Albert*, d'*Hébuterne*, de *Barcy*, de *Revigny* et de *Gerbeviller* où le tabernacle a été cambriolé, le saint-ciboire fusillé, les vases sacrés mutilés, etc., etc. Et il y en a d'autres, par centaines !

Donc vous avez, Sire, si ce n'est personnellement, du moins par vos armées, agissant par vos ordres, *terriblement outragé le Christ !*

Vous l'avez outragé en transgressant ses commandements de charité et de morale, en exaltant la violence, en opprimant les faibles, et en les dépouillant.

Vous l'avez outragé en détruisant ses demeures terrestres, ces églises que la foi lui avait élevées dans des temps où votre mal-faisante Kultur n'existait pas, et que, pendant des siècles, tous les soldats du monde

avaient considérées comme des asiles, sacrés, intangibles et inviolables !

Jamais de telles horreurs n'avaient été commises, par une nation civilisée, et vous en porterez la responsabilité devant les hommes et devant Dieu !

La paix que vous cherchez (vous voyez que je suis en plein dans mon sujet, celui de la planche n° 100) — je ne sais si vous l'obtiendrez, mais, si cela était, il faudrait désespérer de la Justice.

Votre politique, cauteleuse et brutale tour à tour, les pièges que vous avez tendus à l'Europe, la guerre que vous cherchiez depuis des années, tout en proclamant votre pacifisme, l'achat des consciences par une organisation perfectionnée d'espionnage et de corruption, — et tout ce que vous avez fait depuis bientôt quatre ans de guerre, tout cela ne rentre-t-il pas dans la formule de Raemaekers ?

On conçoit parfaitement que cette évocation du Juif errant soit venue à l'esprit de

l'artiste. Elle s'est imposée à lui comme à tant d'autres.

L'estampe n^o 100 n'est pas outrageante, vous l'écarterez du débat. Elle est strictement vraie !

Raemaekers voit en Guillaume II l'image même de la guerre, et, en le combattant, c'est la guerre qu'il combat. En cela, il reste le philosophe et l'artiste.

MESSIEURS DE LA COUR FÉDÉRALE.

Je vous remercie de la bienveillante attention que vous m'avez prêtée.

J'arrive au bout d'une tâche qui n'a pas été sans quelque fatigue pour un homme de mon âge.

Quand Vuille m'a appelé, j'ai répondu : *Présent !*

Présent, pour défendre des principes qui sont ceux de tous les bons Suisses, qui sont notre patrimoine commun, ce patrimoine que nous devons considérer non seulement dans le

présent, mais encore dans l'avenir, et qui doit rester inaliénable, ces deux biens qui nous sont chers, plus que tout au monde, notre sol intangible et nos libertés.

Présent, pour manifester aux peuples menacés ou foulés aux pieds, la sympathie qu'éprouvent pour leur cause les amis du droit et de la Justice !

Présent, pour défendre un ami qui est un homme de cœur et de bonne foi, et qui a voulu, sur les traces de Raemaekers, soulager sa conscience et dire à ses concitoyens : « *Voyez, voilà ce qu'ils ont fait ! De tels faits ne doivent plus se produire !* Il faut que l'humanité se libère du militarisme prussien qui est à la base de tous ces crimes ! »

Pour rien au monde, je n'aurais tenté de me soustraire à la mission honorable dont Vuille me chargeait.

Puissé-je avoir réussi à vous convaincre, Messieurs, et à vous faire partager ma persuasion que si la Cour fédérale fait un exemple, ce n'est pas contre la liberté qu'il faut

le faire, mais contre la contrainte; de telle façon qu'il ressorte de votre verdict, un grand enseignement pour nos Autorités fédérales, qui doivent renoncer à s'engager plus avant dans la voie déplorable où elles se sont fourvoyées. Il faut que désormais l'on ne parle plus, en Suisse, de procès de ce genre, intentés et poursuivis dans de pareilles conditions. La voix de la conscience publique doit pouvoir se faire entendre, par la presse, par l'image, par la parole. Toutes ces entraves doivent disparaître, la licence devant être réfrénée quand il le faudra, cela va sans dire, mais par l'application régulière et normale de la Constitution et des lois, et non par le jeu d'Ordonnances provisoires qui peuvent jeter avec le temps, dans notre pays, de tristes ferments de mécontentement et de discorde.

Je vous demande d'acquitter mon ami Vuille.

Je sais à quels hommes je m'adresse; je connais, Messieurs, vos sentiments de haute justice et c'est avec confiance que j'attends

de vous, Messieurs de la Cour pénale fédérale, une sentence qui soit vraiment humaine et vraiment démocratique.

J'ai dit.



L'ACCUSÉ

Plaidoirie de M^e Charles Vuille

Le 31 janvier, M^e Ch. Vuille présente personnellement sa défense en ces termes :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT.

MESSIEURS LES JUGES,

MONSIEUR L'EXTRAORDINAIRE

PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION!

Ce n'est pas sans une certaine émotion, mais c'est sans crainte que je me présente aujourd'hui devant vous !

Il est douloureux, en effet, vous le comprendrez certainement, pour un vieil avocat qui plaide devant vous depuis de longues années, et qui croit avoir conquis votre estime, de comparaître sur ce banc d'infamie où s'asseoient journellement des fraudeurs, des accapareurs et des espions.

Mais, Messieurs, je suis convaincu que je ne sortirai pas de cette audience diminué le moins du monde dans mon honneur, et demeure persuadé que votre arrêt, quel qu'il soit, qu'il me condamne ou m'absolve, demeurera, dans nos archives de famille, comme le plus beau souvenir qui restera de moi.

Vous avez entendu hier, Messieurs, l'admirable plaidoirie de mon éminent défenseur M^e F. Raisin. Je suis fier d'avoir été l'élève d'un pareil Maître, dont je suis resté l'ami, et qui, inlassablement, dans les heures difficiles, m'a soutenu et conseillé, a toujours été pour moi le guide précieux, le bras fort et vigoureux sur lequel j'ai aimé à m'appuyer.

Vous avez, Monsieur le Procureur général, prononcé contre moi un réquisitoire modéré à la forme et je suppose que, bien que vous ayez conclu à l'application du maximum de l'amende, je dois peut-être encore vous rendre grâce de n'avoir pas requis une condamnation à la prison !... Mais vous me permettrez d'ajouter que l'on sentait que vous parliez

sans conviction, en homme qui soutient une cause injuste et indéfendable, et nous avons eu ici le sentiment très net, que vous devez aujourd'hui vivement regretter que ce débat ait vu le feu de l'audience.

Cela dit, je rappelle brièvement les faits qui sont à l'origine de la présente poursuite. Et pour cela, Messieurs, je suis obligé de m'excuser d'avance si je puis paraître à certains moments faire ma propre apologie.

Certes le « moi » est odieux, mais je suis ici un inculpé ; je me défends, ce qui me crée quelques droits à votre indulgence.

On m'a accusé d'être un violent, d'être excessif dans la manifestation de mes opinions.

Il n'y a de vrai que ceci : J'ai toujours eu un cœur très accessible à la pitié et profondément sensible au spectacle de la souffrance d'autrui ; dès ma prime enfance, mon âme s'est révoltée devant toute injustice. Arrivé à l'âge d'homme, je me suis juré que j'aurais un idéal et que je me consacrerai avec énergie et désintéressement à la défense

de tout opprimé dont la cause me paraîtrait juste, et bien avant les événements actuels, on m'a vu rompre des lances en faveur des Dreyfus et des Bertoni, des Ferrer, des Wasiliew et d'autres encore.

Dans son cours d'anatomie comparée, l'illustre Professeur Carl Vogt nous décrivait l'*amphioxus*, le chaînon entre les vertébrés et les invertébrés, organisme gélatineux et amorphe, dont la nécessité dans l'échelle des êtres s'explique mal.

Tel apparaît, dans les conjonctures actuelles, le neutre ou plutôt le « neutral », cet être inconsistant, ni vertébré ni invertébré, ni chair ni poisson, qui ne peut souffrir ni tolérer que rien vienne troubler son repos et sa béate tranquillité.

Ainsi que le disait, dans son langage énergique et savoureux, l'ancien Président des Etats-Unis Roosevelt : « Depuis Ponce Pilate, il y a toujours eu des Neutres ! »

Eh bien, Messieurs, de ces Neutres-là, je n'en suis pas et n'en serai jamais, et c'est pour

cela que, dès le 4 août 1914, profondément ému, comme tous mes compatriotes de la Suisse romande, par l'ignoble et infâme envahissement de la Belgique par les armées allemandes, j'ai clamé mon indignation de cette violation de la foi jurée et mon horreur des atrocités commises.

Comment toute conscience droite pouvait-elle admettre ce coup de sabre déchirant les traités au bas desquels l'Allemagne avait mis sa signature et approuver la violation de la neutralité d'un petit pays, cyniquement avouée dans la fameuse phrase :

« Not kennt kein Gebot ! »

Et notre émotion, notre horreur n'ont fait que grandir et s'accroître au récit des crimes allemands perpétrés dans la malheureuse Belgique !

Sous l'impression de ces sentiments, je publiais en septembre 1914 une brochure sous le titre « Haines nécessaires », où je crois avoir, le premier, formulé l'amer regret que la

Suisse n'eût pas, dès la première heure, protesté énergiquement et fermement contre la violation des territoires luxembourgeois et belge.

Rien ne s'y opposait; rien ne faisait obstacle à ce geste qui eût hautement honoré la Suisse.

Comme les individus, les nations doivent avoir une conscience du droit et de la justice.

Et je vous le demande, Messieurs, quelle haute situation morale, quelle autorité cette protestation ne nous eût-elle pas conquise dans l'opinion mondiale, nous permettant peut-être, l'heure venue, de prendre l'initiative d'une action en vue de provoquer la paix ?

Hélas ! nos gouvernants d'alors ne l'ont point voulu !

Où étaient alors les magistrats de cœur et d'énergie, capables d'un pareil geste, les Dubs, les Welti, les Numa Droz, les Louis Ruchonnet et les Schenk ?...

La protestation officielle espérée et nécessaire s'est produite enfin aux Chambres fédé-

rales en décembre 1914, par la voix autorisée de notre vénérable et éminent concitoyen, Monsieur Henri Fazy... mais nous avons perdu quatre mois !...

Et cette protestation, nous devons la faire entendre, non seulement par sympathie, pour un pays ami odieusement lésé dans ses droits, mais quand nous n'aurions eu pour nous y déterminer qu'un égoïste intérêt.

Croyez-vous, Messieurs, en effet, que si, en raison des constatations de sa visite de 1913, l'Empereur ne nous eût cru mieux armés et plus difficiles à vaincre que la Belgique, il eût hésité un instant à violer notre neutralité, et à envahir notre territoire ?

Et c'est là l'angoisse qui nous étreint le cœur et qui fait que, dans la Suisse romande, non seulement nous sommes sympathiques aux Alliés, mais que nous souhaitons *ardemment leur triomphe*.

Qu'en serait-il de nous si par malheur l'Allemagne triomphait ?

Elle nous imposerait sa loi et son hégé-

monie comme aux peuples vaincus et c'en serait fait pour nous de six siècles de liberté et de fière indépendance!

Est-ce cela que vous voulez, ô nos chers compatriotes des bords de l'Aar ou de la Limmat ?

Malgré les excitations de certaine presse vendue ou inconsciente, qui persiste à approuver envers et contre tous les crimes allemands, nous ne pouvons croire qu'elle reflète l'opinion du peuple foncièrement honnête de notre *Suisse alémanique*.

Mais comment, m'ont dit parfois quelques amis de Berne ou Zurich, vous qui faisiez partie de la Société de la Paix, qui passiez pour un Pacifiste convaincu, vous voulez donc que cette atroce guerre continue, que des torrents de sang coulent encore ?

A cela je répons, comme notre président d'Estournelles de Constant, que c'est là une abominable nécessité, et que, comme l'ont proclamé les Wilson, les Lloyd George, les Clemenceau, les Carton de Wiart, la guerre ne

peut finir que sur une victoire définitive de l'Entente qui assurera aux peuples lésés les réparations et les restitutions nécessaires, et leur donnera toutes les garanties indispensables contre de nouvelles agressions.

C'est parce que nous sommes profondément et sincèrement pacifistes, que nous voulons la continuation de la lutte *jusqu'au bout*, afin que nos enfants n'aient pas à revivre les heures terribles que nous avons vécues !

On ne doit plus faire aucun fond sur la parole de l'Allemagne. Elle se parjurera demain comme elle s'est parjurée hier ; elle violera les conventions qu'elle signera, comme elle a violé celles de 1831, de 1839 et de 1907.

Il est donc nécessaire, pour assurer la paix du monde, que la *superbe* de l'Allemagne soit abattue, que le *militarisme prussien* soit écrasé, que la bête féroce d'Outre-Rhin ait les ongles et les dents tellement *rognés* et *limés* qu'elle ne puisse plus griffer ni mordre ! Il faut que pendant des lustres et des lustres, l'Alle-

magne devienne *Deutschland unter Alles* et qu'à tout jamais les *Hohenzollern* tombent au rang de *Niederzollern*.

A ce prix-là seulement, le monde retrouvera la paix tant désirée.

Et, Messieurs, une fois ce préambule fait, j'en arrive au procès actuel.

Ainsi que je le disais dans mon interrogatoire, je me suis rendu à Grenoble en novembre 1916 voir des parents qui revenaient du front.

J'ai eu de vives discussions avec des amis français qui faisaient d'amers reproches aux Suisses et qui, impressionnés par mes arguments, me demandèrent de donner une conférence, ce que je fis.

Vous avez vu, Messieurs, *si toutefois vous avez pris la peine de lire* la brochure versée au dossier, que j'ai, dans la mesure du possible, soutenu notre gouvernement et exposé la véritable opinion, que je crois être celle du peuple honnête et sain de la Suisse alé-

manique ; j'ai été écouté avec attention et bienveillance et ai eu le sentiment que mes explications avaient porté.

Au cours de cette visite à Grenoble, j'eus l'occasion de visiter l'exposition d'une collection de cent estampes de l'admirable artiste Raemaekers.

Je fus tellement impressionné de cette vision, que je me décidai à faire l'acquisition de la collection de ces gravures en vue d'organiser une série d'expositions en Suisse.

Non seulement je voulais montrer à mes concitoyens une œuvre artistique de toute beauté, mais encore les éclairer et augmenter encore dans leur esprit, l'horreur que doivent inspirer à tout honnête homme, les crimes allemands !

Organisée à Genève, d'abord, cette Exposition a eu un succès tel, qu'après l'avoir fermée au bout de quinze jours, j'ai dû, à la requête de nombreuses personnes, la rouvrir pendant dix jours.

Et cependant, le jour de l'ouverture, ainsi

que vous le savez, neuf planches avaient été saisies ou supprimées !

Je pouvais dès lors me croire en toute sécurité, lorsque, l'avant-veille de la fermeture de la seconde exposition, il me fut séquestré encore quarante-six planches sur la dénonciation d'une femme, agent, dit-on, de M. de Romberg, et qui habiterait Boulevard des Philosophes.

Une instruction fut ouverte contre moi, à la suite de laquelle je fus poursuivi pour l'exposition de seize planches, — la saisie n'étant maintenue toutefois que sur huit d'entre elles.

Vous les avez vues, Messieurs, nous les avons commentées et analysées, et vous avez pu juger du discernement et de l'intelligence qui ont présidé à leur séquestre.

Et permettez-moi ici, Messieurs, de dire quelques mots de la censure, notre sympathique Anastasie fédérale, et de la façon dont elle a compris son rôle.

Je veux admettre encore, Messieurs, qu'en temps de guerre, une censure *militaire* fût

nécessaire, et qu'il fût même indispensable, dans l'intérêt de notre sécurité, de vérifier les dépêches et surveiller les renseignements fournis, mais, n'était-il pas contraire à toutes nos traditions libérales et à notre Constitution, de créer un office de contrôle de la presse ou des diverses publications qui voyaient le jour ?

On peut dire que cela n'avait aucune utilité quelconque, et que la censure n'a pas empêché ceux qui tenaient une plume ou un crayon de livrer au public les manifestations écrites ou graphiques de leur réprobation, de leur indignation, ou de leur sympathie.

Et la Commission de censure a exercé ses attributions, nous le disons avec chagrin et regret, sans aucune impartialité, ainsi que cela résulte d'un très remarquable article du *National Suisse*, dû à la plume d'un ancien magistrat qui a occupé les plus hautes charges dans nos Conseils.

Nous nous permettons d'en reproduire le paragraphe suivant :

« La Commission de censure a été récem-

« ment dans sa lamentable inconscience jus-
« qu'à interdire, sur les injonctions de M.
« de Romberg, — l'exposition publique du
« livre de l'éminent président du Conseil des
« ministres de France, M. G. Clemenceau,
« intitulé : *La France devant l'Allemagne*.

« Une de nos connaissances, (dit l'auteur de
« l'article), a eu la curiosité de cataloguer
« autant que cela lui était possible, les écrits,
« journaux et dessins que la censure a bla-
« més ou prohibés depuis la guerre, en même
« temps qu'elle a fait une collection, sans
« doute incomplète, de ceux qui ont échappé
« à l'attention de la censure ou qu'elle a
« cru devoir laisser passer et qui contenaient
« non seulement des choses inconvenantes et
« reprehensibles au point de vue diplomatique,
« mais ayant très souvent un caractère inju-
« rieux pour l'une ou l'autre des puissances
« belligérantes. Le rapprochement de ces do-
« cuments met bien en relief l'insuffisance
« et l'ineptie de l'institution de la censure.
« On y voit entre autres les articles du *Tag-*

« *blatt*, de Berne, qui auraient dû motiver
« la censure et même la suspension de ce
« journal bien plus que l'article publié par la
« *Gazette de Lausanne* émanant, si nous nous
« souvenons bien, de la plume du profes-
« seur Mercier et qui a été atteint par la
« censure. On y voit aussi des dessins du
« *Simplicissimus*, entre autres, une caricature
« grossière et injurieuse pour le pauvre roi
« de Serbie, qui ont été vendus sans entrave,
« et d'autres encore ! »

« On ne peut vraiment pousser plus loin
« l'absence de mesure, de tact et de sens
« diplomatique !! »

Certainement l'honorable M. Clemenceau, avec sa belle humeur habituelle, aura été le premier à rire de la décision ci-dessus rappelée qui n'a fait que rendre plus populaire son admirable volume, mais, malheureusement, cette mesure grotesque a soulevé en France, — j'ai pu le constater à Paris même ces derniers jours, — une légitime irritation,

et en Suisse, chez tous ceux qui n'aiment pas à se voir couvrir de ridicule vis-à-vis de l'étranger, une profonde indignation.

Et, Messieurs, permettez-moi de vous raconter un fait personnel qui vous démontrera l'influence du Ministre d'Allemagne sur cette ineffable Commission de censure.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire, j'ai publié, à l'occasion du présent procès, et sous le titre : *Pourquoi*, la conférence prononcée à Grenoble. Elle fut mise en vente dans le courant de l'été. Un peu plus tard, *j'ai voulu avoir une preuve irrécusable de ce que je n'ignorais pas*, soit de l'action exercée par le Ministre d'Allemagne sur notre inestimable Commission, et j'ai adressé la dite brochure à Monsieur le Ministre Romberg avec cette annotation manuscrite :

« *Wirklich abscheulich !* »

« *Was warten Sie denn um gegen den Kerl zu klagen ?* »

(Vraiment dégoûtant ! Qu'attendez-vous donc pour porter plainte contre ce Monsieur ?)

Ah, Messieurs ! le résultat ne s'est pas fait attendre.

Avec ce flair d'artilleur et cette perspicacité qui distinguent les diplomates allemands, M. de Romberg, se figurant que le pli provenait d'un de ses compatriotes indignés, invitait la censure à sévir, et le 29 novembre, cette dernière interdisait à l'Agence des journaux l'exposition et la vente publique de ma brochure.

C'est la seule fois de ma vie que j'aie pris le voile de l'anonymat, — qui m'inspire un profond mépris, — mais on ne saurait m'en vouloir de ce petit subterfuge qui a réussi à démasquer ces Messieurs.

Inutile d'ajouter que la Commission n'avait même pas daigné m'aviser, moi, le principal intéressé, de la mesure prise à mon égard !

Voyons, maintenant, Messieurs, les planches saisies.

J'ai laissé à mon éminent confrère et cher ami, M^e Raisin, le soin de vous en faire l'exégèse, de les analyser, et de vous démontrer, à la lumière des textes juridiques, que,

si cinglantes qu'elles soient, si dures qu'elles puissent paraître, le génie de Raemaekers était en droit de les concevoir, de les dessiner et de les graver et que je ne saurais être condamné pour les avoir exposées.

Ah ! Messieurs, n'attendez pas de moi que j'invoque, pour me justifier, *l'étonnante théorie de la culpabilité objective et de l'innocence subjective*, — théorie pouvant autoriser et justifier tous les débordements, — dont le chef de notre Etat-major n'a pas craint de se faire l'apologiste et que le Conseil de guerre a faite sienne, dans le lamentable procès dit « des Colonels ».

Nous avons eu une consolation, très mince, il est vrai ! Le général Wille, (auquel il sera peut-être beaucoup pardonné à cause de ce geste), a, malgré l'acquiescement, puni disciplinairement les deux colonels félons et traîtres à leur devoir et donné ainsi, à l'opinion publique suisse justement indignée, une satisfaction qui, bien qu'insuffisante, a quelque peu soulagé notre conscience.

Cette satisfaction fut cependant incomplète, car le Conseil fédéral eut la faiblesse de ne pas demander le rappel des instigateurs du délit, notamment de certain attaché militaire qui continue cyniquement et imperturbablement son œuvre néfaste à Berne !

Et je n'oublie pas, Messieurs, que Monsieur le Juge d'instruction Calame avait implicitement admis que j'étais irrecherchable, si j'arrivais à faire la preuve que l'énormité et l'ignominie des atrocités allemandes dépassaient de beaucoup tout ce que nous en a révélé l'iconographie de Raemaekers.

C'est, du reste, la théorie que votre jurisprudence a proclamée en matière de diffamation et qui est celle du nouveau projet de Code pénal fédéral.

Cette preuve, l'ai-je rapportée ?

Je n'hésite pas à répondre par l'affirmative et j'ai pour moi *l'opinion de mon juge*, qui reconnaît que ces crimes sont établis par des documents méritant toute créance.

Comment, partant de ces prémisses, peut-il

conclure à mon renvoi devant votre Cour ? Je l'ignore, mais je l'en remercie, car il n'aurait pu me causer de plus grand chagrin qu'en concluant à un non-lieu et en m'empêchant de dire, enfin — *enfin publiquement*, — tout ce que j'ai sur le cœur !

Les atrocités allemandes dépassent, vous le savez, Messieurs, tout ce que l'imagination peut rêver de plus effroyable.

Il n'est pas un des articles de la convention de La Haye de 1907 et du règlement sur les usages de la guerre, en vue d'atténuer autant que possible ses maux, qui n'ait été transgressé par l'Allemagne.

Voici, Messieurs, en résumé, la sèche et lamentable énumération de ces lésions du droit et de ces crimes.

Après l'envahissement du Luxembourg et de la Belgique c'est :

Le massacre en masse de paisibles populations, hommes, femmes, prêtres, vieillards et enfants sous prétexte que les civils avaient tiré !



N° 93 — *Jugement suprême.*

C'est le bombardement, la mise à sac et le pillage des villes ouvertes.

C'est la destruction et l'incendie de Louvain et Malines, de Senlis et Péronne, de Dinant et tant d'autres localités, — Dinant où il reste 200 maisons sur 1400 !

C'est le martyre de Reims !...

C'est la destruction systématique des chefs-d'œuvre les plus précieux de l'art architectural, la cathédrale de Reims, les Halles et les monuments d'Ypres et d'Arras, etc. ;

Puis, ce sont les otages lâchement employés comme boucliers, les déportations en masse des malheureuses populations civiles.

C'est le torpillage sans avertissement des bateaux non armés, l'effroyable destruction du *Lusitania*, du *Sussex*, de navires-hôpitaux et des bâtiments et navires marchands neutres, — la guerre sous-marine à outrance.

C'est l'emploi des gaz asphyxiants, des bons empoisonnés, et des tubes de bacilles pouvant causer de terribles épidémies, que l'on trouve, comme à Bucarest, jusque dans

les jardins de la Légation d'Allemagne !...

Ce sont des *civils brûlés vifs*, des jeunes filles et même des vieilles femmes outragées et violées par une soldatesque ivre et féroce.

C'est, enfin, le trésor de la Belgique volé, les contributions illégales, c'est le vol et le cambriolage systématiquement organisés, pratiqués par l'ensemble des soldats et des officiers et même par des membres de la famille impériale, ainsi que nous le verrons.

Ce sont encore les déportations en masse des malheureuses populations du Nord de la France et de la Belgique, auxquelles l'Allemagne n'a mis un terme que sous l'explosion de l'indignation du monde entier.

Mais quelles preuves avons-nous donc de tous ces forfaits ?

Des documents que Monsieur le Juge d'Instruction Calame déclare « *impressionnants* » et dont « *l'autorité* » ne lui paraît pas pouvoir être contestée, notamment les rapports des commissions d'enquêtes française et belge.

Et Messieurs, j'ai eu le privilège de m'en-

tretenir, à plusieurs reprises, avec Monsieur Payelle, le si distingué Premier Président de la Cour des Comptes de Paris, Président de la Commission française d'enquête sur les atrocités allemandes, et avec Monsieur Carton de Wiart, l'éminent Ministre de la Justice belge, qui présida à l'organisation de la Commission belge analogue.

Il résulte de leurs déclarations confirmées par les rapports officiels, que le souci seul de la vérité et de la plus absolue impartialité a guidé les magistrats enquêteurs dans leur travail. Ils ont systématiquement écarté tous les témoignages de seconde main, toutes les personnes dont l'honorabilité et la véracité pouvaient être suspectées, ne retenant que les déclarations offrant toutes les garanties.

Ils arrivent à des constatations dont la lecture vous laisse haletants de colère et de haine et dont l'ignominie dépasse les imaginations les plus effarantes de l'auteur du *Jardin des Supplices* (Octave Mirbeau).

Je tiens notamment à vous rappeler deux ou

trois des crimes allemands les plus sauvages, les plus abominables, parce qu'on a essayé d'en masquer l'horreur sous les apparences légales.



Je veux parler en premier lieu de l'exécution de Miss Cavell et de celle du capitaine Fryatt.

Ainsi que vous le savez, Miss Cavell était une Anglaise de grand cœur, dont toute la vie avait été consacrée à des œuvres de philanthropie.

Restée à Bruxelles après la déclaration de guerre, elle commit le crime atroce d'héberger et de nourrir des soldats appartenant aux Alliés et de faciliter leur fuite !...

Poursuivie pour ce crime, elle fut jugée, condamnée et exécutée *à la hâte* sur les ordres de l'immonde Bissing, gouverneur de la Belgique, de peur que l'intervention du Ministre des Etats-Unis ne lui fît obtenir sa grâce.

Cet acte de vengeance implacable souleva dans le monde entier une vague d'horreur et de dégoût !

Fût-elle dix fois coupable, et elle ne l'était pas, — je relisais hier encore un article du *Journal de Genève*, qui l'établissait lumineusement, — on n'exécute pas une femme dans des conditions pareilles !



Plus monstrueux encore, au point de vue du droit, apparaît le procès du Capitaine Fryatt.

Ce dernier était un capitaine de la marine marchande anglaise, commandant le *Brussels* de la *Great Eastern Railway*. Il faisait le service entre l'Angleterre et Rotterdam ; le 2 mars 1915, il aperçut un sous-marin, U 33, (300 pieds de longueur), qui lui intima l'ordre de stopper. Fryatt, pour toute réponse, fonce sur le submersible et cherche à le couler ; il y réussit et l'envoie au fond de la mer.

Cet acte de courage et de légitime défense ne saurait être trop loué !

Un an plus tard, le 22 juin 1916, Fryatt était capturé.

Poursuivi devant le Conseil de guerre allemand, il fut condamné à mort et exécuté, laissant une veuve et sept enfants !...

C'est là, Messieurs, un des crimes les plus atroces commis par les Allemands, un de ceux qui ont le plus révolté la conscience universelle.

Voici ce qu'en dit le *Journal de Genève* :

« Il est donc monstrueux de soutenir une
« fois de plus, que les militaires ont le droit
« de massacrer les civils, mais que les civils
« commettent un crime en se défendant et que
« le seul fait de se mettre en état de défense
« mérite la mort ».

(*Journal de Genève* du 2 août 1916).

Enfin, je tiens encore à rappeler ici, Messieurs, la condamnation, prononcée par les Allemands, contre l'admirable compagne de Monsieur le Ministre belge, Carton de Wiart.

Cette femme d'élite était restée à Bruxelles, après le départ du gouvernement, continuant sa mission de bienfaisance et de philanthropie.

Elle eut le malheur d'écrire à son mari, — non des lettres ayant une importance politique quelconque, — mais simplement pour le rassurer sur son sort et lui donner de ses nouvelles.

Cette *criminelle* correspondance, ayant été découverte, M^{me} Carton de Wiart fut aussitôt arrêtée, jugée et condamnée !...

Transférée à Berlin, elle fut mise au *cachot* et subit le traitement le plus odieux ; elle ne dut sa libération, après des mois d'angoisse et d'intolérables souffrances, qu'à l'intervention du roi d'Espagne Alphonse XIII, lequel, au cours de cette guerre, s'est créé des titres inoubliables à la gratitude des peuples.

Enfin, Messieurs, je tiens à rappeler, en dehors de ces faits de cruauté, d'autres qui révèlent encore mieux la bassesse de l'âme allemande, son goût de rapine et de frauduleux « *profitiren* », je veux parler des vols, cambriolages et pillages commis par les armées de Guillaume II.

Ils sont innombrables, les soldats ou les

officiers allemands qui ont pillé pour s'enrichir, eux et leurs familles, au détriment de ceux que l'on considérait déjà comme *les vaincus* et qui jamais ne devaient pouvoir utilement revendiquer ce qui leur a été volé.

En ce qui concerne les officiers supérieurs, je puis relever des délits, interdits par les conventions de La Haye, à la charge même *d'un des fils de l'empereur, le prince Eitel-Friederich*. Vous avez entendu hier la lecture de la lettre que j'ai reçue de M. le comte Balny d'Avricourt, — voici celle de Monsieur Dubois, tous les deux Conseillers à la Cour des comptes de Paris :

« Monsieur le Bâtonnier,

« J'accepte de témoigner comme vous me
« le demandez.

« Au mois d'avril dernier, mon voisin de
« campagne, le comte Balny d'Avricourt, En-
« voyé Extraordinaire et Ministre Plénipo-
« tentiaire, m'ayant informé que les Alle-
« mands venaient de faire sauter son château

« d'Avricourt pour masquer les vols d'objets
« d'art, commis par le Prince Eitel-Frédéric
« et qu'une partie des meubles, lui appartenant, avait auparavant été transportée chez
« moi au Frétoy, nous nous y rendîmes ensemble et nous trouvâmes le Château et ses dépendances dans l'état que j'ai indiqué au
« cours de ma déposition, reçue par la commission d'Enquête que préside Monsieur le
« Premier Président Payelle.

« En présence de cette situation, j'ai porté
« plainte contre les chefs allemands qui ont
« occupé successivement le Château de Frétoy, j'ai invoqué les articles 381 et suivants
« de notre Code pénal, et j'ai remis au Parquet de Compiègne, le dossier concernant
« les faits incriminés.

« L'instruction suit son cours et j'espère
« obtenir la condamnation par contumace des
« coupables, tous auteurs ou complices.

« Je vous adresse, par le même courrier,
« une publication qui renferme ma déposition
« et les faits qui ont motivé ma plainte.

« J'espère pouvoir ainsi contribuer à éclairer la religion des Juges devant lesquels vous allez être appelé à comparaître.

« Agréez, Monsieur le Bâtonnier, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

« (*Signé*) M. Dubois.

« Conseiller référendaire à la Cour des Comptes ».

Et Messieurs, toutes ces preuves, tous ces documents, si nombreux, si concordants, émanant d'hommes dont l'honorabilité ne peut être contestée, j'admets que vous puissiez, — tout en reconnaissant leur bonne foi, — vous poser un point d'interrogation en ce qui concerne leur absolue impartialité, — en raison de ce que les plaintes émanent des intéressés lésés.

Mais nous avons les témoignages recueillis au cours de l'enquête et, en dehors de celle-ci, la déposition de Wislet, et celles de gens désintéressés comme les Feyler, les de Raibours, les Chapuizat, les Benjamin Valloton, qui sont des neutres impartiaux et qui vien-

nent confirmer les crimes innombrables, inexcusables et atroces dont ils ont constaté « de visu » les traces ineffaçables.

Ce sont des *Neutres*, dont le témoignage, dont la sincérité ne peuvent être mis en doute et dont la parole marque au front les hordes allemandes du stigmate de l'infamie.

Enfin, ces preuves, ces témoignages sont en outre confirmés d'une façon éclatante par des témoignages allemands.

Lisez donc la brochure de *Monsieur Bédier*, professeur au Collège de France, dont vous parlait hier mon éloquent défenseur, M^e Raisin.

Ce savant d'une haute culture, ce critique d'une probité parfaite et par tempérament et par règle professionnelle, a analysé toute une série (plus de 40) de cahiers de route de prisonniers allemands !

C'est une lecture effarante !

La plupart avouent, en s'en vantant, les atrocités allemandes, les massacres, les incendies, les pillages, les viols, — trois d'entre

eux seulement manifestent leur réprobation indignée !

Je ne vous lirai qu'un seul exemple encore de l'implacable férocité tudesque, c'est le texte d'un ordre du jour que, le 26 août 1916, le général Stenger, commandant de la 58^{me} brigade allemande, adressait aux troupes sous ses ordres :

« Von heute ab werden keine Gefangene
« mehr gemacht. Sämtliche Gefangene werden
« niedergemacht. Verwundete ob mit Waffen
« oder wehrlos niedergemacht. Gefangene
« auch in grösseren geschlossenen Formatio-
« nen werden niedergemacht.

« Es bleibe kein Feind lebend hinter uns.

« Oberleutnant und Kompagnie Chef,

« STOY.

« Oberst und Regiments-Kommandeur,

« NEUBAUER.

« General-Major und Brigade-Kommandeur,

« STENGER. »

Traduction. — « A partir d'aujourd'hui,
« il ne sera plus fait de prisonniers. Tous
« les prisonniers seront massacrés. Les bles-

« sés, en armes ou sans armes, massacrés.
« Même les prisonniers déjà groupés en con-
« vois seront massacrés. Derrière nous, il
« ne restera aucun ennemi vivant.

« Le lieutenant en premier commandant la compagnie,
« STOY.

« Le colonel commandant le régiment,
« NEUBAUER.

« Le général commandant la brigade,
« STENGER. »

Et ce sont là des documents irréfutables, ces carnets de route, appuyés par des *photos*, et que leurs rédacteurs, encore actuellement, pourraient être appelés à confirmer.

Je puis donc dire que j'ai rapporté ma preuve et voilà pourquoi j'ai désiré ardemment, passionnément, que ce procès vît le jour.

Il fallait que l'on entendît, dépouillée de tous artifices, décortiquée, l'opinion vibrante et indignée de toute *une nation neutre*, car soyez-en sûrs, Messieurs, j'ai aujourd'hui, à côté de moi, derrière moi, j'en suis convaincu, toute la Suisse romande et les trois quarts de la Suisse alémanique.

Et au regard des crimes allemands, osera-t-on encore soutenir, comme on l'a timidement essayé au début de la guerre, que les Alliés ont, à leur tour, violé les conventions de La Haye et commis des cruautés ?

Ces accusations se sont lamentablement effondrées. On avait parlé de soldats allemands qui auraient eu les yeux crevés par des femmes belges. Après enquêtes, ces stupides et mensongères allégations se sont évanouies et le *Vorwärts* a reconnu avec une certaine bonne foi, — sur le vu des témoignages de médecins allemands, — que ces griefs n'avaient aucune base sérieuse.

Ainsi donc, sauf l'emploi légitime des gaz asphyxiants vis-à-vis des combattants, — en réponse à l'initiative allemande, — pas un fait de représailles injustes vis-à-vis d'innocents, à la charge des Alliés ; — cela demeurera l'éternel honneur des Français, des Anglais, des Belges, des Américains, des Italiens, de tous ceux qui, dans cette conflagration, ont combattu dans les rangs des Alliés.

Fair Play !...

Telle a été leur devise et nous en avons la conviction, telle demeurera jusqu'au bout leur règle de conduite, leur générosité poussée jusqu'à la duperie !

J'arrive ici, Messieurs, à la fin de cette plaidoirie déjà trop longue.

Je me résume : Encore une fois, j'ai publié contre l'Allemagne des écrits qui ont pu paraître à quelques-uns excessifs.

J'ai organisé, d'autre part, l'exposition Raemaekers, non seulement pour révéler à mes concitoyens une œuvre d'art admirable, mais encore et surtout pour que l'on *connût par l'éclat d'un débat public que j'espérais et attendais*, l'opinion des neutres honnêtes, — pour inspirer enfin de plus en plus à mes concitoyens l'horreur des forfaits allemands, la terreur du triomphe du militarisme prussien *qui serait la fin de notre indépendance et la mort de nos institutions !*

Ah ! lisez, Messieurs, on vous en donnait hier des extraits, si vous avez quelques dou-

tes encore, l'opinion des auteurs allemands, les Treitschke, les Lasson, les Bernhardi et autres bandits, sur l'existence future des petits Etats, y compris la Suisse.

Nous devons disparaître, d'après ces Messieurs, orbiter dans l'axe allemand, être absorbés, déglutis par le pangermanisme !

Y a-t-il un seul citoyen suisse digne de ce nom qui voudrait y consentir ?

Non, je ne puis le croire !

Si, au début, quelques-uns, dans la Suisse alémanique, égarés par des sympathies ancestrales lointaines, ayant subi l'envoûtement de la « Kultur » et des idées germaniques ont pu éprouver quelque sympathie pour l'Allemagne, ah ! je ne puis admettre qu'ils y persistent encore aujourd'hui !

Vous êtes avertis, chers combourgeois, par le manque de foi de ces Vandales, par leur mépris de tout engagement, de toute parole donnée, de tout pacte signé !¹

¹ Ce qui se passe en Russie à la suite de la paix de Brest-Litowsk vient illustrer une fois de plus l'opinion que j'émettais le 31 janvier.

Et si nos défenseurs naturels, les protagonistes de la *vraie culture*, des idées libérales, de la civilisation en un mot : les Français, les Anglais, les Italiens, les Américains venaient à disparaître, ou seulement à être affaiblis, — que deviendrions-nous, je vous le demande ?

En soutenant l'Allemagne, chers concitoyens, vous courez au suicide !

Je ne veux pas revenir sur la lamentable aventure de la Convention du Gothard, mais rappeler simplement, en terminant, un fait récent qui démontre bien le mépris de l'Allemagne pour notre neutralité, nos droits d'Etat libre et indépendant.

Vous vous souvenez de l'émotion provoquée dans toute la Suisse, lors de l'envahissement par des internés allemands, (qui, jouissant de notre hospitalité, étaient davantage tenus de ne pas froisser nos susceptibilités nationales), — du sol historique du Grutli ; — de cette insolente glorification par un officier allemand

du *militarisme allemand* et de *l'impérialisme prussien* ?

Ah ! quelle indignation dans tous les cœurs vraiment suisses !

La prairie sacrée *souillée par les limaces casquées*, quelle amertume et quelle honte !

La glorification de l'hégémonie allemande et des Junker, à quelques pas de Morgarten et de Sempach, où, en 1315 et en 1386, nos fiers ancêtres écrasaient les seigneurs autrichiens, vingt fois plus nombreux !

Combien leurs mânes ont dû souffrir !

Ah ! je suis bien assuré que si, au soir d'un premier août de ces dernières années, à l'heure où les feux s'allument sur les crêtes, où les cloches tintent dans tous les villages, les ombres des Walter Fürst, des Werner Stauffacher, des Arnold de Melchthal, sont revenues visiter la prairie du Grütli, elles se seront tournées d'abord du côté de la Suisse du Nord et de la Suisse centrale pour chercher les continuateurs de leur œuvre, les gardiens de leur pensée politique. *Alors, ne les*

trouvant pas, les grands ancêtres auront-ils peut-être regardé du côté de la Suisse romande pour lui dire : Vous êtes nos héritiers, ceux qui nous ont compris, qui ont maintenu nos traditions et notre indéfectible volonté de fière indépendance; — c'est sur vous que nous comptons pour restaurer le vieil esprit national suisse !

J'ai fini, Messieurs !

J'estime vous avoir prouvé et l'existence des crimes allemands et, par cela même, le droit de Raemaekers et le mien de les juger et de les flétrir par le pinceau et par la plume, de publier et d'exposer les manifestations de notre vibrante vitupération.

Cette entreprise, je la continuerai; je n'appartiens pas, Messieurs, à la clique de ceux que l'on bâillonne et que l'on muselle.

Je ne suis pas de ceux que l'on verra jamais s'incliner devant le casque d'un consul Gessler !...

Jusqu'à la fin de cette horrible guerre,

je clâmerai ma protestation et tout ce que je regrette, c'est de ne pas voir dans cette salle le ministre Romberg, pour pouvoir, avec plus d'éclat, cracher à la face de son Maître toute ma haine pour ses forfaits, toute mon horreur et tout mon mépris !...

Ah ! si la justice ne peut l'atteindre ici-bas, lui et ses complices, si nous ne pouvons pas caresser l'espoir de les voir se balancer au bout de la corde qui servit à exécuter le traître Casement, comme les en menace l'Angleterre, puisse au moins le sinistre Guillaume II, ainsi que le représente Raemaekers dans une estampe saisissante que vous avez sous les yeux, terminer son existence misérable, errant la cendre sur la tête et le bourdon à la main, poursuivi sans trêve ni repos par les clameurs inexorables *des mères, dont il a arraché les entrailles... la plainte gémissante des veuves et des orphelins !*

Et maintenant, Messieurs, vous pouvez me condamner ou m'absoudre, peu m'importe, celui qui sortira de cette salle stigmatisé et flé-

tri, c'est bien l'homme de Berlin, l'Attila du XX^e siècle, qui a mis son pays au ban de l'Humanité et fait reculer de deux mille ans la civilisation !...

Arrêt de la Cour pénale fédérale

Séances des 30 et 31 janvier et 1^{er} février 1918

Présidence de M. le juge Favey.

Présents : MM. les juges Soldati, Merz, Schmid et Stooss.

Dans la cause pénale intentée par le Ministère public fédéral, représenté par M. Burckhardt, procureur général extraordinaire, à Berne,

CONTRE

Charles Vuille, fils d'Edouard et de Rosette, née Finkbeiner, né le 6 juillet 1856, originaire de La Sagne (Neuchâtel), avocat à Genève, assisté de M^e Raisin, avocat à Genève,

Vu l'arrêt de la Chambre d'accusation du

Tribunal fédéral du 4 décembre 1917 renvoyant le prévenu devant la Cour pénale fédérale comme prévenu de contravention à l'ordonnance du Conseil fédéral du 2 juillet 1915 concernant la répression des outrages envers les peuples, chefs d'Etat et gouvernements étrangers,

Oùï le représentant du Ministère public fédéral qui conclut à la condamnation de l'accusé à 1000 francs d'amende, aux frais et à la saisie des 16 estampes incriminées,

Oùï l'accusé et son défenseur qui concluent à l'acquittement,

Vu les pièces du dossier et le résultat des débats;

CONSIDÉRANT EN FAIT ET EN DROIT :

Que Charles Vuille a organisé à Genève au Bâtiment électoral une exposition de 100 estampes du dessinateur Raemaekers;

Que le jour de l'ouverture de l'exposition — 6 avril 1917 — le Directeur de la Po-

lice centrale de Genève a ordonné l'enlèvement de 8 estampes et y a fait procéder le même jour, d'ordre du Ministère public fédéral;

Que ce dernier a fait saisir le 27 avril 1917 un certain nombre d'autres estampes;

Que parmi les estampes saisies 16 portant les n^{os} 2, 5, 8, 9, 10, 15, 19, 36, 40, 41, 44, 57, 71, 86, 93 et 100 — font l'objet de la présente poursuite pénale et sont incriminées par le Ministère public fédéral comme de nature à « avilir dans l'opinion publique ou à livrer à la haine ou au mépris un peuple, un chef d'Etat ou un gouvernement étrangers, soit le peuple, l'empereur ou le gouvernement allemand; »

Que les estampes étaient exposées munies d'un simple numéro d'ordre, lequel se référait à un catalogue qui contenait les titres des estampes et leur légende;

Que seules les estampes elles-mêmes, indépendamment des titres et légendes, font l'objet de la poursuite pénale, telle qu'elle est pré-

cisée dans les réquisitions du Ministère public fédéral;

Que la Cour doit donc rechercher, à propos de chacune d'elles, si, même dépourvue de tout commentaire écrit en précisant l'intention et la portée, la seule représentation graphique du sujet choisi constitue l'une des offenses réprimées par l'ordonnance fédérale;

Qu'à ce point de vue, on doit éliminer d'emblée les estampes portant les numéros 5, 15, 36, 40, 41, 44 et 93;

Qu'en effet en elles-mêmes, elles ne sont pas susceptibles d'avilir dans l'opinion publique ou d'exposer à la haine ou au mépris les personnages qui y sont représentés, la façon dont ils sont représentés n'ayant à aucun degré un caractère offensant;

Qu'on doit également écarter du champ du débat les estampes numéros 8, 9, 10 et 19, qui représentent des actes de violence ou de pillage imputés à des soldats allemands;

Qu'en effet l'ordonnance citée ne réprime

que les offenses à l'égard d'un peuple, d'un chef d'Etat ou d'un gouvernement;

Que, vu la nature pénale de l'ordonnance, cette énumération est forcément limitative et ne saurait être interprétée extensivement, notamment en assimilant au peuple entier l'armée qui n'en est qu'une fraction, et encore moins des corps ou des individus isolés qui en font partie;

Qu'il ne reste donc plus à examiner que les estampes portant les numéros 2, 57, 71, 86 et 100;

Que l'estampe n° 86 représente les souverains d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Turquie et de Bulgarie;

Qu'elle présente un caractère outrageant, mais que la Cour n'a pas à tenir compte de l'outrage qu'elle implique pour l'empereur allemand, alors que les trois autres souverains sont représentés d'une manière semblable sans que l'accusation ait cru devoir relever l'offense qui serait ainsi dirigée contre eux;

Que les quatre dernières estampes citées montrent l'empereur allemand, représenté en des attitudes diverses, prosterné et se cachant la face devant l'apparition du Christ (n° 2), dans le costume d'un roi antique entouré de figures de morts (n° 57), ayant devant lui un cadavre de femme (n° 71), enfin errant dans un paysage désolé (n° 100);

Que toutes elles sont destinées à illustrer la conception de l'artiste, suivant laquelle l'empereur allemand est l'auteur responsable de la guerre et, par conséquent, des maux qu'elle a déchaînés et des victimes innocentes qu'elle a faites;

Qu'il ne paraît pas que l'auteur ait eu l'intention d'insulter l'empereur allemand, mais seulement de porter un jugement sur un grand fait de l'histoire contemporaine qui, comme tel, est soumis à l'appréciation et à la libre critique de chacun;

Que, quelques réserves que l'on doive faire d'ailleurs sur certaines des formes en lesquelles il a exprimé son opinion à ce sujet, on

ne peut dire cependant qu'il ait dépassé les bornes de ce qui est licite, étant donné surtout que, par la nature de son art et par les moyens limités dont il dispose, le dessinateur est obligé, pour se faire comprendre, de donner un relief spécial à sa pensée et ne peut l'entourer de toutes les atténuations que comporte l'écriture;

Qu'en résumé les images incriminées ne réalisent pas les éléments constitutifs de l'infraction prévue par l'art. 1 de l'ordonnance du 2 juillet 1915 et que, par conséquent, Charles Vuille ne peut, d'après l'art. 2 de la dite ordonnance qui se réfère à l'art. 1, être recherché pour les avoir exposées — bien que, en organisant cette exposition, il ait voulu attiser les passions et se soit ainsi proposé un but critiquable.

Par ces motifs,

LA COUR PÉNALE FÉDÉRALE

PRONONCE :

1. L'accusé Charles Vuille est acquitté.

2. Les frais seront supportés par la Confédération.

3. Le présent jugement sera communiqué par Copie au Conseil fédéral.

Genève, le 1^{er} février 1918.

Le Président de la Cour pénale fédérale :

(Signé) G. FAVEY.

Le Greffier :

(Signé) R. GUEx.

Réquisitions de M. le Procureur général

26 novembre 1917.

Le Ministère public de la Confédération suisse
à la
Chambre d'accusation du Tribunal fédéral
Lausanne.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESSIEURS LES JUGES,

Conformément aux articles 29 et suivants de la loi fédérale sur la procédure pénale fédérale du 27 août 1851, j'ai l'honneur de vous remettre ci-inclus les actes du Juge d'instruction fédéral sur l'enquête ouverte contre les personnes légalement responsables de l'exposition d'estampes du dessinateur Rae-

maekers du 6 au 19 avril 1917 à Genève, afin que la Chambre puisse décider conformément à l'article 39 de la loi citée s'il y a lieu à accusation.

L'exposition comptait cent estampes de Raemaekers; comme il ressort des pièces 23 et 24 des actes de l'instruction, le directeur de la police centrale de Genève fit enlever le 6 avril huit planches, (les numéros 2, 8, 9, 10, 19, 41, 71, 86 du catalogue). Le premier mai 1917, le Conseil fédéral décida d'ouvrir une enquête contre les personnes légalement responsables de l'exposition des planches n^{os} 2, 8, 9, 10, 19, 41, 71, 86, 5, 15, 36, 40, 44, 57, 93 et 100 du catalogue, dont une reproduction figure dans le dossier de l'enquête.

Parmi ces planches, les unes mettent en scène l'empereur d'Allemagne et lui imputent des agissements criminels ou le montrent rongé de remords, (n^{os} 2, 41, 44, 100, 93, 86; 57, 36 et 71); la légende du numéro 15 accuse implicitement le peuple, le gouvernement

ou l'armée allemande entre autres de crimes et d'assassinats; les autres symbolisent des accusations outrageantes contre le gouvernement ou le peuple : le gouvernement est mis en cause dans la personne du chancelier von Bethmann-Hollweg (n° 5) et aussi du gouverneur-général von Bissing (n° 8); le peuple l'est par la représentation de scènes de pillage (n°s 9 et 10) et par les accusations de meurtre d'enfants (40) et de cruauté vis-à-vis d'enfants (19).

Dans tous ces dessins, l'intention de l'auteur n'était évidemment pas de représenter des faits concrets dans leur réalité historique, mais de donner des exemples typiques de la façon d'agir et de penser du peuple allemand; cette impression ne se dégage pas seulement de la conception du sujet de chaque estampe, mais aussi et surtout de l'ensemble des œuvres exposées. Il est indubitable que l'exposition de ces planches réalisait les éléments du délit d'outrages à un peuple, chef d'Etat et gouvernement étrangers, tel que le

définit l'ordonnance du 2 juillet 1915.

L'acte punissable ne consiste pas dans le fait d'avoir publié par la presse les dessins incriminés, mais de les avoir exposés publiquement, fait plus spécialement prévu par l'article 2 de l'ordonnance du 2 juillet 1915. Ce n'est donc pas d'un délit de presse qu'il s'agit.

La personne responsable de cette exposition est M^e Charles Vuille, avocat à Genève.

En conséquence,

JE CONCLUS

à ce qu'il plaise à la Chambre d'accusation de mettre en accusation et de traduire devant la Cour pénale fédérale Charles Vuille, avocat à Genève, pour violation de l'ordonnance du 2 juillet 1915 concernant la répression des outrages envers les peuples.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, l'expression de notre haute considération.

Le Représentant du Ministère public fédéral :

(Signé) D^r W. BURCKHARDT.

*Lettre du Consul d'Allemagne
demandant la fermeture de l'Exposition*

Genf (*sic*), den 7. avril 1917.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Me référant à ma lettre du 5 courant n° A. 1741 et notre conversation téléphonique que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous ce matin, je vous remercie d'avoir bien voulu faire saisir un certain nombre des plus injurieux des dessins Raemaekers exposés au Bâtiment Electoral.

Je dois cependant constater qu'il reste encore d'assez nombreuses estampes qui constituent une violation flagrante de l'ordonnance du Conseil fédéral du 2 juillet 1915. Je vous cite entre autres les numéros suivants : n° 87

« Les orphelins », n° 95 « Mater dolorosa », n° 13 « Ouvriers belges déportés en Allemagne », n° 11 « De Liège à Aix-la-Chapelle », etc.; ensuite, n° 100 « le Juif errant » et n° 81 « Vers la fin ».

Des estampes comme « les orphelins », « Mater dolorosa », etc., étant donné la tendance de l'ensemble de l'Exposition, qu'aussi la presse a fait connaître au public, produisent sur le spectateur un effet empoisonnant (!) le plus regrettable.

Je vous prie de faire fermer cette exposition et d'interdire la vente des reproductions des estampes injurieuses.¹

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, avec mes remerciements anticipés, l'expression de ma considération distinguée.

Le Consul général d'Allemagne :
GESSLER.

¹ Monsieur le Consul donne des ordres!... Il est inconcevable que M. le Directeur de la Police ait cru devoir y déférer et n'ait pas renvoyé cet inconscient et audacieux Consul à suivre la filière diplomatique obligatoire.

*Récit d'un civil belge interné en Suisse
blessé le 6 août 1914 à Mélen-le-Liége*

(Le style et l'orthographe de la présente déclaration ont été
scrupuleusement respectés).

J'étais chez moi avec toute ma famille le 4 août 1914, vers 3 heures de l'après-midi, quand tout à coup on crie : « Voici les Allemands ». Ce fut une panique générale, les uns se cachaient, d'autres fuyaient. Nous décidons de rester, mais nous descendons à la cave. Soudain, on frappe à la porte, mon père va ouvrir et se trouve en face des Allemands qui, baïonnette au canon, demande s'il n'y a pas de soldats belges dans la maison. Sur la réponse négative de mon père, ils partent tranquillement.

Le mercredi 5 août le canon se fait entendre et les Allemands arrivent par milliers. Ils rentrent chez nous et demande à boire et à manger. On leur donne tout et la journée se termine non sans avoir passé des heures terribles, alors nous rentrons dans la cave. Le jeudi 6 août, s'amène un officier allemand avec deux soldats qui nous fait remonter et nous fait sortir avec eux, mon père, moi et quatre autres hommes.

Nous marchons cinq minutes sans savoir où on allait. Nous rejoignons d'autres civils, on arrête dix minutes, puis on repasse devant moi et on nous fait marcher pendant dix minutes. Ensuite, on nous fait entrer dans une prairie et on nous fait mettre tous sur une ligne. Nous étions au nombre de trente-six. Alors les soldats viennent se placer devant nous à deux mètres, chargent leur fusil et l'officier qui les accompagnaient commande le feu. Les soldats exécutent le commandement et nous voilà tous tombés.

Je ne sais combien de temps je suis resté

là, mais tout à coup je reviens à moi et je me vois au milieu d'un champ de morts. Les soldats étaient partis. Je fais un effort pour me relever et au même moment je vois s'échapper deux de mes amis, je veux en faire autant mais il n'y a pas moyen, je suis blessé de quatre balles, deux dans le bras droit, une à la jambe gauche et une à la poitrine.

Je me laisse retomber et j'aperçois mon père tué à mon côté. Je me couche sur lui et le couvre de baisers, mais la mort avait fait son œuvre, il avait reçu une balle au cœur. J'entends près de moi un de mes compagnons, épargné, aussi qui me demande que je le délie, car il y en avait plusieurs liés. Je me traîne sur mon ventre et je parviens jusqu'à lui. Je le délie, il est blessé à l'épaule et se relève.

Il veut aussi me relever, mais c'est impossible. Je me remets à ramper jusqu'à mon père que j'embrasse une dernière fois. Mon ami me force à me relever, et m'entraîne dou-

cement, nous repassons la ligne du chemin de fer, les prairies, et nous arrivons enfin à une ferme où on nous couche dans une étable sur de la paille. Les douleurs commencent à se faire sentir atrocement. Voici une pauvre vieille femme qui s'amène avec du linge pour nous soigner, et nous transporte dans un fauteuil. Les douleurs deviennent toujours plus terribles.

Le soir arrive, mon ami me quitte pour aller rejoindre sa famille. Quant à moi, je ne peux plus marcher, deux bonnes femmes viennent me prendre et me portent dans un lit.

La nuit se passe dans de terribles souffrances.

Le matin on me remet dans mon fauteuil. Une heure après, arrivent ma mère et ma sœur, que mon ami était allé prévenir. On me reconduit chez moi et ma mère me demande après mon père. Je n'ose lui avouer ce qui s'est passé et je lui dis que je ne l'ai pas vu.

Dix minutes après, voici quatre soldats

et un membre de la Croix-Rouge, ils viennent me faire des pansements et me mènent à l'infirmierie de Herve, en automobile et où je suis très bien soigné.

Trois semaines après mon frère vient me voir et je lui demande des explications au sujet de ma mère et de ma sœur que je n'ai plus vues depuis mon transport à l'infirmierie. Il me répond qu'il ne sait rien, mais deux mois après, pressé de questions, il m'avoue que les Allemands ont fait subir le même sort à ma mère et à ma sœur.

Je reste à la Croix-Rouge jusqu'au 9 février dans des souffrances et un chagrin terrible. Après le 9 on me transporte à la Croix-Rouge de Verviers.

Là les Allemands me demandent des explications, je refuse de leur répondre tellement je souffre.

Enfin on me fait une opération et cela va un peu mieux. Alors on m'emmène à la kommandantur et me demande de nouveau des explications.

Je leur fais le récit de ce que j'ai passé et ils m'accusent d'avoir tiré sur eux, ce que je leur démens.

Un officier me met le revolver au front et si je n'avoue pas, va me fusiller une seconde fois. Maintenant que j'ai perdu toute ma famille rien ne me fait peur et ne me fait contredire, je leur ai dit la vérité. Un soldat vient me reprendre, prétextant me reconduire à la Croix-Rouge, mais il m'emmène en prison.

Enfin, après m'avoir tenu trois jours en cellule, on me laisse aller avec les autres prisonniers prêts à partir pour l'Allemagne, toujours à condition que si je raconte un mot de tout ce qui s'est passé, je serai de nouveau fusillé.

J'ai été emmené ensuite en Allemagne jusqu'au 5 mai 1916, jour de notre entrée en Suisse, jour de ma délivrance.

Glion, le 23 janvier 1917.

Jean WISLET.

Interrogatoire de M^e Charles Vuille

(Procès-verbal du 16 mai 1917)

Le prévenu Vuille Charles, fils de Edouard et de Rosette-Marguerite, née Finkbeiner (Bernoise), né le 6 juillet 1856, originaire de la Sagne (Neuchâtel), domicilié à Genève, Rue Bellot, 7, profession, avocat, a été interrogé comme suit :

Demande. — Vous êtes prévenu d'avoir contrevenu aux prescriptions de l'ordonnance fédérale du 2 juillet 1915, concernant la répression des outrages envers les peuples, chefs d'Etat et gouvernements étrangers, en organisant au Bâtiment électoral de Genève, du 6 au 19 avril 1917, une exposition publi-

que d'estampes du dessinateur Raemaekers, dont notamment les n^{os} 2, 8, 9, 10, 19, 41, 71, 86, 5, 15, 36, 40, 44, 57, 93 et 100 qui vous sont présentés, constituent des outrages pour le peuple, le chef d'Etat ou le gouvernement allemand. Qu'avez-vous à répondre ?

Réponse. — Au mois d'octobre 1916, je me suis rendu à Grenoble pour m'y reposer et y voir des parents français. Je me suis entretenu avec eux et d'autres personnes des événements de guerre européens, et en présence de critiques assez vives adressées à la Suisse et à ses autorités, j'ai eu l'occasion de les défendre énergiquement, dans la mesure compatible avec ma conscience. Mes amis ont été impressionnés par les arguments que je leur donnais et m'ont demandé de leur faire une conférence. Je m'y suis décidé et j'ai eu le plaisir de constater que mon discours avait porté et que j'avais dissipé bien des préventions à l'égard de mon pays. Je dégage cette impression des conversations que j'ai eues à la suite de ma conférence.

Au cours de cette visite à Grenoble, j'ai eu l'occasion de visiter une exposition publique des œuvres du peintre-caricaturiste Raemaekers. Cette exposition a produit sur moi une telle sensation que l'idée m'est venue d'en organiser une semblable en Suisse. J'ai fait dans ce but l'acquisition de la collection des cent planches exposées à Grenoble, et me la suis fait envoyer à Genève. Comme ces cent planches avaient été exposées à Madrid, et que l'exposition fermée pendant un ou deux jours, probablement à la demande de l'Ambassade d'Allemagne, avait été rouverte, et avait pu se poursuivre sans entrave pendant plusieurs semaines, je n'ai pas douté un instant que dans un pays démocratique comme le nôtre, on ne me créerait aucune difficulté. J'avais d'autant plus cette conviction que j'étais en droit d'admettre que la Suisse était à tout le moins aussi libérale que l'Espagne.

C'est à la suite de ces circonstances que j'ai organisé au Bâtiment électoral de Genève,

du 6 au 19 avril 1917, une exposition publique des cent estampes du dessinateur Raemaekers dont j'avais fait l'acquisition, en affectant une partie du produit des entrées à des œuvres de bienfaisance suisses.

L'exposition s'est donc ouverte le jour du Vendredi-Saint, 6 avril, à 10 heures du matin. A 11 heures, en revenant du Bâtiment électoral, j'ai rencontré M. Perrier, Directeur de la police centrale, qui m'a informé avoir reçu le mandat de visiter l'exposition et de vérifier si elle contenait des planches outrageantes pour un gouvernement ou peuple étranger. Là-dessus, j'ai accompagné M. Perrier à l'exposition et là il m'a désigné huit planches qui, selon lui, étaient injurieuses. Il m'a demandé de les enlever; je m'y suis refusé en réclamant une décision écrite contre laquelle je pourrais recourir. Le soir même, j'ai effectivement reçu une lettre de M. Perrier me confirmant sa décision. Au reçu de cette lettre, j'ai adressé de suite une protestation au Département de Justice et Po-

lice en demandant des explications; puis, je me suis rendu à Montreux pour quelques jours. Pendant que j'étais dans cette ville, j'ai appris que le soir même du Vendredi-Saint, les planches incriminées par M. Perrier avaient été saisies et enlevées. J'ai reçu à mon retour une lettre de M. le Président du Département de Justice et Police, m'avisant que les mesures prises l'ont été sur l'avis du Ministère public fédéral et en application de l'ordonnance du 2 juillet 1915. Là-dessus, j'ai envoyé aux différents journaux de Genève une vive protestation. En mon absence, on avait ordonné au conservateur du Bâtiment électoral, qui s'était occupé de mon exposition, de supprimer encore une nouvelle planche portant le numéro 81 du catalogue; toutefois, cette planche m'a été laissée, et dès ce moment-là, n'a plus été exposée. La censure ayant ainsi accompli sa mission, j'étais dès lors fondé à croire que je pouvais continuer à exposer les 91 numéros restants sans craindre de nouvelles entraves. L'exposition réduite

à ces 91 numéros est restée ouverte jusqu'au 19 avril.

Deux ou trois jours après, et à la demande de nombreuses personnes qui n'avaient pas pu visiter l'exposition, je l'ai fait rouvrir. Elle s'est poursuivie ainsi jusqu'à la fin d'avril. L'avant-veille de la fermeture définitive de l'exposition, j'ai été convoqué vers la fin de l'après-midi par M. Sessler, Commissaire de police, au Bâtiment électoral. Je me suis rendu immédiatement à son invitation, et il m'a donné connaissance d'un ordre télégraphique du Conseil fédéral, enjoignant à l'autorité genevoise de saisir encore 46 planches dont la dépêche indiquait les numéros. Ces planches ont été de suite enlevées par M. Sessler, placées dans une caisse et envoyées à Berne, ainsi qu'un catalogue qui restait dans l'exposition.

Il résulte de ce qui précède que je suis seul organisateur de l'exposition des œuvres du peintre Raemaekers, dont j'entends ainsi assumer la responsabilité.

En ce qui concerne les faits qui me sont reprochés, j'explique que si j'ai organisé cette exposition, c'est que je tenais tout d'abord à faire voir à mes concitoyens une œuvre artistique de grande valeur et d'une puissance extraordinaire; d'autre part, je partage absolument l'opinion de Raemaekers, qui est, du reste, actuellement celle de tout honnête homme quant aux auteurs responsables de la guerre et aux crimes commis par les Puissances centrales d'une manière générale et surtout par les Allemands. Il est possible, et même certain, selon moi, que ces estampes peuvent être considérées comme outrageantes ou injurieuses par les autorités allemandes; mais j'estime que le sanglant réquisitoire du grand artiste Raemaekers est absolument justifié et que j'étais en droit de m'associer à lui dans cette œuvre de répression. Il est possible que suivant l'ingénieuse théorie du partage entre responsabilité objective et responsabilité subjective, je sois coupable objectivement tout en restant parfaitement innocent subjectivement.

La plupart des faits de barbarie, de pillage, d'assassinats, auxquels font allusion les planches incriminées sont, au surplus, de notoriété publique. Je me propose donc d'en apporter la preuve et sollicite dans ce but un délai.

J'ajoute enfin que si je plaçais pour un client, j'estimerai être en droit de contester pouvoir être poursuivi pour l'exposition d'autres planches que les neuf qui ont été saisies au début, et que j'étais légitimement en droit, après la visite officielle de M. Perrier, de me croire autorisé à continuer l'exposition des 91 autres planches. Les neufs planches en question portent les numéros 2, 8, 9, 10, 19, 41, 71, 81, 86, — celle sous le numéro 81 ayant été laissée en ma possession.

Je tiens encore à faire noter que j'ai été tellement révolté par les atrocités commises notamment en Belgique, en Serbie, et dans le Nord de la France, et dont les estampes de Raemaekers, malgré leur vigueur, ne donnent qu'un pâle reflet, que je me félicite non

seulement d'avoir organisé cette exposition, mais de tout ce que j'ai écrit et publié à ce sujet.

Tout ce que j'espère, c'est d'avoir l'occasion de le confirmer publiquement.

Je n'ai jamais été condamné.

Lu et confirmé.

(Signé) Ch. VUILLE.

Le Juge d'Instruction fédéral ad. int. :

(Signé) Alb. CALAME.

Le greffier :

(Signé) Ad. BERTHOUD.

Audition de M. Benjamin Vallotton

(Procès-verbal du mercredi 17 octobre 1917)

Le témoin Benjamin Vallotton, âgé de 40 ans, profession professeur, domicilié à Ouchy, exhorté à dire la vérité, a déposé ainsi qu'il suit :

D. — Ne vous êtes-vous pas rendu à plusieurs reprises sur les fronts français et belge, et notamment en Alsace ?

R. — Il est exact que je suis allé deux fois dans les provinces françaises ravagées, et quatre fois sur le front d'Alsace. En revanche, je ne me suis pas rendu sur le front belge.

D. — Quels sont les renseignements que vous avez recueillis en ce qui concerne les

violations du droit des gens commises par les Allemands ?

R. — Il est incontestable que les Allemands ont commis de nombreuses violations du droit des gens dont j'ai été le témoin oculaire, telles que : bombardement d'hôpitaux, violation des tombes du cimetière de Champien, villes et villages ouverts détruits systématiquement à la dynamite ou par l'incendie en dehors de toute bataille.

D. — Pouvez-vous citer quelques faits relativement aux villages et villes ouverts incendiés sans nécessité, aux pillages et cambriolages, aux viols, à l'utilisation des populations comme bouclier, etc... ?

R. — J'ai visité Senlis, systématiquement incendiée, maison par maison, après avoir été arrosée de pétrole. J'ai interrogé des dizaines de témoins, tous préalablement interrogés par la commission d'enquête française et il est incontestable qu'il y a eu là un crime prémédité et froidement accompli. Des civils ont dû marcher devant les troupes alle-

mandes pour leur servir de bouclier; j'ai vu et interrogé une petite fille encore terrorisée, qui avait précédé les troupes allemandes, et vu tuer à ses côtés un des siens. J'ai vu en outre la tombe du maire Odent, fusillé en même temps que plusieurs de ses administrés, sans aucune raison plausible; les témoins ajoutent même *qu'il fut enterré la tête en bas et les pieds en haut*.

Dans les pays ravagés (Noyon, Frosly-Loire, Coucy, Chauny, Ham, etc.), j'ai vu de nombreux coffres-forts éventrés au chalumeau oxydrique; les habitants unanimes affirment que tous leurs meubles ont été emportés avant le dynamitage de leurs maisons. A Noyon, seule ville de la contrée qui n'ait pas été détruite, les maisons sont vidées de tous leurs meubles sans exception; on a emporté jusqu'aux matelas, et, quant aux objets sans grande valeur, tels que tabourets, ils ont été brisés à coups de hache, de façon à être inutilisables. Ceci, je l'ai constaté, non pas dans une, mais dans vingt maisons au moins.

D'une façon générale, je pourrais d'ailleurs donner de nombreuses précisions sur les innombrables violations du droit des gens commises par les Allemands dans les territoires évacués.

Quant aux viols, la commission française d'enquête en a établi de nombreux cas d'une façon irréfutable. Dans de nombreuses localités françaises les habitants donnent à ce sujet des précisions impressionnantes.

Quant aux déportations de civils, non-combattants (femmes, jeunes filles, jeunes gens), elles sont également innombrables; les habitants des villages évacués en ont été les témoins; j'ai recueilli à ce propos les dépositions les plus nettes. Il est en particulier exact qu'à Noyon une cinquantaine de jeunes filles ont été emmenées contre leur gré. J'ai vu et interrogé les mères de plusieurs d'entre elles et de nombreux témoins de ces rapt.

D. — Avez-vous vu que les contrées ou les vergers aient été systématiquement dévas-

tés par les armées allemandes en retraite ?

R. — J'ai longuement parcouru ces contrées et vu sur des kilomètres et des kilomètres le terrain littéralement nettoyé de ses arbres fruitiers. On est, en outre, entré dans les jardins dont on a scié les buis, les rosiers, jasmins, treilles, etc. Les arbres sont en général coupés à un mètre du sol, ou encore décortiqués, ou entaillés jusqu'au cœur. L'impression qui en résulte est à la fois lugubre et ignoble. J'ai fait ces constatations, en compagnie du directeur du journal *Le Secolo*, sur une étendue de terrain de 25 kilomètres environ.

D. — Confirmez-vous les détails donnés par vous dans votre livre : *Au pays de la mort* ?

R. — Non seulement je les confirme, mais j'ai plutôt atténué ce que j'avais vu. En complément de ma déposition, je vous enverrai la brochure : *Au pays de la mort* et la polémique que j'ai eu à soutenir dans la *Gazette de Lausanne* à propos du cimetière de Cham-

pien, avec M. Romberg, chargé d'affaires de l'Ambassade d'Allemagne.

En terminant, je désire ajouter qu'après avoir visité les pays ravagés, et ayant sous les yeux la reproduction des œuvres incriminées de Raemaekers, j'estime qu'il est resté dans les normes de la vérité et que ses dessins sont la reproduction très atténuée de l'abominable réalité.

Lu et confirmé.

(Signé) Benjamin VALLOTTON, etc.

Audition de M. Frédéric de Rabours

(Procès-verbal du jeudi 18 octobre 1917)

Le témoin Frédéric de Rabours, âgé de 38 ans, profession avocat, domicilié rue du Rhône 33, à Genève, exhorté à dire la vérité, a déposé ainsi qu'il suit :

D. — Au cours de votre voyage en France, ne vous êtes-vous pas rendu notamment à Senlis ? N'avez-vous pas visité la ville dévastée par les Allemands, et n'avez-vous pas recueilli les dépositions de plusieurs témoins, en ce qui concerne l'incendie des maisons particulières, leur pillage par les soldats allemands et les exécutions sommaires ?

Ces déclarations ne vous ont-elles pas été

faites par devant M. Francis Peter, juge au Tribunal international à Mansourah ?

R. — Aux environs *du 20 septembre 1914*, je me suis rendu à Senlis avec M. Francis Peter, juge aux Tribunaux mixtes à Mansourah. J'ai vu les maisons brûlées de fond en comble dans la rue de la République. Les personnes interrogées par moi, ont déclaré que cet incendie avait éclaté dans chaque maison avec une violence extrême et avait été provoqué systématiquement par l'emploi de produits chimiques. J'ai entendu entre autres, sur place, un vieillard nommé Gleuze, tenancier de l'auberge du « Franc Picard ». Il m'a déclaré et son récit m'a été ensuite confirmé par des habitants de Senlis, que, lors du retour offensif des troupes françaises, il avait été placé, lui et quelques autres personnes, dont un jeune homme de 16 ans, devant la ligne de feu allemande. Lui-même se trouvait près d'un gros arbre, à gauche de la route, en sortant de Senlis; cet arbre portait les traces des balles. Le jeune homme de 16 ans, qui se trou-

vait près de lui aurait reçu une balle dans le dos, et d'autres auraient été tués également.

J'ai recueilli également le récit de l'exécution sommaire du maire Odent, qui aurait ensuite été enseveli la tête en bas.

Toutes les déclarations qui m'ont été faites par des personnes de Senlis et que je viens de rapporter ont été faites devant M. Francis Peter.

D. — Avez-vous quelque chose à ajouter ?

R. — Je tiens à déclarer que l'Exposition des œuvres de Raemaekers n'évoquait que des faits connus de tous, et n'a dès lors exercé aucune influence sur l'opinion publique à Genève.

Lu et confirmé.

(Signé) DE RABOURS... etc.

Audition de M. le colonel Fernand Feyler

(Procès-verbal du jeudi 18 octobre 1917)

Le témoin Fernand Feyler, âgé de 54 ans, profession rédacteur, domicilié à Saint-Prex, exhorté à dire la vérité, a déposé ainsi qu'il suit :

D. — Ne vous êtes-vous pas rendu à plusieurs reprises sur le front français et belge ?

R. — Je me suis rendu une fois au front français, une fois au front belge, et une fois au front anglais.

D. — Au cours de vos visites, n'avez-vous pas constaté l'incendie et la destruction de nombreux villages et villes ouvertes ?

R. — Oui, j'ai vu de nombreuses villes

et villages, ouverts, français et belges, entièrement détruits, par exemple, au front français : Ribécourt, une partie de Senlis, Arras ; au front belge : Ramscappelle, etc...

D. — N'avez-vous pas recueilli de nombreux témoignages sur les actes de barbarie commis par les Allemands, tels que : population civile utilisée comme bouclier, pillages et cambriolages, exécution de civils innocents, viol de femmes et jeunes filles ?

R. — Personnellement je n'ai pas été le témoin oculaire d'actes semblables. Du reste, comme j'allais dans ces contrées pour des raisons uniquement d'instruction militaire, je ne me suis pas préoccupé de ces questions, si ce n'est dans des conversations générales.

D. — Que savez-vous de la destruction systématique des vergers par les Allemands dans leur retraite ?

R. — Comme je me suis rendu au front français avant la retraite de Hindenbourg, je ne suis pas en situation de fournir des précisions à ce sujet.

D. — Ne sont-ce pas les Allemands qui ont pris l'initiation de l'emploi des bombes asphyxiantes ? Et n'ont-ils pas inventé récemment une bombe asphyxiante et aveuglante plus terrible encore ?

R. — L'emploi par les Allemands de bombes asphyxiantes est de notoriété publique. Lorsque je suis allé au front anglais, j'ai été muni d'un masque contre les gaz asphyxiants. Pour autant que je suis renseigné, le premier emploi des gaz asphyxiants a été fait par les Allemands à la deuxième bataille d'Ypres.

Je ne sais pas si les Allemands ont inventé récemment une nouvelle bombe asphyxiante et aveuglante, plus terrible encore que celle dont ils se sont servis jusqu'à présent.

D. — Avez-vous quelque chose à ajouter ?

R. — L'opinion publique genevoise ne me paraît avoir été nullement excitée par l'exposition des œuvres de Raemaekers, qui étaient déjà connues de la plus grande partie du public, pour avoir paru sous diverses formes

(grandes livraisons, livraisons à prix réduit, carnets de cartes postales illustrées, reproductions partielles dans certains journaux, etc.). En revanche, il m'a paru que l'émotion ne s'était manifestée qu'à l'occasion de l'interdiction d'œuvre d'art, étant considéré surtout, que la Suisse s'est montrée, en l'occurrence, plus sévère que la Hollande.

Lu et confirmé.

(Signé) F. FEYLER... etc.

Audition de M. Edouard Chapuisat

(Procès-verbal du jeudi 18 octobre 1917)

Le témoin Edouard Chapuisat, âgé de 43 ans, profession homme de lettres, domicilié 39, route de Malagnou, à Genève, exhorté à dire la vérité, a déposé ainsi qu'il suit :

D. — Ne vous êtes-vous pas rendu sur le front français et belge ?

R. — Je me suis rendu en février et mars 1915 sur le front français de l'Artois et le front belge des Flandres.

D. — Au cours de vos visites, n'avez-vous pas constaté l'incendie et la destruction de nombreuses villes et villages ouverts ?

R. — J'ai constaté la destruction de vil-

lages situés dans la zone de guerre; celui qui me fit le plus d'effet fut Vermelles. En ce qui concerne les villes ouvertes, j'ai constaté qu'Arras était bombardé lorsque je m'y trouvais.

D. — N'avez-vous pas recueilli de nombreux témoignages sur les actes de barbarie commis par les Allemands, tels que : population civile utilisée comme boucliers, pillages et cambriolages, exécution de civils innocents, viol de femmes et jeunes filles ?

R. — J'ai en effet souvent entendu parler d'actes semblables sans avoir été à même de contrôler personnellement la valeur des témoignages. Toutefois deux d'entre eux, dus à la narration d'un gendarme belge qui m'a fait la meilleure impression, m'ont paru dignes de foi. Voici ce qui m'a été rapporté par ce gendarme. En réponse aux questions que je lui posais sur les atrocités dont on parlait :

« Je me suis occupé moi-même, par mes fonctions, de rechercher certaines responsabilités. Peut-être y a-t-il eu des exagérations

dans les faits rapportés, mais il en reste un nombre suffisant pour que dans certaines régions belges envahies notre population ait été terrorisée. Je peux vous citer deux cas précis : Dans un village qui avait été traversé par les troupes françaises, un enfant de quatre ans avait pris l'habitude, chaque fois qu'il voyait un groupe de soldats entrer dans le village, de crier : « Vive la France ! » Mais bientôt les Français ne passèrent plus et ce furent les Allemands qui entrèrent. Lorsque le gamin vit la première troupe, il cria de nouveau, en toute innocence : « Vive la France ! » D'après ce qui m'a été rapporté par des gens du village, un officier aurait alors pris son revolver et étendu l'enfant raide mort.

Le second fait qui me paraît digne de foi se rapporte à un vieil avare, propriétaire d'une glacière et détesté dans le village. Dès qu'il apprit l'invasion, le bonhomme descendit dans sa cave son mobilier qui était important et beau. Mais les Allemands entrés dans le vil-

lage le découvrirent. Ils le chargèrent sur des camions et l'emportèrent sous les quolibets de la population qui paraissait enchantée de la mésaventure de l'avare. J'ajoute, en ce qui concerne les actes de pillage, que toutes les couvertures de laine, et souvent même les draps ont été enlevés par les troupes allemandes, dans les villages où ils étaient cantonnés. Nombre de mes camarades de la gendarmerie belge pourraient, je pense, vous confirmer mes dires.

J'ai recueilli aussi un récit tout à fait digne de foi de M. Decencière, secrétaire de la mairie de Bois Colombes, et président de l'Association des Secrétaires de Mairie de France. M. Decencière m'a dit textuellement ceci :

Vous connaissez le secrétaire de la mairie de Senlis ; il a failli être la victime de la colère injustifiée des Allemands. Ceux-ci s'emparèrent de divers otages, qu'ils parquèrent en deux groupes. Dans le premier se trouvait le maire Odent, qui fut fusillé. Dans

le second, se trouvait notre collègue. Il croyait sa dernière heure venue, lorsqu'un Feldweibel s'approcha et fit surseoir à toute autre décision concernant ce groupe ; puis il s'approcha de notre collègue et se fit reconnaître comme tenant avant la guerre un magasin de jouets à Senlis. Comme c'était un fort brave homme, plusieurs de nos compatriotes, dont notre collègue, l'avaient admis à leur manille. On peut affirmer que c'est la manille qui a sauvé ce jour-là un certain nombre de civils.

Comme je demandai à M. Decencière la raison du massacre de plusieurs civils de Senlis, il me fit la réponse suivante :

Le village avait été occupé par des zouaves. Ceux-ci se retirèrent à l'entrée des Allemands. Quelques-uns d'entre eux, cependant, ne réussirent pas à partir immédiatement, et ne le firent que lorsque les Allemands étaient déjà dans le bourg. Ils tirèrent, à ce que l'on m'a affirmé ; d'où la fureur des Allemands qui, croyant tous les zouaves partis,

s'en prirent *injustement* et sans enquête, à la population civile et commirent leurs crimes.

D. — Que savez-vous de la destruction systématique des vergers par les Allemands dans leur retraite ?

R. — On m'a justement donné à ce sujet des renseignements qui me paraissent très précis, mais que je me réserve de contrôler ; dès que je les aurai obtenus, je vous les ferai parvenir.

D. — Avez-vous quelque chose à ajouter ?

R. — Je tiens à déclarer, de la manière la plus formelle, qu'à mon avis, l'exposition des œuvres de Raemaekers n'a nullement excité l'opinion publique à Genève.

Lu et confirmé.

(Signé) Édouard CHAPUISAT... etc.

*Résumé de la
déposition de M. Meyer de Stadelhofen¹*

Dr en Droit, Avocat au Barreau de Genève

à l'audience publique du 30 janvier 1918

R. — Dans les derniers mois de 1914 j'avais été chargé de faire un rapport au sujet de projectiles Dum-Dum dont, à en croire un communiqué de la Légation allemande à la Presse suisse, les troupes françaises s'étaient servies sur le front ouest.

Le communiqué en question invitait les personnes que la question pouvait intéresser à venir examiner à la Légation allemande à

¹ M. Meyer de Stadelhofen qui a fait partie de l'équipe suisse victorieuse dans de nombreux matchs internationaux est spécialement compétent en matière de tir.

Berne des échantillons de ces balles dites Dum-Dum.

Je me rendis donc à cette invitation et fort courtoisement M. de Romberg et l'attaché militaire, M. de Bismarck, mirent à ma disposition les échantillons en question et le rapport de Berlin indiquant dans quelles conditions et à quelle date ces cartouches avaient été découvertes.

Si mes souvenirs sont exacts, le rapport mentionnait comme date de la découverte une époque remontant à six semaines *environ* et signalait qu'une machine équipée pour la transformation en série des projectiles Dum-Dum dont les échantillons m'étaient présentés, avait été également trouvée au même endroit. Un rapide examen me permit de constater l'innéité de ces affirmations.

En effet : 1° Les balles échantillon, — ancienne balle Lebel mod. 1886, — étaient toutes inégalement et grossièrement entaillées à la main, ce qui écartait toute idée de travail à la machine... 2° Le plomb mis à

nu était encore brillant, circonstance excluant l'hypothèse d'une manipulation antérieure à une quinzaine de jours.

J'ai donné du reste en son temps un résumé de mon expertise au *Journal de Genève*.

J'eus ensuite l'occasion, à diverses reprises, d'examiner (abstraction faite d'une balle de fusil autrichien, *explosible*, celle-là, trouvée sur le front austro-italien et dont l'expertise me fut demandée par la Croix-Rouge) plusieurs modèles de balles Dum-Dum, accompagnées de rapports indiquant où, quand, comment, en quelle quantité ces projectiles avaient été trouvés. J'ai publié le résultat de ces études dans la *Revue militaire suisse*, c'est-à-dire en mai ou juin 1915.

J'ai pu constater entre autres que l'armée allemande s'est servie parfois, même sur une assez large échelle, de projectiles Dum-Dum, industriellement préparés, la pointe régulièrement fendue en croix.

Les fentes sont bouchées au moyen d'une

graisse consistante. Lors de la préparation de ces projectiles, leur pointe est plongée dans un bain d'huile chaude, laquelle pénètre facilement dans les interstices et se durcit ensuite à la température normale.

Je dois ajouter, pour être, comme je l'ai toujours été, strictement impartial, qu'à mon avis, ces projectiles n'ont pas été intentionnellement fabriqués pour être utilisés comme Dum-Dum sur les champs de bataille. Je crois plutôt qu'il s'agit là de balles préparées pour les tirs d'exercice sur les champs de tir ne comportant pas protection suffisante contre les effets brisants des projectiles réglementaires.

Le théâtre de la guerre eut-il été transporté en Allemagne près de tels champs de tir, la découverte en ces parages de telle balle Dum-Dum eût été chose excusable ; mais qu'elles aient été envoyées bien loin aux armées, est un fait qu'on ne saurait considérer avec trop de sévérité.

D. — L'intendance, le Service des mu-

nitions, etc., pouvaient-ils ignorer le caractère dangereusement « spécial » de ces balles ?

R. — Evidemment non. Chacun sait, en effet, qu'un projectile à noyau de plomb, revêtu d'une chemise de métal plus dur (c'est le cas de tous les projectiles modernes, la balle D. Lebel excepté, celle-ci est en bronze compact) est *ipso facto* transformé en Dum-Dum sitôt que le plomb est mis à nu à la pointe ou à la périphérie.

Toute balle « dumisée » produit des blessures atroces, une sorte d'éclatement dans les chairs et dans les os. La même balle suivant qu'elle est ou non « dumisée » provoque dans le corps humain un trou de quelques millimètres ou une zone déchiquetée de 10 à 20 centimètres. C'est du reste ce qui fait adopter ce procédé pour la chasse aux grands fauves dont l'élan n'est pas arrêté par les projectiles ordinaires de calibre moyen, si puissants soient-ils.

D. — Ces projectiles sont-ils interdits

par les lois de la guerre, les conférences internationales ?

R. — Sans aucun doute, c'est là un fait de notoriété publique dans tous les pays civilisés.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.	7
Plaidoirie de M ^e F. Raisin.	13
Plaidoirie de M ^e Charles Vuille	149
Arrêt de la Cour pénale fédérale	191
Réquisitions de M. le Procureur général	199
Lettre du Consul d'Allemagne.	203
Récit d'un civil belge interné en Suisse.	205
Interrogatoire de M ^e Charles Vuille	211
Audition de M. Benjamin Vallotton	220
Audition de M. Frédéric de Rabours	226
Audition de M. le colonel Fernand Feyler	229
Audition de M. Edmond Chapuisat	233
Résumé de la déposition de M. Meyer de Stadel- hofen.	239

TABLE DES GRAVURES

- Portrait de Raemaekers.
Portrait de l'Accusé (M^e Vuille).
N^o 2. Nous ne sommes pas des barbares.
5. Von Bethmann-Hollweg et la Vérité.
8. Séduction de von Bissing.
9. Bernhardisme.
10. Butin pour les Vainqueurs.
15. Le roi Albert au Souverain Pontife.
19. Un fait divers.
36. Le Réveil.
40. Le Raid.
41. Le Bon Allié.
44. Le piège à loups.
57. Le Cauchemar d'Hérode.
71. Après le meurtre de Miss Cavell.
86. Gott mit uns.
93. Jugement suprême.
100. Le Juif errant.

Les numéros se réfèrent aux planches qui ont été saisies.

Q. 124, 13



